

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AVRIL 2012**

**N°117**

# SOMMAIRE

*Conseil du 17 avril 2012*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>142</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>176</b>
<b><u>PARTIE 4</u> : MARCHES</b>	<b>302</b>

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	7
FINANCES	10
PERSONNEL	11
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	12
COPROPRIETES	15
SPORTS	16
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	17
ECOLOTHEQUE	45
COMMUNICATION	46
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	47
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL	73
TOURISME	74
INNOVATION	75
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	76
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	77
SERVICES FUNERAIRES	87
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	92
EAU ET ASSAINISSEMENT	93
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	102
ENVIRONNEMENT	103
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	104
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	105
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	112
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	121
VOIRIE, JALONNEMENT	122
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	123
RELATIONS INTERNATIONALES	141

<b>HORS COMMISSION</b>	
Exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen - Conférence de presse exceptionnelle - Financement du déplacement des représentants de la presse - Approbation	8
<b>FINANCES</b>	
Néant	10
<b>PERSONNEL</b>	
Néant	11
<b>CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES</b>	
Marchés n°2963MG12 de fourniture des Services de Télécommunications - Autorisation de lancer l'Appel d'Offres et de signer les marchés	13
<b>COPROPRIETES</b>	
Néant	15
<b>SPORTS</b>	
Néant	16
<b>CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES</b>	
Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Marchés de travaux n°2183DC09 - Lots n°1' Gros œuvre', 3'Etanchéité', 6' Cloisons, doublages, faux-plafonds' et 12' décors peints' - Résiliation - Autorisation de signature	18
Réseau des médiathèques d'Agglomération - Film « Marcel Hanoun, chemin faisant » - Contrat de licence - Autorisation de signature	21
Réseau des médiathèques d'Agglomération - Évolution du portail de services Ermes avec des services innovants - Marché n°2938DC12 sans mise en concurrence - Autorisation de signature	23
Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez - Validation de programme, du budget et du planning - Autorisation de lancer le concours de maîtrise d'oeuvre - Désignation des membres du jury - Autorisation de signature	26
Musée Fabre - Vente de billets en ligne - Convention de mandat avec la société IREC - Autorisation de signature	31
Musée Fabre - Convention pour la mise en oeuvre des activités culturelles au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier - Autorisation de signature	33
Planétarium Galilée - Coproduction du film « La petite planète » - Avenants n°1 aux contrats du scénariste et de l'illustrateur- Autorisation de signature	35
Planétarium Galilée - Passe Campagne - Convention de partenariat avec les Gîtes de France Hérault - Autorisation de signature	37
Planétarium Galilée - Droits d'exploitation du Film « Vacances sur Altaïr » Contrat-type de cession - Tarifs - Approbation	39
Planétarium Galilée - « L'Agglo dans les étoiles » - Convention de partenariat avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues - Autorisation de signature	41
Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades - Conventions de mécénat - Autorisation de signature	43
<b>ECOLOTHEQUE</b>	
Néant	45
<b>COMMUNICATION</b>	
Néant	46
<b>MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI</b>	
Association Maison de Montpellier à Chengdu - Attribution de Subvention - Convention - Désignation de deux représentants - Autorisation de signature	48
Mission d'affaires Russie Province de Kalouga / Obninsk - Congrès International sur l'innovation à Moscou - Autorisation de financement	51
Soutien aux manifestations - Attribution de subventions	54



## **MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

Avenant à la convention d'autorisation simple d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire entre la Société Anonyme Aéroport de Montpellier Méditerranée et la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les locaux situés dans l'enceinte de l'aéroport - Autorisation de signature	58
Observatoire de l'immobilier et du foncier d'entreprise de Montpellier et son agglomération - Convention de partenariat - Autorisation de signature	61
Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier - Pépinières d'entreprises Cap Oméga - Cap Alpha - Convention de partenariat avec l'OTECI (Office Technique d'Etudes et de Coopérations Internationales) - Autorisation de signature	63
ZAC Garosud - Convention de Participation aux équipements publics avec la SERM et la Société Méditerranéenne de Nettoyement Groupe NICOLLIN - Autorisation de signature	66
Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Montpellier - Déclaration de projet - Approbation	69

## **ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL**

Néant	73
-------	----

## **TOURISME**

Néant	74
-------	----

## **INNOVATION**

Néant	75
-------	----

## **ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE**

Néant	76
-------	----

## **INSERTION PAR L'ECONOMIQUE**

Couveuse d'activités Crea Lead - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature	78
Convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi Hérault - Autorisation de signature	81
Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier - Convention - Demande de subvention - Autorisation de signature	84

## **SERVICES FUNERAIRES**

Contrat de Délégation de Service Public - Commission de Délégation de Service Public - Election des membres	88
---	----

## **PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE**

Néant	92
-------	----

## **EAU ET ASSAINISSEMENT**

Déplacement de l'autoroute A9 - Travaux de dévoiement de réseau d'eaux usées - Convention de groupement de commandes avec le syndicat du Bas-Languedoc - Autorisation de signature	94
Schéma directeur d'Assainissement - Intercepteur Est - Demande de prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique - Approbation	97
Requalification de la Rue Barnoyer à Pérols - Convention de groupement de commandes avec la Commune de Pérols - Autorisation de signature	99

## **LUTTE CONTRE LES INONDATIONS**

Néant	102
-------	-----

## **ENVIRONNEMENT**

Néant	103
-------	-----

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

Néant	104
-------	-----

## POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Construction de 15 logements sociaux - Résidence « On Line » - Rue Raimon de Trencavel à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	106
Extension et réhabilitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « l'Oustal » - Avenue Henri Majurel à Pignan - Garantie d'emprunts à l'association l'Oustal - Autorisation de signature	109

## URBANISME, POLITIQUE FONCIERE ET EVOLUTION DE L'EPCI

Commune de Baillargues - Secteur stratégique Plaine de Colombier - Convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	113
Projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	116
Gestion de l'Agriparc communautaire du domaine de Viviers - Communes de Clapiers et Teyran - Baux ruraux à long terme - Autorisation de signature	118

## SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GERONTOPOLE

Néant	121
-------	-----

## VOIRIE, JALONNEMENT

Néant	122
-------	-----

## TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

Tramway cinquième ligne - Bilan intermédiaire de la concertation - Tracé préférentiel	124
Tramway troisième ligne, extension ouest de la première ligne et ligne 4 « la Circulade » - Marché n°3.649 complément des équipements billettiques et interopérabilité - Autorisation de signature	129
Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier - Marché n°2754TV11 d'assistance technique - Autorisation de signature	132
Transports en commun - Tarification - Syndicat Mixte des Transports en Commun Hérault Transport - Convention de compensation tarifaire pour la navette du Petit Travers saison 2012 - Autorisation de signature	135
Transports en commun - Syndicat mixte Hérault Transport - Adhésion de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or - Modification des statuts	138

## RELATIONS INTERNATIONALES

Néant	141
-------	-----

<b>HORS COMMISSION</b>
------------------------



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**HORS COMMISSION – EXPOSITION CORPS ET OMBRES, CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EUROPÉEN - CONFÉRENCE DE PRESSE EXCEPTIONNELLE - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier développe une politique de communication cohérente dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, notamment dans le domaine de la culture. Il s'agit, en l'espèce, de la promotion des équipements qu'elle gère mais aussi des différentes manifestations et expositions qu'elle organise et qui s'y déroulent.

Membres de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Augustins de Toulouse s'associent pour proposer une exposition événement consacrée au Caravagisme européen, Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen, également en association avec des prestigieux musées américains. Cette exposition reconnue d'intérêt national, se déroulera du 23 juin au 14 octobre 2012 ; 150 chefs-d'œuvre de Caravage à Rembrandt, de Ribera à Georges de la Tour, rarement prêtés y seront réunis.

A cette occasion, le réseau FRAME organise, le 9 mai 2012 à la Maison de la Mutualité de Paris, une conférence de presse à destination de la presse nationale spécialisée culture. Des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont invités à participer à cette présentation pour un montant estimé à 2000€.

Afin de présenter cet événement exceptionnel et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'inviter le 9 mai 2012, des représentants de la presse locale. La collectivité souhaite assurer la prise en charge des frais de transport de ces derniers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le financement des frais de déplacement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 126902**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **FINANCES**

## PERSONNEL

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,  
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉS N°2963MG12 DE FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Pour assurer la fourniture de services de télécommunications dans les divers bâtiments communautaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite mettre en concurrence auprès des opérateurs habilités à les mettre en œuvre, l'ensemble des services de télécommunications qu'elle utilise. L'opération envisagée porte sur l'ensemble des services de Télécommunications souscrits par l'agglo (téléphonie fixe, téléphonie mobile et numéro gratuit).

Il est donc indispensable de lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, en vue de passer des marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, renouvelables par reconduction expresse de la personne publique pour une durée maximale totale des marchés de 4 ans.

Chacun des marchés correspondant aux lots comme suit comportera un bordereau de prix unitaires et sera établi sur la base du Détail Quantitatif Estimatif :

- lot n°1 : téléphonie fixe pour un montant estimatif de 150 000 € H.T. /an .
- lot n°2 : téléphonie mobile pour un montant estimatif de 40 000 € H.T. /an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

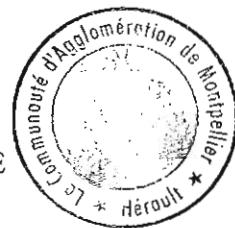
- autoriser le lancement de la consultation sous forme d'un appel d'offres ouvert,
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le : 27 AVR. 2012  
Numéro de l'acte : Tmc 125 606

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**COPROPRIETES**

## SPORTS

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉS DE TRAVAUX N°2183DC09 - LOTS N°1' GROS ŒUVRE' , 3'ETANCHÉITÉ', 6' CLOISONS, DOUBLAGES, FAUX-PLAFONDS' ET 12' DÉCORS PEINTS' - RÉSILIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France en Algérie (1830-1962) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. Afin de mener à bien cette opération, une consultation pour les travaux a été lancée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en vertu de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°9053 en date du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement de cet appel d'offres en treize lots, estimés au stade APD à un total de : 8 023 185 € H.T.

Par délibération n°9269 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé l'attribution des lots 1, 4, 5, 6, 9a, 9b, 10, 11 et 12, la nouvelle estimation des lots 2, 3, 7, 8 et 13, déclarés infructueux, et autorisé d'une part le lancement d'un nouvel appel d'offres ouvert pour le lot 13, et d'autre part le lancement d'une consultation sous la forme d'une procédure adaptée pour les lots 2, 3, 7 et 8.

A l'issue de ces procédures, l'ensemble des marchés a été attribué pour un montant global de 6 625 990,19 € H.T.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédiales.

La refonte de ce programme muséographique a induit des modifications substantielles concernant les marchés mentionnés ci-dessous:

N° du lot	Libellé	Titulaire
1	Gros œuvre, façades, réseaux Montant : marché initial et avenant 1 : 2 565 216€ HT	Entreprise LEON GROSSE
3	Etanchéité Montant : marché initial et avenant 1 : 94 750.30€ HT	Entreprise NET ETANCHEITE
6	Cloisons, doublages, faux-plafonds Montant marché initial : 383 719.50€ HT	Etablissements JF CORTINA
12	Décor peint Montant marché initial, avenants 1 et 2 : 119 448.83€ HT	Entreprise SUD FRANCE

Compte tenu des avenants déjà conclus sur ce chantier, et/ou de l'importance des modifications techniques à apporter, il n'est plus envisageable de conclure de nouveaux avenants concernant ces lots au regard des dispositions de l'article 20 du code des marchés publics qui proscriit, en l'absence de sujétions techniques imprévues, la passation d'avenants bouleversant l'économie du marché.

Les marchés relatifs au gros œuvre, façades, réseaux et à l'étanchéité sont pratiquement exécutés. L'exécution des marchés de second œuvre concernant les cloisons, doublages, faux plafonds et les décors peints, fortement impactés par la modification muséographique, vient de débuter.

Au regard des modifications induites par le nouveau programme ils ne peuvent être finalisés dans leur cadre contractuel financier et technique.

Aussi, il convient de procéder à la résiliation de ces marchés pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés n°2183DC09, lots n°1, 3, 6 et 12 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 196502

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - FILM « MARCEL HANOUN, CHEMIN FAISANT » - CONTRAT DE LICENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux.

Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable.

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Le film du réalisateur montpelliérain Laurent Aït Benalla a été présenté en 2008 à la médiathèque F.Fellini. Ce film retrace le parcours du réalisateur Marcel Hanoun (proche de Godard et de la Nouvelle vague) assez méconnu du grand public, et qui a fait l'objet d'une rétrospective à la Cinémathèque Française l'an dernier. Certaines scènes de ce film ont été tournées à Montpellier ; on voit par exemple Marcel Hanoun se rendant à la médiathèque Fellini en novembre 2008.

Ainsi, dans le cadre de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional, et de sa consultation à titre individuel, sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération, il est proposé de signer le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs du film « Marcel Hanoun, chemin faisant » pour une durée de 10 ans, avec la Société SLAB représenté par David Massabuau. Ce contrat sera conclu moyennant le versement d'une somme de 322 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société SLAB représenté par David Massabuau pour la numérisation et la consultation par les abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur place et à distance, du film « Marcel Hanoun, chemin faisant » ,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :                27 AVR. 2012  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 124204*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - ÉVOLUTION DU PORTAIL DE SERVICES ERMES AVEC DES SERVICES INNOVANTS - MARCHÉ N°2938DC12 SANS MISE EN CONCURRENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Lors du conseil de communauté du 23 juin 2011, dans le prolongement du programme de réinformatisation du réseau des médiathèques, et avec la perspective d'en accélérer le développement numérique, il a été décidé de présenter une nouvelle demande de subvention auprès de l'Etat, au titre du contrat numérique proposé par le Ministère de la Culture.

Le Ministère de la Culture a accordé au réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération le label de « Bibliothèque numérique de référence » et des subventions afférentes pour un montant de 605 315,79 € au total, représentant 80% des sommes investies. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est dans les cinq premières bibliothèques à mettre en place ce programme. Le changement de portail a déjà permis de passer d'un million de pages vues en 2010 à cinq millions en 2011.

Dans le cadre de ce label, ces subventions sont affectées pour :

- l'acquisition de matériels informatiques performants (infrastructure et stockage)
- le développement de nouveaux services aux usagers
- d'importantes opérations de numérisation.

Parmi les **nouveaux services**, figurent l'évolution du portail de services actuel vers sa nouvelle version, avec un nouveau mode de gestion des temps de connexion aux postes publics multimédia, ainsi que la possibilité pour les abonnés d'accéder à distance aux abonnements électroniques souscrits par les médiathèques.

La dernière version d'Ermes prévoit différentes améliorations comme une navigation plus intuitive (dite « à facettes »), et la personnalisation par l'utilisateur de l'interface de consultation. Par ailleurs, le module « quota temps » permettra aux usagers de disposer d'un poste de consultation dans la limite du temps total imparti mais sans obligation de réservation préalable.

Considérant qu'il s'agit d'un nouveau marché destiné à fournir des prestations complémentaires à l'interface actuelle fournie par la société Archimed, et que le produit relève d'une exclusivité technique au sens de l'article 35.2.8 du Code des Marchés Publics (puisque Ermes 2 fonctionne sur le socle d'Ermes 1 et qu'il est donc impossible de dissocier ces deux produits en ayant recours à un autre logiciel), des négociations sont intervenues avec cette société, sans publicité ni mise en concurrence. A leur issue, le coût de mise en œuvre et d'installation de cette nouvelle version a été fixé en accord avec les 2 parties à 136 822,40 € T.T.C. (soit 114 400,00 € H.T.).

C'est sur cette base que la Commission d'Appel d'Offres en date du 20 mars 2012 a proposé d'attribuer le marché n°2938DC12 relatif à la mise en œuvre d'ERMES 2 à la société Archimed.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°2938DC12 avec la Société Archimed relatif à l'évolution du portail de services Ermes et à la commande de nouveaux services pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché à intervenir, tel que définis ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10823

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/2012

Déposé En Préfecture

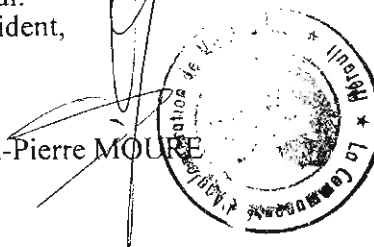
Le : 18/04/2012

Numéro de l'acte : MLC126104 - DE 1.1

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU LE LEZ - VALIDATION DE PROGRAMME, DU BUDGET ET DU PLANNING - AUTORISATION DE LANCER LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8561 du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a déclaré la médiathèque Aimé Césaire d'intérêt communautaire et a demandé son transfert à la Commune de Castelnau le lez à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le périmètre de ce transfert a été élargi par délibération n°10296 du 28 juillet 2011, avec la prise en compte du rez-de-chaussée du bâtiment ainsi que les terrains d'assiette de celui-ci.

Par cette délibération, le Conseil de Communauté a en outre approuvé le lancement de l'étude de programmation pour la restructuration ou la démolition/reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire, et créé ainsi sur le même site un équipement communautaire comparable aux autres équipements du réseau des médiathèques tant en taille qu'en terme de services offerts aux usagers.

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction-extension de la médiathèque Aimé Césaire, pour un montant global de travaux évalué à 2,6 M€ H.T.

Pour des motifs d'ordre technique notamment, les études préalables ont conduit à retenir l'option d'une démolition/reconstruction plutôt que d'une rénovation. Le programme général, établi sur ce scénario, décrit les besoins fonctionnels du futur établissement.

D'une surface S.H.O.N. de 1 100 m<sup>2</sup>, la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera ainsi trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque.

L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base du montant des travaux estimé à 2,6 M€ H.T., le budget global de l'opération estimé au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T.

La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendra à la fin du premier trimestre de l'année 2015.

Il convient désormais d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article 74 du Code des Marchés Publics. A l'issue du classement des candidatures, cinq candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse sur la base du programme technique détaillé de l'opération.

Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera égale au prix estimé de l'élément de mission susvisé au quel sera appliqué un abattement de 20% en application du Code des marchés publics.

Cette procédure requiert la constitution d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des Marchés Publics. Celui-ci sera constitué, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq, la désignation de ces membres étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée, ou équivalente à celles des candidats, pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury, avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération, avant le mardi 17 avril 2012, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics;
- dire que les crédits relatifs aux études et au concours de maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché de maîtrise d'Oeuvre à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- procéder à l'élection des membres du jury de maîtrise d'oeuvre Composé de 5 délégués titulaires et de 5 délégués suppléants du Conseil de Communauté.

La liste suivante a été déposée par M. le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Liste 1 composée de

Membres titulaires :

N. BIGAS

J.-P. GRAND

T. BREYSSE

J. MARTIN

P. BONNAL

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER

C. VALETTE

A. BARRANDON

G. PASTOR

J.-F. AUDRIN

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle dans les conditions définies ci-dessus.

Le vote a lieu au scrutin secret.



Délibération n° 10824

Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez :

Membres titulaires :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents :	88
Votants :	88
Bulletins blancs :	1
Bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	87

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	87	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

N. BIGAS  
J.-P. GRAND  
T. BREYSSE  
J. MARTIN  
P. BONNAL

Membres suppléants :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents :	88
Votants :	88
Bulletins blancs :	1
Bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	87

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	87	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER  
C. VALETTE  
A. BARRANDON  
G. PASTOR  
J.-F. AUDRIN

Le jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez est donc composé comme suit :

Membres titulaires :

N. BIGAS  
J.-P. GRAND  
T. BREYSSE  
J. MARTIN  
P. BONNAL

Membres suppléants :

J.-L. MEISSONNIER  
C. VALETTE  
A. BARRANDON  
G. PASTOR  
J.-F. AUDRIN

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125723**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - VENTE DE BILLETS EN LIGNE - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SOCIÉTÉ IREC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Afin d'élargir les modalités d'accès à son offre, le musée Fabre de Montpellier Agglomération souhaite mettre en service un dispositif de vente en ligne de billets d'accès à ses espaces.

S'inscrivant étroitement dans la stratégie e-services engagée par la Communauté d'Agglomération, cette démarche concernera dans un premier temps la vente en ligne des entrées individuelles et des visites guidées individuelles, pour chacun des espaces du musée Fabre : collections permanentes, Hôtel Sabatier d'Espeyran, expositions temporaires. La dématérialisation des autres prestations de billetterie sera envisagée dans un deuxième temps, de même que l'élargissement du service à d'autres établissements culturels.

Ainsi, à partir d'une plate-forme dédiée, fournie et hébergée par l'actuel prestataire du progiciel de billetterie et caisse du musée Fabre, la société IREC, les usagers du service de vente en ligne pourront soit imprimer leur billet, soit en conserver une version dématérialisée sur un matériel de type Smartphone. Dans les deux cas, ces justificatifs, présentés à l'accueil du musée Fabre, éviteront un passage en caisse. Les usagers du service pourront également réserver une place pour les visites guidées individuelles, programmées à des créneaux horaires préétablis.

La mise en place de ce service nécessite de conclure avec la société IREC une convention de mandat de vente de billets aux termes de laquelle l'ensemble des modalités administratives, techniques et financières de l'exploitation de la plateforme sera réglé. La société IREC s'engage notamment à assurer le bon fonctionnement de son système de billetterie en ligne, à procéder à l'édition des billets conformément au paramétrage réalisé par le musée Fabre, et à garantir que le système informatique mis en place pour la vente des billets est conforme à l'article 290 quater du Code Général des Impôts. Cette convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature par les 2 parties avec possibilité de reconduction expresse, dans la limite d'une reconduction.

En phase d'exploitation, la rémunération de la société IREC se formalisera par une redevance variable, établie à 7% des recettes encaissées en ligne, et une redevance annuelle fixe établie à 2 676 € H.T. qui sera versée au titre de la maintenance de la plateforme.

La société IREC encaissera les recettes des ventes effectuées en ligne, dont le reversement au musée Fabre s'effectuera à chaque fin de mois, et s'accompagnera d'un listing des ventes justifiant de l'ensemble des ventes réalisées à partir du site pour le musée Fabre. La société IREC adressera une facture correspondant à la commission de vente de 7%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mandat avec la Société IREC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année 2012, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mandat avec la Société IREC ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :                      27 AVR. 2012  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 125 905

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION POUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des publics du musée Fabre a développé des dispositifs de médiation spécifiques, dont certains s'appuient sur le rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Si l'expérience prouve qu'une médiation *in-situ*, au musée, est fructueuse, les possibilités qu'offrent les actions hors-les-murs doivent aussi être explorées pour les publics dits « empêchés ».

Deux services du Centre Hospitalier Régional Universitaire (C.H.R.U.) de Montpellier seront ainsi partenaires de cette nouvelle action en 2012, qui s'intègre dans le programme « Culture à l'Hôpital » lancé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Direction Régionale des Affaires Culturelles en 2011 : le Service de Gériatrie, et le Département d'Urgence et de Post-Urgence Psychiatrique.

Afin de définir les modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ce partenariat, il est nécessaire de conclure une convention qui précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le service des publics du musée Fabre s'engage ainsi à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Le musée Fabre prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans ses murs.

Le C.H.R.U. de Montpellier mettra à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie et du Département d'Urgence et de Post Urgence Psychiatrique sous la responsabilité de l'encadrement des sites. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du C.H.R.U. pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Les services concernés s'engagent à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions.

La présente convention prend effet à la date de signature jusqu'au 31 décembre 2012. Une réunion annuelle proposée par le musée Fabre permettra de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir et arbitrer ainsi le renouvellement de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pour la mise en œuvre des activités culturelles au C.H.R.U. de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 125 102

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE -  
COPRODUCTION DU FILM « LA PETITE PLANÈTE » - AVENANTS N°1 AUX  
CONTRATS DU SCÉNARISTE ET DE L'ILLUSTRATEUR- AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté Urbaine de Dunkerque se sont associées pour produire le spectacle de planétarium « La petite planète » qui est exploité dans les deux planétariums de ces collectivités depuis décembre 2008 ainsi que dans plusieurs autres planétariums qui se sont portés acquéreurs des droits d'exploitation.

Pour répondre à des demandes de diffusion de ce spectacle dans des formats non prévus dans la convention de coproduction, comme les formats 4/3 et 16/9<sup>e</sup>, et sous forme de supports comme de dvd (digital vidéo disc) ou cd (compact disc), pour une diffusion en boutique ou sous forme d'objet promotionnel, les collectivités ont modifié par avenant la convention initiale qui ne portait que sur le seul le seul format hémisphérique en usage dans les planétariums.

Il convient désormais de modifier aussi par avenants les contrats de cession des différents auteurs que sont le scénariste et l'illustrateur de ce film pour étendre leur application à ces formats ou supports, non prévus aux contrats initiaux. Ces avenants prennent en outre en compte une modification des modalités de versement de la rémunération proportionnelle des auteurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui ne sera plus perçue par la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) pour le compte des auteurs, mais directement par les auteurs sur présentation d'une note d'auteurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'assurant du versement des charges sociales auprès de l'AGESSA.

L'ensemble des modifications ci-dessus exposées font donc l'objet de projets d'avenants aux contrats de cessions de droits d'auteur passés d'une part le 27 décembre 2007 avec Monsieur Jean-Marc Bouzigues, scénariste, et, d'autre part le 30 juillet 2008 avec Monsieur Fabrice Tarrin, illustrateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 1 au contrat de cession de droits d'auteur de Monsieur Jean-Marc Bouzigues, scénariste.
- approuver l'avenant n° 1 au contrat de cession de droits d'auteur de Monsieur Fabrice Tarrin, illustrateur,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire    27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 125 408*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - PASSE CAMPAGNE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES GÎTES DE FRANCE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le planétarium Galilée s'est inscrit depuis 2005 dans une opération de partenariat avec les Gîtes de France Hérault dénommée « Passe Campagne », opération qui consiste en la diffusion d'un carnet regroupant les offres touristiques de différents partenaires sous forme de coupons détachables à présenter aux caisses et donnant droit à un avantage tarifaire.

Ces carnets contiennent les offres regroupées de diverses catégories que sont les grottes, les sites et curiosités, les abbayes et châteaux, l'artisanat d'art, les produits du terroir et les musées. Étant diffusée auprès des personnes qui louent des gîtes ruraux, cette opération permet de toucher une clientèle touristique sur tout le territoire de l'Hérault.

La convention en cours arrivant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2012 et s'avérant positive pour les deux partenaires, il est proposé de reconduire ce partenariat pour la période d'un an qui va du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 1<sup>er</sup> septembre 2013, période qui serait renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois années au total, et de conclure pour ce faire une convention de partenariat.

Cette convention prévoit, en particulier, que les Gîtes de France réalisent à leurs frais 20 000 exemplaires du carnet qui sera diffusé dans tous les gîtes ruraux du Département ainsi que tout document de communication, en échange d'une contribution annuelle versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 115,00 € H.T. Une réduction de 1 € serait pratiquée à la caisse du planétarium Galilée sur les tarifs plein adulte dans la limite de deux adultes sur présentation d'un coupon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec les Gîtes de France Hérault ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125 413**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - DROITS D'EXPLOITATION DU FILM « VACANCES SUR ALTAÏR » CONTRAT-TYPE DE CESSION - TARIFS - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°6465 du 14 juin 2005 le Conseil de Communauté a fixé les droits d'exploitation du spectacle « Vacances sur Altaïr » produit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et exploité dans la salle du planétarium Galilée.

Par suite, un marché de distribution a été passé avec la société américaine Spitz. Inc. à qui a été confiée la distribution exclusive de ce spectacle pour une durée de cinq ans, marché qui imposait au titulaire de rétribuer la collectivité des montants fixés par la délibération susvisée, ces montants étant majorés d'une commission forfaitaire partagée à raison de 40 % pour le producteur, moins les frais d'adaptation en langues étrangères et de fabrication d'outils de promotion, et 60% pour le distributeur. La mise en œuvre de ce dispositif s'est soldée par une recette brute de 79 503 € dont 54 016 € sont revenus à notre collectivité.

Ce marché est arrivé à terme le 7 août 2011. La charge de diffuser ce spectacle revient donc à la Communauté d'Agglomération. Considérant le contexte économique, et notamment la hausse du cours de l'euro d'une part, et la baisse sensible des prix du marché du spectacle de planétarium d'autre part, il paraît opportun de baisser les tarifs qui ont été fixés en 2005 pour les adapter aux prix du marché et retrouver ainsi un caractère concurrentiel.

Il est proposé de fixer ainsi les tarifs de cession des droits d'exploitation du spectacle « Vacances sur Altaïr » :

	Planétariums de capacité inférieure à 150 sièges, par siège :	Planétariums d'une capacité égale ou supérieure à 150 sièges:
1 an	10 €	1 500 €
2 ans	15 €	2 250 €
5 ans	30 €	4 500 €
20 ans	40 €	6 000 €

Cette modification doit en outre être prise en compte dans la convention-type de cession, fixant les modalités techniques et administratives de cession du spectacle entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Producteur, et l'Utilisateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs de cession des droits d'exploitation du film "vacances sur Altaïr";
- approuver les termes du contrat-type de cession des droits d'exploitation de ce film;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrats de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 125 512*

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - « L'AGGLO DANS LES ÉTOILES » - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

En délocalisant en 2010 la partie observation du ciel nocturne des « Nuits des étoiles » dans la Commune de Cournonsec, le planétarium Galilée a inauguré une expérience de déconcentration de l'action culturelle scientifique dans l'Agglomération de Montpellier.

Cette expérience s'est poursuivie en 2011 par la mise en place d'une manifestation d'astronomie populaire « L'Agglo dans les étoiles » avec des observations du ciel nocturne associées ou non à des animations, dans trois Communes de la Communauté d'Agglomération : Clapiers, Murviel les Montpellier et Saint-Brès. Près de 1 000 personnes avaient ainsi participé à cette manifestation.

En 2012, trois soirées de « L'Agglo dans les étoiles » devraient être organisées dans trois Communes. La première soirée se tiendra dans la Commune de Saint Geniès des Mourgues le 27 avril 2012. Elle sera reportée au 28 avril si les conditions météorologiques ne sont pas favorables.

Afin de définir les modalités de déroulement de la soirée et les prestations à la charge de chacun des partenaires, il est nécessaire d'établir une convention de partenariat avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues. Cette convention précise en particulier que la Commune met à disposition les installations permettant l'accueil du public dans de bonnes conditions, et que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend à sa charge l'animation scientifique de la manifestation avec les animateurs du planétarium et les associations d'astronomie locales.

Enfin, pour conserver le caractère familial et populaire des éditions antérieures, il est proposé de maintenir le principe de gratuité d'accès à cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat susmentionnée ;
- décider de la poursuite de la gratuité de la manifestation "L'Agglo dans les étoiles";
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 195 529

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE MÉCÉNAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération organise une exposition intitulée : « Montpellier, terre de faïence », qui sera présentée au musée Fabre et sur le site archéologique Lattara, musée Henri Prades du 28 avril au 23 septembre 2012.

Cette exposition est le fruit des découvertes archéologiques faites ces dix dernières années par l'I.N.R.A.P. préalablement à la construction des lignes 1, 2 et 3 du tramway. Ces fouilles, réalisées sous le contrôle scientifique du Service Régional de l'Archéologie, ont mis au jour de nombreux fours et ateliers de potiers – faïenciers allant du Moyen Âge au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les entreprises ayant participé aux travaux des lignes du tramway (BEC, EIFFAGE, EUROVIA et GUINTOLI) ont fait part de leur plus vif intérêt concernant cette exposition et ont souhaité participer financièrement à son organisation.

Cette action de mécénat se concrétise par la signature de 4 conventions avec chacun des partenaires. Celles-ci fixent les droits et obligations des parties aux plans administratifs et financiers. Ainsi, en contrepartie du soutien financier consenti : 5 000 € pour BEC, 5 000 € pour EIFFAGE, 8 000 € pour EUROVIA et 5 000 € pour GUINTOLI, ces entreprises pourront bénéficier d'entrées et de mises à disposition d'espaces du musée Henri Prades de Lattes. Elles bénéficieront en outre toutes de l'affichage de leurs logos sur les documents de communication relatifs à l'exposition ainsi soutenue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de mécénat à intervenir avec les sociétés Eurovia, Bec, Eiffage et Guintoli ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer lesdites conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :                      27 AVR. 2012  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125 528**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





**ECOLOTHEQUE**

## **COMMUNICATION**

**MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE :  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION MAISON DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les USA mais aussi la Chine.

La stratégie de collaborations économiques conduite avec Shanghai depuis 2004 a permis à 60 entreprises de Montpellier Agglomération et à 20 entreprises shanghaiennes d'accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Dix d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique dans le pays partenaire. Il convient, aujourd'hui, de considérer une nouvelle phase de développement.

Les 5 derniers plans quinquennaux chinois (1985) ont axé le développement économique au travers de la bande côtière et les grands axes fluviaux, régions historiques du développement économique et des relations avec l'extérieur, en s'appuyant sur les anciens comptoirs (Tianjin, Shanghai, Hangzhou, Zhenzen, Guangzhou, Wuhan). Cette politique a été axée sur un axe de croissance externe.

Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2011-2016) a pour objectif le développement des territoires intérieurs notamment les 12 provinces du Xinjiang au Yunnan et du Tibet à la Mongolie Intérieure soit 800 millions de consommateurs potentiels. Le plan prévoit un investissement de huit cent cinquante milliards de dollars afin de développer les infrastructures de communication, la formation et la santé. Cette nouvelle politique représente un réel axe stratégique de croissance interne. L'Union Européenne depuis 2006 est aussi un partenaire de cette croissance au travers d'actions bilatérales (UE-Chine).

En novembre 2010 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé un accord de collaboration économique avec la ville de Chengdu, ainsi qu'avec l'organisme EUPIC basé à Chengdu qui est le vecteur de déploiement de cette nouvelle stratégie d'Etat vis-à-vis des Provinces centrales chinoises. En septembre 2011 dans la continuité de cette action, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accueilli, pour la première fois hors de Chine la huitième édition du congrès international EUPIC.

Chengdu qui est la capitale de la Province du Sichuan, est le point d'entrée obligé pour ce deuxième marché chinois qui est plus porteur que celui de Shanghai et des grandes métropoles chinoises. Le jumelage Montpellier/Chengdu, premier jumelage entre une ville européenne et une ville chinoise, a fêté ses trente ans d'existence en juin 2011. Dans le cadre de ce jumelage la Ville de Montpellier a décidé en 2005 l'ouverture d'une Maison de Montpellier à Chengdu. Cette structure, tout à fait originale (antenne d'une ville dans sa ville jumelle), est unique dans l'histoire des jumelages franco-chinois et est portée par l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Les premières années d'existence de la Maison ont permis de développer des coopérations indispensables à tout jumelage dans les domaines suivants : culture, arts, université, institutions. L'Association Maison Montpellier Chengdu, en accord et à la demande des autorités chinoises locales, souhaite maintenant élargir les domaines de coopération à l'économie et l'innovation.

Ces nouveaux axes de développement s'imbriquent totalement dans la stratégie que la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène vis-à-vis de la Chine et tout particulièrement avec la Ville de Chengdu. L'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Maison de Montpellier à Chengdu permettra d'assurer la promotion du territoire et des entreprises de l'agglomération en développant des relations étroites auprès des acteurs du développement

économique de la Ville de Chengdu. Ce partenariat complètera les actions que la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène à l'international en bénéficiant ainsi d'un lieu d'accueil et de mise en réseau.

Il convient également de désigner deux représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose les candidatures de MM G. PASTOR et A. ZYLBERMAN.

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement à l'association Maison Montpellier Chengdu d'une subvention pour l'année 2012 de 20 000 euros,
- approuver les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association Maison Montpellier Chengdu,
- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Maison Montpellier Chengdu ainsi que les statuts,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver la désignation de MM G. PASTOR et A. ZYLBERMAN au conseil d'administration de l'association ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :                27 AVR. 2012  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 126 516

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Étaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MISSION D'AFFAIRES RUSSIE PROVINCE DE KALOUGA / OBNINSK - CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'INNOVATION À MOSCOU - AUTORISATION DE FINANCEMENT**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les USA mais aussi la Chine.

En juin 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé un accord de collaboration économique avec la ville d'Obninsk, ainsi que l'Agence Régionale de Développement Economique de la Province de Kalouga.

Se développer sur le marché russe nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises du territoire souhaitant développer des activités économiques à l'international.

L'accord de coopération économique permet également aux entreprises russes d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'y développer des partenariats technologiques et d'aborder les marchés français, européens et euro-méditerranéens.

La ville d'Obninsk, fondée le 24 juillet 1956 par une Ordonnance du Présidium du Soviet Suprême de la République socialiste fédérale soviétique de Russie, se trouve dans la région de Kalouga. La population d'Obninsk est de 105 300 personnes.

La ville a un profil économique varié, combinant la recherche, l'industrie, l'éducation et la médecine avec 10 centres de recherche. Les réalisations obtenues par ses chercheurs dans les différents domaines font partie du patrimoine scientifique mondial. A Obninsk, les physiciens soviétiques ont mis en service la première centrale atomique au monde. Depuis 50 ans beaucoup d'autres innovations ont vu le jour : un réacteur à neutrons rapides, un laboratoire météorologique spatial, un centre de formation d'équipages de sous-marins atomiques... Le 6 mai 2000, une Ordonnance du Président de la Fédération de Russie a attribué à la ville le statut de Ville de Science.

La ville compte plus de 2 300 PME, le poids de la petite entreprise dans l'économie d'Obninsk atteint la moyenne européenne, étant plus importante qu'à Moscou ou Saint-Pétersbourg.

La région de Kalouga est actuellement une des régions les plus dynamiques dans la Fédération de Russie, elle est classée 6<sup>ème</sup> parmi les 14 Régions Russes labellisées « Régions innovantes » et la première en terme d'investissements étrangers. En peu de temps, elle a réussi à attirer de nombreux investisseurs directs étrangers (Samsung, Nestlé, Volvo, Volkswagen, Mitsubishi...) y compris français (Peugeot-Citroën, Renault, Lafarge, L'Oréal ...).

Une délégation officielle, présidée par M. le Vice-président G. Pastor s'est rendue à Obninsk à l'occasion du congrès international sur l'innovation en mai 2011. Les rencontres effectuées au cours de cette mission ont permis de valider la pertinence d'un déploiement du réseau d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis de la Russie. Nos partenaires Russes sont quant à eux venus deux fois en 2010 et 2011 découvrir le potentiel de notre territoire.



Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Russie du 15 au 21 avril 2012. Cette mission double doit permettre, d'une part, la croissance de nos entreprises à l'international, et d'autre part, se veut un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Russie. Elle se déroulera en deux temps :

- A Obninsk : l'objectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est d'assurer l'accompagnement logistique, technologique et commercial pointu aux entreprises et organismes sélectionnés avec entre autre une présentation du tissu industriel local, des visites d'entreprises ciblées et permettre le développement d'affaires en Russie.

- A Moscou : la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera à la restitution de l'étude mondiale sur l'innovation et la place de la Russie dans ce contexte, étude demandée par la présidence russe il y a deux années. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a eu la possibilité d'être auditionnée dans ce cadre, ce qui lui a valu plusieurs articles dans la presse spécialisée russe. 200 participants de très haut niveau sont attendus à cette manifestation avec la présence d'une dizaine de Ministres russes, les plus grandes entreprises et investisseurs russes, l'inventeur de l'EPRM, les fondateurs et inventeurs de Nokia et du langage informatique Fortran... Cette restitution sera l'occasion en séance plénière de faire une présentation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de sa gestion du management de l'innovation.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La délégation sera présidée par M. le Vice-président G. Pastor qui sera accompagné par un fonctionnaire. Elle est composée de 3 grands groupes avec Sanofi, IBM, Veolia ; 2 pôles de compétitivité avec le pôle mondial de l'Eau et le pôle santé Eurobiomed et enfin de 3 PME en croissance avec Intrasense, Yooda et Radioshop. Le budget prévisionnel de la mission est estimé à 25 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par entreprise soit 20 400 € T.T.C. pour l'ensemble des 6 entreprises et Pôles de compétitivité pris en charge financièrement, auquel s'ajoutent les frais techniques d'organisation de la mission. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux entreprises participantes, à hauteur de 500 € T.T.C. par entreprise

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires composée d'entreprises et de pôles de compétitivité de l'agglomération en Russie du 15 au 21 avril 2012,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation d'élus et techniciens à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125404**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

## **MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 270 € par jour (estimation de 2010). Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **SOFOP 2012**

La Société Française d'Orthopédie Pédiatrique (SOFOP), sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Jean-Luc JOUVE, a organisé du 14 au 16 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Journées de la SOFOP ».

Ce séminaire d'enseignement national, qui regroupe environ 300 participants, chirurgiens orthopédistes et paramédicaux, s'est consacré à l'Orthopédie infantile et à la rééducation en abordant des thèmes comme la traumatologie de l'enfant et la rééducation, la prise en charge multidisciplinaire du handicap moteur et diverses pathologies.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **5<sup>es</sup> Assises Françaises de Sexologie et de Santé Sexuelle**

L'Association Inter Hospitalo Universitaire de Sexologie (AIHUS), sous l'autorité son Secrétaire Général, Président du comité local d'organisation, Docteur Antoine FAIX, a organisé du 22 au 25 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 5<sup>es</sup> Assises Françaises de Sexologie et de Santé Sexuelle ».

Cet événement national, qui regroupe plus de 700 médecins et non médecins issus de toute la France et de la francophonie (Belgique, Maghreb, Suisse, Québec ...), a permis d'enseigner en assurant une formation médicale continue de qualité à une spécialité encore jeune, d'échanger et de progresser en abordant, en présence des plus grands sexologues, l'ensemble des champs de la sexualité humaine avec les dernières avancées scientifiques. De nombreux courants de la discipline ont été abordés par les meilleurs experts nationaux comme la psychologie, la relation de couple, la médecine et la santé sexuelle, la chirurgie et la recherche.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **13<sup>ème</sup> Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie**

L'Institut de Recherche pour le Développement, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel LAURENT, organisera du 20 au 25 mai 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 13<sup>ème</sup> Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie ».

Événement hors norme qui bénéficie du haut patronage de l'Unesco, ce congrès scientifique international d'ethnobiologie a pour objectif de traiter des grands enjeux environnementaux actuels à travers ce qu'en disent les acteurs locaux. En complément des sessions scientifiques conventionnelles, une multitude de sessions interculturelles sont prévues, permettant à toutes catégories d'acteurs (représentants de peuples autochtones et de communautés locales, chercheurs, représentants d'ONG, décideurs, étudiants, représentants d'autorités locales, médias, grands public) de mutualiser leurs savoirs, idées et expériences. Plus de 600 congressistes sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **4<sup>èmes</sup> Rencontres EUROMED COBATY – « Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable »**

L'Association COBATY Montpellier Méditerranée, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Jean-Pierre PATOU, organisera du 25 au 27 mai 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée

« 4<sup>èmes</sup> Rencontres EUROMED COBATY – Patrimoine et Développement en Euro Méditerranée, pour un littoral durable ».

Ce congrès qui va regrouper environ 300 chefs d'entreprise et cadres du monde du bâtiment venant de France, d'Europe, mais aussi du Maghreb, a pour objectif l'élaboration de stratégies locales conciliant patrimoine, tourisme, environnement et développement durable tout en guidant les acteurs de la fabrication du territoire méditerranéen mondialement attractif.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **Congrès annuel de la Société Française et Francophone de Chirurgie de l'Obésité et des Maladies Métaboliques**

L'Association ICYLS, sous l'autorité de son Président, Monsieur David NOCCA, organisera du 31 mai au 02 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès annuel de la Société Française et Francophone de Chirurgie de l'Obésité et des Maladies Métaboliques ».

Ce congrès scientifique annuel de chirurgie bariatrique et métabolique rassemblera la majorité des experts français et internationaux (chirurgiens, endocrinologues, diabétologues, gastroentérologues, nutritionnistes, infirmières ...) qui pourront partager ensemble les dernières avancées médicales scientifiques et technologiques dans le domaine de la Chirurgie de l'Obésité et des maladies métaboliques. Ce congrès doit réunir 400 professionnels des secteurs de la santé.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **4<sup>ème</sup> Congrès International de l'ILF – International Lymphoedema Framework**

Le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU), sous l'autorité du Directeur de la recherche clinique et de l'innovation, Monsieur Gilles LAUNAY, organisera du 28 au 30 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4<sup>ème</sup> Congrès International de l'ILF – International Lymphoedema Framework ».

Ce congrès d'envergure internationale a pour vocation la promotion et l'accès aux soins pour les patients porteurs de lymphoedème dans le monde et pour objectif de faciliter l'innovation thérapeutique pour une maladie qui reste orpheline à ce jour, avec la mise en place d'une collaboration universitaire et scientifique. Cette manifestation doit réunir 500 participants, professionnels de santé venus de 25 pays (médecins, médecins chercheurs, pharmaciens, kinésithérapeutes, infirmiers, orthopédistes), des délégués de Handicap International et des représentants de l'OMS.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **42<sup>èmes</sup> Journées Nationales de la Société Française de Médecine Périnatale**

La Société Française de Médecine Périnatale, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Henri BRUEL, organisera du 17 au 19 octobre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 42<sup>èmes</sup> Journées Nationales de la Société Française de Médecine Périnatale ».

Ce congrès scientifique d'envergure nationale est le seul à réunir l'ensemble des professionnels de la périnatalité. Sont programmées des rencontres de haut niveau sur des sujets d'actualité ou de recherche médicale appliquée donnant lieu à des publications nationales. La Société Française de Médecine Périnatale a fait le choix en 2012 de tenir son congrès national à Montpellier en raison du dynamisme du CHU de Montpellier et de sa Faculté de Médecine. Plus de 800 participants (médecins gynécologues obstétriciens, pédiatres, sages-femmes, puéricultrices, médecins échographistes, psychologues, pédopsychiatres, anesthésistes réanimateurs ...) sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Congrès des Entreprises Publiques Locales**

La Fédération des Entreprises Publiques Locales, sous l'autorité de son Directeur Général, Monsieur Thierry DURNERIN, organisera du 7 au 8 novembre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès des Entreprises Publiques Locales et Salon du Développement local ».

Cette manifestation nationale, organisée en concertation étroite avec les acteurs locaux, rassemblera environ 1 600 participants aux travaux du Congrès, élus, dirigeants, partenaires et interlocuteurs des entreprises publiques locales avec pour objectif la mise en valeur des réalisations des acteurs du développement urbain de Montpellier. En parallèle, le Salon du développement local mettra en contact

70 exposants, fournisseurs, partenaires et acteurs du développement local, et près de 1 000 visiteurs qualifiés.

Une subvention de 15 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Congrès FNSEA 2012**

La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Hérault, sous l'autorité de son Président, Monsieur Denis CARRETIER, a organisé du 27 au 29 mars 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès FNSEA 2012 ».

Cette manifestation a permis de promouvoir, en alternant différentes phases de débats et travaux, les spécificités agricoles de l'Hérault, qui possède une agriculture qui se place au cœur des enjeux régionaux. Ce grand rendez-vous du monde agricole a rassemblé plus de 1 000 personnes chaque jour, durant trois jours.

Une subvention de 35 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012

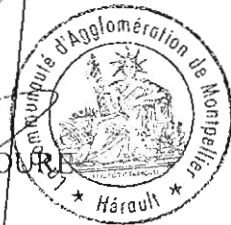
Le :

Numéro de l'acte : *Tmc 124831*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – AVENANT À LA CONVENTION D'AUTORISATION SIMPLE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AÉROPORTUAIRE ENTRE LA SOCIÉTÉ ANONYME AÉROPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER CONCERNANT LES LOCAUX SITUÉS DANS L'ENCEINTE DE L'AÉROPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération soutient le développement de l'aéroport de Montpellier-Méditerranée dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique du territoire.

Depuis 2006, cet aéroport, géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, mettait gratuitement à la disposition de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier, un espace dans le hall d'arrivée pour mettre en œuvre toutes actions sous quelques formes que se soit de promotion, d'information, et d'animation du territoire communautaire. Cet espace a été aménagé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en y installant des bornes d'information interactives pour les usagers de l'aéroport.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée -SAMM) a été créée reprenant la concession de la plateforme. Un premier avenant a permis la continuité de cette mise à disposition à titre gratuit pour l'année 2010.

Dans la perspective de la fin de cette convention au 31 décembre 2010, la SAMM, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont échangé sur les termes d'une prolongation à titre onéreux pour une durée d'un an.

La Ville de Montpellier a fait connaître son intention de ne pas poursuivre cette action. Elle a donc cessé son occupation du domaine public aéroportuaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La SAMM a proposé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de conclure un avenant au contrat d'occupation jusqu'au 31 décembre 2011 qui prévoyait un abattement de 50% des dépenses de la convention initiale pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier considérée dorénavant comme seul occupant.

Cette convention et ses avenants sont arrivés à échéance le 31 décembre 2011.

La SAMM propose à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de conclure un nouvel avenant au contrat d'occupation jusqu'au 31 décembre 2012 selon les mêmes conditions (abattement de 50% des dépenses) avec une actualisation des tarifs.

Cette occupation du domaine public aéroportuaire est consentie moyennant une redevance fixée pour 2012 avec l'abattement de 50% à 9 497,04 euros T.T.C.

M. G. Pastor ne prend pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention d'autorisation simple d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention simple d'occupation du domaine public aéroportuaire ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10843

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 124833

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET EMPLOI – OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER ET DU FONCIER  
D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET SON AGGLOMÉRATION - CONVENTION DE  
PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'observatoire de l'immobilier et du foncier d'entreprise, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat, a pour objet de faciliter la connaissance du marché du foncier et de l'immobilier d'entreprise et d'être un outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits nouveaux (fonciers ou immobiliers) pour l'accueil d'activités tant pour les collectivités locales que pour les opérateurs privés.

Animé par la Cellule Economique Régionale BTP du Languedoc-Roussillon, il regroupe, au sein d'un Comité de suivi les opérateurs techniques signataires de la convention qui fixe les modalités de fonctionnement de l'observatoire, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine et les cabinets immobiliers : Arthur Loyd - SARL IE Sud Montpellier, BNP Paribas Real Estate Montpellier, Colliers Immobis Entreprises, SAS Investissements Conseils Immobilier - DTZ Jean Thouard, Tertia Conseils CBRE Richard Ellis.

L'objet de la présente convention concerne le renouvellement du partenariat jusqu' au 31 décembre 2012, renouvelable tacitement par périodes annuelles pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Le financement de l'observatoire se fera sur la base d'un budget prévisionnel maximum estimé à 16 000 € selon la répartition suivante :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier	6 000 € T.T.C
- Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM	5 000 € T.T.C
- Arthur Loyd – SARL IE Sud Montpellier	1 000 € T.T.C
- BNP Paribas Real Estate Montpellier	1 000 € T.T.C
- Colliers Immobis Entreprises	1 000 € T.T.C
- SAS Investissements Conseil Immobilier – DTZ Jean Thouard	1 000 € T.T.C
- Tertia Conseils CBRE Richard Ellis	1 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour l'Observatoire de l'Immobilier et du Foncier d'Entreprise de Montpellier et de son agglomération;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 123213

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE (BIC) DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES CAP OMÉGA - CAP ALPHA - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OTECI (OFFICE TECHNIQUE D'ETUDES ET DE COOPÉRATIONS INTERNATIONALES) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création d'entreprises innovantes est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'OTECI, fondé en 1979 à l'initiative de Jean Gandois, alors président de Rhône-Poulenc, est une association à but non lucratif qui regroupe environ 800 retraités, anciens cadres, ingénieurs et techniciens, désireux de mettre leur compétence du monde des affaires au service de la collectivité. Sa mission relève du « bénévolat économique » et ses délégations réparties dans toute la France répondent à la demande d'entreprises, d'institutions nationales et internationales, confrontées à des problèmes qui ne trouvent pas de réponses adaptées sur le marché.

Après une longue carrière en entreprise, grands groupes comme PME-PMI, les seniors de l'OTECI sont à même d'effectuer des missions dans des domaines très divers : management, internationalisation, finance, marketing, production, ingénierie, qualité, ressources humaines, qui relèvent de 4 grands axes : l'assistance aux entreprises, le parrainage de créateurs d'entreprises, la participation à de grands projets en France ou à l'étranger, l'appui à des actions de formation.

Depuis 1987, le BIC Montpellier Agglomération, Cap Omega et Cap Alpha mène une politique active de formation et conseil auprès des créateurs innovants et mobilise autour d'eux les ressources et réseaux qui favoriseront le succès de leur projet et la croissance de leur entreprise.

Le transfert de l'expérience, du savoir-faire et des réseaux d'affaires des seniors de l'OTECI aux créateurs apparaît comme un facteur de réussite et de gain de temps précieux pour le développement des projets d'entreprises accompagnés par le BIC de Montpellier Agglomération.

C'est pourquoi, une convention de partenariat avec l'OTECI qui définit le cadre des missions d'assistance des membres de l'OTECI au sein du BIC de Montpellier Agglomération a été mise en place depuis 2007, puis renouvelée en 2010.

La convention précise notamment que les membres d'OTECI sont bénévoles. Ils interviennent en mission auprès des créateurs sur les sollicitations du BIC de Montpellier Agglomération. L'incidence financière prévue de la convention est limitée à la contribution forfaitaire aux frais de fonctionnement de l'OTECI (par journées d'intervention des seniors OTECI) et aux frais réels de déplacement générés par les missions.

Suite à certains changements dans leur organisation, l'OTECI souhaite modifier certains points dans le cadre d'un renouvellement de la convention. Les modifications de ladite convention portent sur :

- le changement de Délégué Régional d'OTECI, signataire de cette convention : précédemment Gilles Roche devient Paul Laporte
- le tarif forfaitaire par journée d'intervention correspondant à une contribution aux frais de fonctionnement de l'association et aux frais réels de déplacement générés par les missions passe de 120 € à 150 € (TVA non applicable),
- la durée de la convention qui est de un an renouvelable deux fois passe à 3 ans renouvelables deux fois.

Délibération n° 10845

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de ladite convention,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat avec l'OTECI ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 123 208**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC GAROSUD - CONVENTION DE PARTICIPATION AUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS AVEC LA SERM ET LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT GROUPE NICOLLIN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération en date du 12 juillet 1990, reçue en Préfecture de l'Hérault le 24 juillet 1990, le District de l'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager l'aménagement d'un parc d'activités sur un périmètre d'environ 110 ha.

Par délibération en date du 28 mai 1991, le District a décidé de réaliser les équipements nécessaires à l'aménagement et à l'urbanisation de cette zone. A cet effet, il a décidé, la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (dénommée ZAC GAROSUD). Le dossier de réalisation prévu par l'article R. 311.7 du Code de l'Urbanisme et le programme d'équipement public ont été approuvés par délibération en date du 30 janvier 1992.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

Suite à un incendie, la Société Méditerranéenne de Nettoiement Groupe NICOLLIN envisage la reconstruction d'un bâtiment à usage de centre de tri des déchets.

La construction s'implantera sur les terrains situés au 299 rue de la Castelle à Montpellier (parcelle OI 58) d'une superficie de 6 723 m<sup>2</sup>. Ces terrains, situés à l'intérieur du périmètre de ZAC, sont la propriété de la Société Méditerranéenne de Nettoiement Groupe NICOLLIN. Ils n'ont pas été acquis auprès de la SERM aménageur.

La reconstruction d'un bâtiment de 2 420 m<sup>2</sup> de S.H.O.N. globale est envisagée, correspondant à 239 m<sup>2</sup> de S.H.O.N. complémentaires par rapport à l'ancien bâtiment ayant subi l'incendie. La participation s'appliquera uniquement à cette surface complémentaire.

Ainsi, la participation étant fixée à 80 €/m<sup>2</sup> de S.H.O.N. pour la ZAC GAROSUD, le montant de la participation du constructeur, au regard des surfaces complémentaires exprimées, s'élèvera à 19 120 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de participation aux aménagements des équipements publics de la ZAC GAROSUD établie en application de l'article L.311-4 du code de l'Urbanisme avec la SERM et la Société Méditerranéenne de Nettoiement Groupe NICOLLIN,
- fixer le montant de cette participation à 80€/m<sup>2</sup> de S.H.O.N. complémentaires sur la parcelle OI 58,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012, au chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10846

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 123 805**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOVARCHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ ODYSSEUM EST  
- MONTPELLIER - DÉCLARATION DE PROJET - APPROBATION**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée suppléante à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8666 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a décidé le principe de création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur le site de Rastouble, sur la Commune de Montpellier, sur une superficie d'environ 10 hectares dénommée ZAC Odysseum Est. En application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, il a approuvé les objectifs de la future ZAC et défini les modalités de concertation du public.

Les objectifs suivants ont été retenus :

- accueillir des activités hôtelières, ludiques, commerciales et tertiaires dans le prolongement d'Odysseum,
- réaliser une opération de grande qualité paysagère, respectant le principe d'intensité paysagère imposé au SCOT, et assurant la qualité de l'entrée de ville perceptible depuis les axes Pierre Mendès France et autoroute A9.

La concertation a permis de dégager un consensus sur la pertinence d'un projet d'aménagement sur un secteur très bien desservi, qui s'inscrit en extension d'une zone d'activités existante et qui répond à la demande croissante d'activités ludiques, hôtelières et commerciales en lien avec la croissance démographique très importante de l'agglomération.

Par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté prenant acte du bilan de la concertation, a approuvé le dossier de création de la ZAC. Il prévoit un programme de 65 000 m<sup>2</sup> SHON d'activités ludiques, commerciales, hôtelières et tertiaires.

La SAAM a été désignée concessionnaire de cette ZAC par la délibération n°9463 du 1<sup>er</sup> avril 2010.

Afin d'acquérir les terrains et immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération d'intérêt général, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager, en parallèle des acquisitions réalisées à l'amiable, une procédure d'enquêtes publiques conjointes, parcellaire et préalable à la déclaration d'utilité publique.

Par délibération n°9955 du 26 janvier 2011, ont été approuvés un dossier d'enquête préalable à la DUP, et un dossier d'enquête parcellaire, et demandé à Monsieur le préfet l'ouverture des enquêtes conjointes.

L'ensemble du foncier ayant été entre temps acquis à l'amiable, l'enquête parcellaire a été retirée. L'enquête préalable à la Déclaration d'utilité publique du projet a été maintenue.

Le 19 décembre 2011, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris l'arrêté n°2011-I-2697 en vu de procéder à l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

Celle-ci s'est déroulée du 19 janvier 2012 au 17 février 2012 inclus.

Conformément aux articles L.126-1 du Code de l'Environnement et L.11-1-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête publique de toute opération doit être suivie d'une déclaration de projet prise par le maître d'ouvrage dans laquelle ce dernier se prononce sur l'intérêt général du projet au regard des résultats de l'enquête publique.

**I- Justification de l'intérêt général de l'opération :**

Ce projet a été retenu pour plusieurs motifs :

**- Il répond à l'exceptionnelle croissance démographique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :** Avec plus de 5 000 nouveaux habitants par an, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit structurer une offre commerciale et ludique adaptée à cette nouvelle clientèle, dans le cadre du développement urbain important que constitue Port Marianne. C'est ce que permet la ZAC ODYSSEUM EST.

**- Il contribue à développer l'attractivité touristique de l'agglomération :**

Sa localisation, dans le prolongement d'Odysseum, renforce une nouvelle centralité urbaine au concept novateur et contribue à l'attractivité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'échelle régionale et nationale.

Il bénéficie en outre d'une localisation exceptionnelle en entrée de ville : le long de l'autoroute A9, à proximité de l'échangeur, de l'aéroport, de la future gare TGV, intégré à l'immobilier d'affaires environnant, qui en fait le site idéal pour cibler les clientèles touristiques et de tourisme d'affaires.

**- Il satisfait trois enjeux majeurs au SCOT :**

**- Développer une armature commerciale plus proche et plus accessible :** En permettant l'implantation d'activités hôtelières, commerciales et ludiques dans le prolongement du pôle existant d'Odysseum, relié directement au centre-ville par le tramway, il permet de limiter la dispersion de ce type d'activités en périphérie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.. Organiser ces implantations est indispensable dans le contexte de forte croissance démographique qui appelle un développement de l'offre commerciale et ludique.

**- Adosser le développement urbain à la préservation et la valorisation des espaces naturels et agricoles :** Le projet d'aménagement du site Rastouble s'attache à : définir des limites durables d'urbanisation, permettre la greffe urbaine sur le tissu urbain à vocation commerciale et ludique d'Odysseum, insérer le projet dans le paysage et préserver des éléments patrimoniaux classés aux environs, assurer la lisibilité et la cohérence interne et externe du site, favoriser une certaine unité architecturale et paysagère de la future opération.

Le projet prend en compte le paysage naturel avec le maintien de l'espace boisé existant du mas Rastouble et des masses végétales préexistantes. En outre il le valorise par un parti d'aménagement des voiries et cheminements doux où les impacts artificialisés, construits ou non, seront minimisés le plus possible au bénéfice d'espaces végétalisés.

**- Rechercher la qualité environnementale comme vecteur d'image et de qualité :** Compte tenu de la nature du projet et de sa localisation privilégiée en entrée de ville, le projet vise à valoriser le potentiel d'image du site, en organisant les effets de vitrine sur l'avenue Pierre Mendès France et sur l'actuelle autoroute A9. Ainsi, les enjeux de qualité sont essentiels et ce projet retranscrit cette valeur fondamentale à tous les niveaux de la réflexion : urbanistique, paysagère et architecturale, au niveau de la définition du schéma des espaces publics, des espaces à construire et des espaces paysagers à constituer ou à préserver.

Ce projet permet de structurer une façade paysagère qualitative en entrée de ville et de tisser une transition harmonieuse entre le grand paysage ouvert et le site d'Odysseum.

**- Il répond aux nombreuses contraintes qui affectent le site, notamment le Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport qui ne permet pas d'opération d'habitat, la servitude de dégagement aéronautique qui limite la hauteur des bâtiments, la topographie du site, le principe d'intensité paysagère inscrit au SCOT qui impose un bâti ramassé, la proximité de bâtiments classés monuments historiques qui impose une qualité architecturale soignée.** Au final, seule une programmation mixte ludique, hôtelière, commerciale et tertiaire permet de valoriser ce site d'entrée de ville et ainsi de renforcer l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **II- Suites données au vu des résultats de l'enquête préalable à la DUP :**

L'enquête publique préalable à la DUP a permis de constater qu'aucune opposition à l'utilité publique du projet n'a été soulevée. Le registre d'enquête ne comporte qu'une seule mention, émanant d'un porteur de projet ludique qui exprime son intérêt pour le site et confirme l'opportunité de l'opération.

Aussi, le commissaire enquêteur, considérant le déroulement satisfaisant de l'enquête, considérant que la publicité a été faite dans les formes, constatant le peu de réaction du public, considérant que l'opération est la phase terminale d'un ensemble cohérent plus vaste, qu'il existe des besoins en emplacement pour des activités commerciales, ludiques et hôtelières, que le projet satisfait aux enjeux du SCOT de Montpellier Agglomération, appréciant le souci de respect du site et d'intégration des équipements dans le paysage, et considérant que, sur le plan économique, le pari peut être tenté, a émis un **avis favorable** à l'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC Odysseum Est.

Il recommande cependant la réalisation d'études complémentaires au printemps sur l'avifaune et les chiroptères, suivies, le cas échéant, de mesures compensatoires.

Il est précisé que ces études seront réalisées et feront l'objet d'un complément d'étude d'impact joint au dossier de réalisation de la ZAC.

Au vu des résultats de l'enquête publique préalable à la DUP, il n'est pas nécessaire d'apporter de modification au projet soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer l'intérêt général du projet d'aménagement de la ZAC Odysseum Est, pour les motifs et considérations exposés ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Jmc 125213*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURÈS



**ARTISANAT, COMMERCE,  
MARCHE D'INTERET NATIONAL**

**TOURISME**

## INNOVATION

**ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE,  
TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITÉ,  
RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PÊCHE**



**INSERTION PAR L'ECONOMIQUE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – COUVEUSE D'ACTIVITÉS CREA LEAD -  
CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite continuer à soutenir l'action de couveuse d'activité de la SCRL (Société Coopérative à Responsabilité Limitée) CREA LEAD.

Cofinancée par le Fonds Social Européen, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en partie autofinancée, CREA LEAD permet aux porteurs de projet de tester en grandeur réelle leur activité tout en étant accompagnés et en bénéficiant du statut de salarié. Ce test donne aux futurs entrepreneurs les moyens d'apprécier la pertinence et la viabilité économique de leur projet avec leurs partenaires ainsi que leurs capacités à réaliser ce projet et de décider de créer ou non leur activité. La couveuse met à disposition des porteurs de projet d'entreprise un accompagnement et un cadre juridique permettant un hébergement de leur activité économique.

Depuis 2007, CREA LEAD s'est ouverte à l'entrepreneuriat collectif et permet aux salariés de devenir associés de la coopérative après la période de test.

A partir de 2009, CREA LEAD a également élargi son activité de couveuse au secteur du bâtiment, grâce à un partenariat étroit avec la coopérative d'activité CABESTAN, habilitée à intervenir sur ces métiers. Dans le même temps la couveuse s'est aussi engagée dans un processus d'ouverture vers les projets innovants, en partenariat avec le réseau régional SYNERSUD des pépinières d'entreprises.

En 2011, la couveuse d'activités a accompagné et suivi 45 nouveaux entrepreneurs, dont 3 issus du bâtiment. Parmi les personnes sorties de la couveuse, 16 personnes ont connu une insertion durable : 8 ont créé leur entreprise et 8 ont intégré la coopérative (CDI).

Les résultats attendus pour 2012 sont les suivants : accompagner et suivre au moins 25 nouveaux entrepreneurs dont au moins 4 dans le secteur du bâtiment, en plus de ceux qui sont en cours de parcours, et réaliser au moins 20 sorties positives (création d'activité, CDI ou CDD supérieur à 6 mois).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de participer à hauteur de 30 000 euros au titre de l'année 2012 sur un budget total de 293 285 euros, sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs.

Le plan de financement prévisionnel au titre de l'année 2012 est le suivant :

- 90 000 € du Fonds Social Européen,
- 50 000 € du Département de l'Hérault,
- 46 500 € de la Région Languedoc-Roussillon,
- 30 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 13 500 € de la Direction Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 63 285 € de contribution coopérative (rémunération des services par les usagers).

Une convention précise les objectifs et les services à mettre en œuvre, ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la SCRL CREA LEAD une subvention de 30 000 euros pour l'accompagnement, le suivi des projets sous réserve de la signature de la convention et de l'engagement des co-financeurs ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10848

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125426**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

## **INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET PÔLE EMPLOI HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises s'en trouve ralentie. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, simplement, à la difficulté qui peut parfois exister dans le rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, quand bien même les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, se pose alors le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, la mise en valeur du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié en fonction des besoins précis des entreprises peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées. L'enjeu est important puisqu'il s'agit d'inciter certaines entreprises à venir s'installer sur le territoire, et à y créer des emplois.

C'est pour répondre à ces problématiques liées au recrutement et à la création d'emplois que la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Les objectifs poursuivis par ce partenariat sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement ;
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de l'agglomération de Montpellier ;
- d'organiser les interventions respectives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus largement, Pôle emploi et la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engagent à participer à des actions multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis ci-dessus. Ces actions pourront faire l'objet de conventions spécifiques : par exemple participation à une cellule-emploi dédiée aux recrutements et au suivi de la clause sociale sur les marchés de grands travaux du territoire ; actions spécifiques liées à l'animation de la Zone Franche Urbaine...).

Durant la période d'exécution de la première convention (2009-2011), le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi a permis l'accompagnement de 35 entreprises (études pour des entreprises exogènes en prospection, recrutement de personnel dans des entreprises locales) ; l'organisation de 7 éditions des Rencontres pour l'Emploi lors desquelles en moyenne 40% des visiteurs étaient invités par Pôle Emploi.

Pôle Emploi a également contribué au côté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'animation de la Zone Franche Urbaine, à la participation à la cellule emploi dans le cadre des travaux de la ligne 3 du tramway ainsi qu'à la mise en place d'ateliers de recherche d'emploi à la Cyberbase de Montpellier Agglomération.

Une convention, conclue pour une durée d'une année reconductible une fois, prévoit les engagements de chaque partie et modalités de suivi des objectifs de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125 424**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**



**INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONVENTION - DEMANDE DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie les missions suivantes :

- assurer l'accès aux services de la MLJAM à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en s'appuyant sur un réseau d'antennes offrant une cohérence territoriale de la prise en charge des publics,
- soutenir et mettre en œuvre tout type d'actions permettant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi sur les antennes dans un objectif d'insertion des jeunes.

En 2011, la MLJAM a réalisé 3 900 nouveaux accueils, 3 416 jeunes sont entrés en emploi et 2 291 en formation ou en alternance.

Pour 2012, les objectifs quantitatifs attendus sont au moins 4 000 jeunes accueillis, 3 000 jeunes entrés en emploi et 2000 entrés en formation ou en alternance.

La MLJAM participera également, selon des modalités fixées pour chaque action, aux actions pilotées ou soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'emploi, notamment :

- orienter des jeunes sur les chantiers d'insertion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- orienter des jeunes dans le cadre des clauses sociales sur les marchés publics suivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment sur les grandes infrastructures,
- participer à l'organisation des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Agglomération selon les modalités décidées en comité de pilotage,
- participer à l'animation économique de la Zone France Urbaine de Montpellier,

Pour permettre à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier de réaliser ses missions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer, sur un budget global de 3 018 801 € (dont contributions volontaires en nature) à hauteur de 612 600 euros répartis ainsi :

- une subvention d'un montant de 377 490 euros, conformément à la délibération n°10531 du 20 décembre 2011 adoptant l'affectation des subventions de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- la mise à disposition de 5 agents publics auprès la MLJAM correspondant à un montant de 217 537 (coût des agents mis à disposition sur la base annuelle 2011),
- la mise à disposition de locaux correspondant à un montant de 17 573 € (5 500 € pour la valorisation des locaux mis à disposition de l'antenne de Lattes, dans la Maison d'Agglomération de Lattes ; 7 073 € pour la valorisation de locaux mis à disposition de l'antenne de Castries, dans la médiathèque de Castries et 5000 € pour la valorisation des locaux mis à disposition du Point Ecoute de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone).

L'engagement prévisionnel des autres co-financeurs s'élève à 2 406 202 € (fonctionnement et actions spécifiques) :

- Etat : 1 611 429 €
- Région Languedoc-Roussillon : 304 383 €
- Pôle Emploi : 237 820 €
- Département de l'Hérault : 84 000 €
- Ville de Montpellier : 2 000 €
- FSE : 26 260 €

Délibération n° 10850

- CNASEA (emplois aidés) : 99 379 €
- Autres : 40 931 €

Une convention entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres, C. Meunier, P. Maurel, C. Morales ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier,
- accorder pour l'année 2012 à l'association Mission Locale Jeunes de l'Agglomération de Montpellier une participation de 612 600 euros dont 377 490 euros de subvention pour assurer les missions qui lui sont confiées,
- dire que cette subvention a été affectée par délibération n°10531 du 20 décembre 2011 relative à l'affectation des subventions de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 125425*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **SERVICES FUNERAIRES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**SERVICE FUNÉRAIRE – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC -  
COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - ELECTION DES MEMBRES**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°10695 du 29 février 2012, le conseil communautaire a adopté le principe de l'exploitation des services funéraires dans le cadre d'une délégation de service public et décidé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités. Lors de sa séance du 29 mars 2012, le conseil communautaire a arrêté conformément aux dispositions des articles L.1411-5 et D 1411-3 à D. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les modalités de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour l'exploitation des Services Funéraires de Montpellier Agglomération.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette commission est composée :

- du président ou de son représentant nommé par arrêté du Président,
- de 5 conseillers communautaires membres titulaires et de 5 conseillers communautaires membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministère chargé de la concurrence siègent également à la Commission avec voie consultative. Peuvent également être appelés à siéger, par le Président de la Commission, avec voie consultative des agents de la collectivité en raison de leurs compétences dans la matière faisant l'objet de la Délégation de Service Public.

Conformément à la réglementation en vigueur les membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élu.

Lors de la séance en date du 29 mars 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération a fixé la date limite de dépôt de listes constituées, dans les conditions mentionnées ci dessus au 17 avril 2012 à 12 heures. Il a précisé que ces listes devaient être déposées avant la date et l'heure susvisées, contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

Sur la base de ces informations, il est proposé au Conseil de bien vouloir

- procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

.La liste suivante a été déposée par M. le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Liste 1 composée de

Membres titulaires :

P. BONNAL

P. MAUREL

H. ALLOUCHE

A. BENOUARGHA JAFFIOL

J.-P. COULET

Membres suppléants :

B. ABOU  
R. CAIZERGUES  
J. CLAVERIE  
M. FRAYSSE  
P. COMBETTES

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.  
Le vote a lieu au scrutin secret.

Election de la Commission de Délégation de Service Publique :

Membres titulaires :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents :	88
Votants :	87
Bulletins blancs :	1
Bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

P. BONNAL  
P. MAUREL  
H. ALLOUCHE  
A. BENOARGHA JAFFIOL  
J.-P. COULET

Membres suppléants :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents :	88
Votants :	87
Bulletins blancs :	1
Bulletins nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Membres suppléants :

B. ABBOU  
R. CAIZERGUES  
J. CLAVERIE  
M. FRAYSSE  
P. COMBETTES

La commission de Délégation de Service public des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est donc composée comme suit :

Membres titulaires :

P. BONNAL  
P. MAUREL  
H. ALLOUCHE  
A. BENOARGHA JAFFIOL  
J.-P. COULET

Membres suppléants :

B. ABBOU  
R. CAIZERGUES  
J. CLAVERIE  
M. FRAYSSE  
P. COMBETTES

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 125429

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**PROTECTION DES ANIMAUX,  
FOURRIERE ANIMALE**



## **EAU ET ASSAINISSEMENT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - TRAVAUX DE DÉVOIEMENT DE RÉSEAU D'EAUX USÉES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SYNDICAT DU BAS-LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'État, réalise actuellement les études de déplacement de l'Autoroute A9 au droit de Montpellier, en vue d'une mise en service au deuxième semestre 2017.

Des travaux sont à prévoir notamment sur le territoire de la Commune de Saint-Jean-de-Védas sur une canalisation d'eaux usées située sous la future emprise de l'autoroute, à proximité immédiate d'un réseau d'eau potable. Cette conduite, propriété du Syndicat du Bas-Languedoc, doit également être déplacée. Compte tenu des caractéristiques géométriques des projets et de leur imbrication, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour en optimiser la réalisation et les coûts associés.

Dans cette perspective, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, le Syndicat du Bas-Languedoc et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publique. Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. Le Syndicat du Bas-Languedoc sera désigné coordonnateur du groupement. Il sera chargé à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandaté pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres du Syndicat sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation des travaux s'élève à 100 000 € H.T., soit 119 600 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, elle s'élève également à 100 000 € HT, soit 119 600 € TTC.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. Le Syndicat du Bas-Languedoc assurera la maîtrise d'œuvre, dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, assurera toutefois une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

Le montant total de l'opération de dévoiement de réseaux d'eaux usées financée par le budget annexe de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux pris en charge directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est évalué à 110 000 € H.T., soit 131 560 € T.T.C.

Le dévoiement du réseau d'assainissement étant initié par le projet de déplacement de l'autoroute A9, le financement est assuré par ASF ; la dépense correspondante, telle qu'elle résultera des décomptes généraux et définitifs des différents marchés, sera remboursée au titre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage établie entre ASF et la Communauté d'Agglomération approuvée par la délibération n°10762 lors du Conseil Communautaire du 29 mars 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat du Bas Languedoc pour le dévoiement des réseaux d'assainissement, dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9 , ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, compte 23,

Délibération n° 10832

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 183605*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

*[Signature]*  
M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Étaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT -  
INTERCEPTEUR EST - DEMANDE DE PROROGATION DES EFFETS DE LA  
DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le projet de réalisation de l'Intercepteur Est a été déclaré d'utilité publique par l'arrêté préfectoral n° 2007-I-2132 du 9 octobre 2007.

Ce projet consiste à assurer le transfert des effluents collectés dans les parties nord de l'agglomération, soit les Communes de Prades le Lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers jusqu'à la station MAERA en vue de leur traitement par un collecteur dédié à cette fonction et suivant la vallée du Lez afin de délester le réseau unitaire de la Ville de Montpellier.

La deuxième fonction de ce collecteur est de permettre le raccordement à MAERA des Communes de l'Est de l'Agglomération, soit les Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Assas, Teyran, Saint-Aunès et Pérols conformément au Schéma Directeur d'Assainissement. Elle a induit les travaux dits « Tranche 1 de l'Intercepteur Est » qui ont été menés entre 2007 et 2010, la partie d'ouvrage correspondante entre la place C. Colomb à Montpellier et MAERA est aujourd'hui en service.

Parallèlement, des tronçons de l'Intercepteur Est ont été réalisés en partie nord, en concomitance avec les travaux du Département de l'Hérault d'aménagement de la RD65. Ces tronçons ne pourront être mis en service qu'une fois l'ensemble du linéaire de l'intercepteur posé, essentiellement en traversée du secteur de Navitau à Castelnau le Lez, puis en rive droite du Lez à Montpellier chemin de Ferran et rue de la Draye, et enfin en rive gauche avenue de la Pompignane.

La prise en compte de nouvelles contraintes techniques, économiques et organisationnelles impose de compléter les études avant finalisation de l'ensemble de cette opération. Le planning recalé des études et travaux encore à mener pour concrétiser ce projet prévoit une mise en service en 2015. Les travaux restant à réaliser impactent le domaine privé et nécessitent de poursuivre les démarches en vue d'établir des servitudes et des acquisitions de terrains à l'amiable ou par voie d'expropriation, comme prévu dans l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique susvisé. Or, suivant les dispositions du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, la validité de la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération d'Intercepteur Est expirera le 8 octobre 2012.

Aussi et ce afin de pouvoir procéder à des enquêtes parcellaires complémentaires, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation de la validité de la Déclaration d'utilité Publique pour une nouvelle durée de 5 ans conformément à l'article L.11.5 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter de Monsieur le Préfet de Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, la prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation de l'Intercepteur Est pour une nouvelle durée de 5 ans,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 125/115*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUÉS suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**EAU ET ASSAINISSEMENT – REQUALIFICATION DE LA RUE BARNOYER À PÉROLS  
- CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE  
PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Pérols prévoit de requalifier la rue Barnoyer, sur le secteur compris entre la station de tramway et la place Carnot.

Pour permettre la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit déplacer et réhabiliter les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques du site et de l'interconnexion des deux projets, les travaux routiers et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commande publique en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Pérols sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Les travaux engagés par la Commune sont estimés à 550 000 € H.T., soit 657 800 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, l'estimation de la dépense, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, s'élève à 58 528,43 € HT, soit 70 000 € T.T.C.

Pour la part relative à l'assainissement, l'estimation de cette même dépense s'élève à 87 792,64 € H.T., soit 105 000 € T.T.C.

Les marchés de travaux seront conclus à prix unitaires. Les contributions de chaque membre du groupement seront réévaluées en application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Commune de Pérols assurera la maîtrise d'œuvre dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera toutefois une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Commune de Pérols pour le déplacement et la rénovation des réseaux d'eau potable et d'assainissement, dans le cadre de la requalification de la rue Barnoyer à Pérols, ainsi que l'enveloppe financière correspondante,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable, compte 23, pour un montant de 70 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement, compte 23, pour un montant de 105 000 € T.T.C.,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.



Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 123604**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **LUTTE CONTRE LES INONDATIONS**

## **ENVIRONNEMENT**

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES  
NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ON LINE » - RUE RAIMON DE TRENCANEL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 15 logements locatifs sociaux, résidence « One Line », rue Raimon de Trencavel à Montpellier. Cette opération contribue à la reconstruction de logements sociaux promis à la démolition dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier. A ce titre, elle a été financée par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) en 2011. Elle comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture Serrado à Montpellier.

La SA d'HLM ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les 4 emprunts d'un montant total de 1 369 020 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 755 191 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 473 507 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 86 246 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 54 076 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	755 191 €	473 507 €	86 246 €	54 076 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 026 765 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 369 020 €, sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence "On Line", rue Raimon de Trencavel à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012

Publié le : 27 AVR. 2012

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Tmc 124916

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – EXTENSION ET RÉHABILITATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « L'OUSTAL » - AVENUE HENRI MAJUREL À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'ASSOCIATION L'OUSTAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'association « L'Oustal » a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'extension et la réhabilitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) qu'elle exploite depuis 1988, avenue Henri Majurel à Pignan. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration des conditions d'hébergement des résidents en proposant notamment la création de 16 chambres supplémentaires afin de diminuer le nombre de chambres doubles, maintenant la capacité de l'établissement à 68 places et 2 accueils de jours.

Ce projet a été conçu par le cabinet CoO Architectes établi à Montpellier.

L'association « L'Oustal » demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % le Prêt Locatif Social (PLS) et le prêt complémentaire d'un montant total de 2 796 894 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Foncier de France et du Crédit Coopératif pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie à hauteur de 75%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par le Crédit Foncier de France et le Crédit Coopératif sont les suivantes :

**- Prêt PLS contracté auprès du Crédit Foncier de France :**

Montant du prêt : 2 440 414 €

Taux d'intérêt actuariel annuel : 3,32% (taux indexé sur le Livret A)

Périodicité des échéances : annuelle

Durée : 27 ans dont 25 ans d'amortissement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier renonce, par suite, à opposer au Crédit Foncier de France l'exception de discussion des biens du débiteur principal et toutes autres exceptions dilatoires et prend l'engagement de payer de ses deniers, à première réquisition du Crédits Foncier de France, toute somme due au titre de cet emprunt en principal à hauteur de la quotité sus-indiquée, augmentée des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé et autres accessoires ainsi que tous frais et impôts qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par l'association « L'Oustal » à l'échéance exacte.

**- Prêt complémentaire contracté après du Crédit Coopératif :**

Montant du prêt : 356 480 €

Taux d'intérêt actuariel annuel : 4,36% (taux fixe)

Echéance : trimestrielle  
Durée : 20 ans

Au cas où l'association « L'Oustal », pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Coopératif et par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 699 223,50 €, représentant 25 % des deux prêts d'un montant total de 2 796 894 €, sollicités par l'association "L'Oustal" auprès du Crédit Foncier de France et du Crédit Coopératif pour l'extension et la réhabilitation de l'EHPAD "L'Oustal" à Pignan ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Foncier de France et l'association "L'Oustal" et entre le Crédit Coopératif et l'association "L'Oustal", et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 124921**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**URBANISME, POLITIQUE FONCIERE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUÉS suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SECTEUR STRATÉGIQUE PLAINE DE COLOMBIER - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT a identifié la « Plaine de Colombier », sur la Commune de Baillargues, comme un site de développement stratégique justifiant la programmation d'équipements d'enjeu communautaire.

Le SCOT et le Plan de Déplacements Urbains en cours d'élaboration, projettent dans ce secteur la création d'un pôle d'échange multimodal. L'excellente desserte que ce pôle constituera justifie le développement d'un projet urbain ambitieux, à vocation mixte d'activité et d'habitat.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et Montpellier Agglomération a été approuvée par le conseil de communauté du 27 octobre 2011. Cette convention signée le 5 janvier 2012 a pour finalité d'associer Montpellier Agglomération et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives, afin de définir les grands principes de l'action foncière à conduire sur le territoire communautaire facilitant à la fois la production du foncier dédié au logement sur le court, moyen et long terme et la réalisation des logements locatifs sociaux tel qu'attendu dans le Programme Local de l'Habitat.

Dans le site stratégique « Plaine de Colombier », le secteur de « la Mourade », d'une superficie de 70 ha environ est l'un des espaces d'extension urbaine potentielle situé au sud de la Commune de Baillargues.

Ce secteur est principalement couvert par une Zone d'Aménagement Différé de compétence communautaire, créée par arrêté préfectoral en date du 13 février 2009.

Sa situation dans un des sites stratégiques communautaires du SCOT et la vocation de son aménagement futur sous forme de ZAC dédiée à l'habitat, l'habitat social ou au développement économique, lui donnent les caractéristiques requises en matière d'intérêt communautaire tel que défini par la délibération n°10109 du Conseil d'Agglomération du 21 avril 2011.

Pour mener à bien la maîtrise foncière publique du secteur de « la Mourade », l'EPF LR propose dans un premier temps la mise en place d'une convention d'anticipation foncière sur une durée de 5 ans. Cette convention permet de réserver une somme à cet effet de 6 000 000 €.

Un avenant précisera en fonction des acquisitions restant à réaliser, le niveau d'engagement financier final de l'EPF LR.

A l'issue de cette convention la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend l'engagement de procéder au rachat des biens acquis par l'EPF LR, sur la base du prix de revient actualisé au taux annuel moyen d'inflation.

Dans un second temps cette convention d'anticipation foncière sera complétée par une ou plusieurs conventions opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10835

Certifié Exécutoire

27 AVR. 2012

Publié le :

27 AVR. 2012

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : **Imc 176013**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**



**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MONTPELLIER - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier en date du 8 mars 2012, la Ville de Montpellier a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour formuler son avis au titre de ses compétences.

L'ensemble des modifications proposées, de fond et de forme, permet la mise en œuvre actualisée du projet urbain communal qui, de manière générale, répond aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), du Programme Local de l'Habitat (PLH) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU).

Dans cette perspective, le projet de PLU prévoit, notamment, des adaptations réglementaires visant une densification raisonnée de certains secteurs centraux ou situés à proximité immédiate du tramway (centre de quartier de la Pompignane, Aiguerelles-Nord, avenue de la Justice de Castelnau, etc.) et institue plusieurs emplacements réservés dans une perspective de renforcement du maillage viaire au bénéfice des modes de déplacements doux.

Par ailleurs et conformément à l'article L.123-15 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler son avis sur les modifications concernant les Zones d'Aménagement Concerté Garosud et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension, créées à son initiative.

S'agissant de la ZAC Garosud, les modifications projetées, d'ordre réglementaire, visent à optimiser l'utilisation des seuls bassins de rétention publics existants, considérant que les conditions d'aménagement de la zone ont permis de réaliser sur les parcelles privées une capacité de rétention supérieure à celle exigée par les autorisations préfectorales obtenues au titre de la Loi sur l'Eau.

S'agissant de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension, le projet de modification du PLU met en cohérence le périmètre de l'orientation d'aménagement avec le périmètre de la ZAC. Il permet ainsi la mise en œuvre du projet d'aménagement qui intégrera des emprises non-aedificandi ; lesquelles seront formellement reportées dans le dossier de réalisation de la ZAC.

En cela, ces modifications répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier conformément aux dispositions des articles L.123-13 et L.123-15 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 125 318**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DE L'AGRIPARC COMMUNAUTAIRE DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNES DE CLAPIERS ET TEYRAN - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Suite à l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha, dont 88 ha environ de terres agricoles, sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas pour en faire un Agriparc communautaire en continuité des objectifs du SCOT. L'exploitation agricole a été majoritairement abandonnée en 2008 et reprise en 2011 dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.

Les parcelles sont toutes situées en zone agricole ou naturelle des PLU des communes concernées, conforme à la constitution d'un Agriparc communautaire.

Des études ont été menées par le cabinet Traverses et par la Safer Languedoc-Roussillon. Elles ont conduit à définir trois typologies de reconquête agricole, pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers. Premièrement des céréales ou des cultures légumières bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement sur les terres les plus riches au Nord-Est du domaine, sur la Commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts. .

Un appel à candidature a été lancé par la SAFER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 71 ha 49 a 11 ca. Le solde 10 ha environ sera attribué ultérieurement.

23 candidatures ont été réceptionnées et 16 retenues dont principalement des agriculteurs voisins qui renforcent leur outil de production. A noter que l'installation d'une couveuse d'entreprise agricole est envisagée au nord du secteur viticole. Cette couveuse sera gérée par la coopérative Terracoopa créée par l'Adear LR.

Aujourd'hui il est proposé de confier sur la partie Nord du Domaine, aux lieux- dits « Plan des Masques » et « Plaine de Grattes » sur la Commune de Clapiers, par bail rural à long terme d'une durée de 18 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 30 octobre 2029, 7 lots à des exploitants qui s'engagent à y planter de la vigne dans un délai de deux ans et toujours par bail rural à long terme sur la même durée et la même période, un lot, sur la partie Nord du Domaine, lieu dit Plan des Masques sur la Commune de Clapiers, à l'exploitant qui reprend la plantation d'oliviers et s'engage à la remettre en état de produire. Tous s'engagent à pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement.

Il est ainsi proposé d'attribuer :

- 1- au GAEC du Domaine Desvabre, ayant son siège 107 chemin de la Jasse à Montferrier-sur-Lez (34980), représentée par Monsieur Alain Breton, la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « le Plan des Masques », cadastrée section BB n°32 pour une contenance de 4 ha 03 a 08 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 605 € par an ;
- 2- à M. Grousset Dominique, domicilié au Mas de Péret à Assas (34820), les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu dit « la Plaine de Grattes », cadastrées section BB n° 39 pour 1 ha 62 a 24 ca, BB n°40 pour 94 a 29 ca et BB n°49 en partie pour 1 ha 63 a 84 ca, soit une contenance totale de 4 ha 20 a 37 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 630 € par an ;
- 3- à M. Rougée Lionel, domicilié 64 rue de la Calade à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°51 pour une contenance de 1 ha 95 a 42 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 295 € par an ;
- 4 – à M. Razier Christophe, domicilié 4 rue du Mas d'Aussel, appartement n°3, à Prades-le-Lez (34730), les parcelles sises sur la Commune de Clapiers, lieu dit « la Plaine de Grattes », cadastrées section BB n° 36 pour 1 ha 2 ha 84 a 85 ca, BB n°37 pour 1 ha 41 a 85 ca, soit une contenance totale de 4 ha 26 a 70 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 640 € par an ;
- 5 – à M Parent Hugues, domicilié 2 rue des Combes à Teyran (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°56 en partie pour une contenance de 4 ha 41 a 41 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 665 € par an ;
- 6 – à M. Moynier Bertrand, domicilié 48 rue de la Dougue à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « la Plaine de Grattes » cadastrée section BB n°35 A pour une contenance de 3 ha 85 a 26 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 580 € par an ;
- 7 – à M. Euzet Yves, domicilié 263 avenue de Castries à Assas (34820), la parcelle sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit « la Plaine de Grattes », cadastrée section BB n°56 en partie pour une contenance de 2 ha 08 a 59 ca et un montant de 150 € par ha et par an, soit au total 315 € par an ;

Délibération n° 10837

8 – à M Sabatier Christophe, domicilié Domaine de Cassagnole chemin de Bellevue à Assas (34820), la parcelle en nature d'oliviers à remettre en état de produire, sise sur la Commune de Clapiers, lieu-dit «le Plan des Masques» cadastrée section BB n°3 B pour une contenance de 2 ha 43 a 55 ca et un montant annuel de 500 €.

Le prix de ces locations est établi suivant le barème départemental de locations des terres agricoles et tenant compte de la nature actuelle des cultures.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les baux à ferme à long terme consenti auprès du GAEC du Domaine Desvabre pour 4 ha 03 a 08 ca et un montant annuel de 605 €, à M. Grouset Dominique pour 4 ha 20 a 37 ca et un montant annuel de 630 €, à M. Rougée Lionel pour 1 ha 95 a 42 ca et un montant annuel de 295 €, à M. Razier Christophe pour 4 ha 26 a 70 ca et un montant annuel de 640 €, à M. Parent Hugues pour 4 ha 41 a 41 ca et un montant annuel de 665 €, à M Moynier Bertrand pour 3 ha 85 a 26 ca et un montant annuel de 580 €, à M Euzet Yves pour 2 ha 08 a 59 ca et un montant annuel de 315 €, et à M. Sabatier Christophe pour 2ha 43 a 55 ca et un montant annuel de 500 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les baux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 185519*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE  
ET GERONTOPOLE**

**VOIRIE, JALONNEMENT**

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS**



**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**



## **TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE – BILAN INTERMÉDIAIRE DE LA CONCERTATION – TRACÉ PRÉFÉRENTIEL**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la ligne 4 (devenue ligne 5) de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez. Le Conseil de Communauté s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entre Lavérune - Clapiers - Prades le Lez sur une longueur de 17,5 kms environ, et l'enveloppe financière prévisionnelle au montant de 330 millions € H.T. (valeur mars 2009). Le Conseil de Communauté a également approuvé les objectifs de l'opération, les modalités de concertation, ainsi que la proposition de tracé et les variantes à soumettre à concertation.

Des registres ont été mis à disposition du public dans les lieux d'exposition et des articles d'information ont été publiés dans les journaux locaux.

6 réunions publiques de concertation pour la présentation des options de tracé ont été tenues dans les communes concernées : 1 pour Clapiers et Montferrier sur Lez, 1 pour Prades le Lez, 3 pour Montpellier, 1 pour Lavérune et Saint-Jean-de-Védas.

A l'issue de cette étape de concertation auprès de la population, des associations et des instances concernées qui permet de commencer à préciser les partis d'aménagement et d'exploitation de la ligne et de présenter l'évolution du tracé, il est nécessaire de prendre en compte les différents avis et remarques qui ont été exprimés.

A cette étape, il est possible en analysant les remarques des populations concernées et tenant compte de l'avancée des études, d'établir la synthèse suivante :

1. le programme de l'opération de construction de la ligne 5 de tramway et ses objectifs, définis par la délibération n°10144 du 21 avril 2011 du Conseil de Communauté et qui s'inscrivent dans les orientations du projet de Plan de Déplacements Urbains de la période 2012-2020, arrêté par délibération n°9992 du 26 janvier 2011, et du Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération, font l'objet d'un vif intérêt et d'un très large consensus :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et des pôles d'emploi,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

Le réseau à 5 lignes de tramway associé à un réseau TER cadencé, permettra d'organiser des rabattements automobiles et des rabattements en transports publics ; la modernisation de la gare Saint Roch et la création de la future gare à Odysseum venant structurer ce réseau à l'échelle métropolitaine.

Ce futur réseau renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et préservera l'attractivité du centre de l'agglomération tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

2. en matière de tracé, le corridor de la ligne 5 de tramway entre Lavérune - Clapiers - Prades le Lez recueille un avis très favorable.
3. concernant les partis d'aménagement et d'exploitation :
  - entre les parkings d'échange projetés sur le contournement nord de Montpellier (RD 65), aux ronds points d'Agropolis et de Girac, et le rond point Paul Fajon dans le quartier des Bouisses la réalisation d'un tramway à double voie permet l'obtention d'une fréquence de circulation optimum des rames correspondant au trafic prévisible,
  - aux extrémités de la ligne l'analyse des potentiels de trafic et celle des solutions d'insertion du projet permettent de considérer pour le tronçon de ligne aboutissant à Prades le Lez, que seule une solution de tramway à voie unique peut se justifier.  
D'autre part, sur les tronçons aboutissant à Clapiers et à Lavérune la solution voie unique est privilégiée sous réserve des études complémentaires des conditions techniques d'exploitation. Il en sera de même pour la configuration de ligne en antenne envisagée depuis le rond point Paul Fajon pour desservir l'urbanisation future du quartier des Grèzes.
4. au titre d'un maillage optimum de l'ensemble du réseau de tramway, il convient de considérer selon les avis et les études en cours :
  - la nécessité d'une parfaite correspondance de la ligne 5, au bénéfice des usagers, notamment aux stations : Saint Eloi avec la ligne 1, Albert 1<sup>er</sup> avec les lignes 1 et 4 et Saint Denis avec les lignes 3 et 4, pour la desserte de toutes les destinations offertes par le réseau,
  - l'intérêt d'une connexion technique entre les lignes chaque fois que cela est possible, pour permettre une évolution des possibilités d'exploitation et un accès le plus efficace possible vers les dépôts et centre de maintenance,
  - une implantation des parkings tramway au rond point Maurice Gennevaux sur le futur Contournement Ouest de Montpellier (COM / RD 132) et aux ronds points d'Agropolis et de Girac sur le Contournement Nord (RD 65), pour offrir au plus grand nombre d'usagers des accès directs depuis le réseau des voies de contournement de l'agglomération.

Pour le tracé préférentiel, les avis exprimés conjointement avec l'avancée des études permettent de le préciser comme suit pour la poursuite de la concertation :

1. entre Lavérune et le rond point Maurice Gennevaux : le choix se porte sur un terminus de la ligne avec parking de proximité ou d'échange au rond point d'entrée du village.
  - Le tracé préférentiel par la route de départementale (RD 5) qui rejoint le pôle d'échange Gennevaux n'appelle pas d'observation.
2. entre le rond point Maurice Gennevaux et le rond point Paul Fajon :
  - Depuis le parking d'échange sur le futur contournement ouest (RD 132) au rond point Maurice Gennevaux le tracé préférentiel par la route de Lavérune jusqu'au rond point Paul Fajon, répond à la demande exprimée d'un temps de trajet optimisé vers Montpellier et d'une requalification de la route de Lavérune.
  - Pour la desserte du secteur des Grèzes dont la Ville de Montpellier a engagé les études de développement urbain, un tracé en antenne peut être envisagé depuis le rond point Paul Fajon, par la rue des Bouisses.
3. entre le rond point Paul Fajon et la place du 8 mai : la desserte équilibrée des quartiers Bagatelle et Paul Valéry, ainsi que la desserte du quartier Ovalie, du stade Yves du Manoir et du futur quartier de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), présentent un enjeu majeur.
  - L'avancement des études ayant mis en évidence de fortes difficultés d'insertion de la ligne de tramway dans le quartier Bagatelle, le début du nouveau tracé préférentiel passe par la route de Lavérune jusqu'à l'avenue de Vanières.
  - Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Lavérune, ou privilégiant les secteurs d'Ovalie puis de l'EAI, mais en réponse aux objectifs du

développement urbain, le choix se porte sur un tracé par l'avenue de Vanières jusqu'à la rue de Bugarel qu'il emprunte pour rejoindre le site de l'EAI en longeant le Parc Montcalm à l'Ouest. Ce tracé permet en effet de desservir à la fois les quartiers situés à l'ouest de l'avenue de Vanières (Bagatelle, Ovalie) et ceux situés à l'est, dont la cité Paul Valéry.

- De nouvelles perméabilités piétons et cycles entre le Parc Montcalm et le quartier d'Estanove permettront la desserte de ce dernier.
  - Le tracé traverse le secteur de l'EAI en fonction des études urbaines engagées par la Ville, en s'approchant de la Cité Gély dans le quartier Figuerolles pour assurer sa desserte, avant de rejoindre la place du 8 mai par la rue Lepic ou le cas échéant la rue Croix du Capitaine selon la poursuite des études.
4. entre la place du 8 mai et Saint-Eloi : l'enjeu d'une requalification urbaine de l'avenue Clémenceau est apprécié. D'autre part, le projet accompagnera la piétonisation des boulevards Jeu de Paume et Ledru Rollin entreprise par la Ville de Montpellier dans le cadre de son nouveau plan local de déplacements.
- Le tracé préférentiel ainsi dégagé emprunte l'avenue Clémenceau, circule en tronc commun avec la ligne 3 par les rues de la Saunerie dans un sens et André Michel dans l'autre, pour rejoindre les boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV jusqu'à la place Albert 1<sup>er</sup>.
  - Il emprunte ensuite un tronc commun avec la ligne 1 entre les stations Albert 1<sup>er</sup> et Saint-Eloi.
  - Sur la section des boulevards Jeu de Paume, Ledru Rollin, Vialleton et Henri IV, le tracé choisi permet de boucler entre le boulevard de l'Observatoire et la place Albert 1<sup>er</sup>, l'itinéraire de la ligne 4 en tronc commun avec la ligne 5.
5. entre Saint-Eloi et le giratoire Agropolis : la desserte de l'ensemble du Cœur de Campus, complémentaire à celle de la ligne 1, ainsi que la desserte centrale du parc d'activités Agropolis, répondent à un enjeu majeur de développement de ces secteurs.
- Le début du nouveau tracé préférentiel emprunte l'avenue du Docteur Pezet jusqu'à la place de la Voie Domitienne, puis la route de Mende jusqu'à la rue de Vert Bois.
  - Puis, tout en considérant les avis partagés entre un passage par la route de Mende, ou devant l'entrée du Zoo, mais en réponse à l'objectif majeur en terme de réduction de l'usage de l'automobile en ville, ainsi qu'à l'objectif d'une desserte complète du Campus et du pôle Balard-CNRS, et d'autre part, compte tenu de l'incidence d'une insertion du tramway avenue Agropolis nécessitant une emprise sur le site classé coté Bois de Montmaur ou coté Zoo, le tracé retenu poursuit par la route de Mende, à proximité du Plan des 4 Seigneurs, avant de bifurquer rue Arthur Young pour desservir le centre du parc Agropolis par l'avenue éponyme, jusqu'au rond point d'Agropolis sur la route départementale (RD 65).
6. entre le giratoire Agropolis et les terminus de Clapiers et de Prades le Lez : l'intérêt de deux parkings d'échange aux ronds points d'Agropolis et de Girac a été proposé pour capter les automobilistes en provenance du Contournement Nord (RD 65), de la route de Mende (RD 112), ainsi que du boulevard de la Lironde.
- Tout en considérant les avis partagés entre un accès à Prades le Lez depuis le rond point d'Agropolis par la route de Mende (RD 112) qui permet une desserte complémentaire de la Commune de Montferrier, ou un accès depuis le rond point de Girac, mais en réponse à la nécessité de créer un grand parking d'échange sur le Contournement Nord (RD 65) dont la réalisation est plus aisée au niveau de ce deuxième rond point, et d'autre part, compte tenu de l'incidence des grandes difficultés d'insertion du tramway route de Mende, le tracé préférentiel longe la route départementale (RD 65) en franchissant le Lez jusqu'au rond point de Girac.

- Puis, pour atteindre le terminus de Clapiers situé à côté de la médiathèque Albert Camus conformément à la demande exprimée, le tracé emprunte le boulevard de Lauriol en contre-allée de la route départementale (RD 65).
- Entre le rond point de Girac et Prades le Lez, le tracé emprunte la route départementale (RD 17), avec positionnement d'un parking d'échange ou de proximité à l'embranchement de la route de Baillarguet, jusqu'au terminus repositionné dans le village à proximité du centre commercial de La Mandarine.  
Ce terminus, qui a fait l'objet de débats, pourrait être la meilleure localisation au regard des demandes pour assurer la desserte du village.

Pour ce nouveau tracé préférentiel, il est proposé d'instituer, comme cela a été fait pour le tracé de base et les variantes délibérés par les Conseils de Communauté des 3 juillet 2009 et 21 avril 2011, un périmètre d'études selon les dispositions de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme.

Le périmètre d'études proposé est défini par une bande de 100 mètres axée sur chaque option de tracé envisagée. Après prise en considération par les communes concernées, ce périmètre sera reporté, à titre d'information, sur les documents graphiques des plans locaux d'urbanisme de ces communes.

L'incidence de ce tracé préférentiel sur les caractéristiques de l'opération et sur son enveloppe financière prévisionnelle sera précisée dans le cadre de la poursuite des études. Les caractéristiques du projet et son enveloppe financière seront définitivement arrêtés lors de l'approbation de l'avant-projet par le Conseil de Communauté.

Le tracé préférentiel, les tracés variantes initialement prévus, ainsi que les variantes complémentaires proposées dans le cadre de la concertation sont et seront toujours à l'étude, dans le cadre des phases suivantes de la concertation qui se poursuivra jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil Communautaire. Le dossier définitif du projet sera alors arrêté par le Conseil et tenu à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan intermédiaire de la concertation préalable à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- retenir le nouveau tracé préférentiel pour la poursuite des étapes de concertation du public, des études et d'élaboration des dossiers administratifs,
- se réserver la possibilité de compléter l'étude de toutes les variantes de tracé complémentaires non retenues par le tracé préférentiel et d'en autoriser la prise en compte dans les documents et les actions de concertation du public,
- dire que le Conseil de Communauté aura à délibérer ultérieurement sur le bilan de la concertation, celle-ci se poursuivant jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27 AVR. 2012  
Déposé En Préfecture **Imc 125402**

Le :  
Numéro de l'acte : 27 AVR. 2012

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MARCHÉ N°3.649 COMPLÈMENT DES ÉQUIPEMENTS BILLETTIQUES ET INTEROPÉRABILITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la réalisation des travaux de l'opération 3<sup>ème</sup> ligne et extension Ouest du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Ce marché porte sur un complément du système billettique existant et en cours d'installation et consiste en :

- la fourniture et l'installation de valideurs à quai sur 10 stations du réseau des 4 lignes de tramway,
- la modification du système permettant l'interopérabilité avec la billettique régionale, en vue notamment d'accepter la carte à puce transport de la Région Languedoc-Roussillon en validation et en recharge des abonnements KARTATOO, tout en garantissant la continuité d'utilisation des cartes actuelles du réseau TaM,
- la réalisation de l'interface avec les systèmes de commercialisation et de contrôle des titres de transport, permettant de configurer le système de vente avec les dispositions d'interopérabilité et le futur système EMMA de vente à distance de l'agglomération.

C'est un marché à prix global et forfaitaire dont le délai d'exécution est de 20 mois à compter de sa date de notification.

TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée sans mise en concurrence préalable pour des raisons techniques conformément à l'article 144-II-3° du Code des Marchés Publics. En effet, l'actuel système billettique en service sur le réseau de transport a été développé, installé et paramétré par l'entreprise ACS, selon une technologie spécifique et dont les modifications nécessitent une reprise de code informatique propriété intellectuelle de l'industriel. La lettre de consultation a été adressée le 20 février 2012 à l'entreprise ACS.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 27 mars 2012 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises ACS, SPIE Sud Ouest, mandataire ACS de Guilherand Granges (07), pour un montant total de 2 154 360,08 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°3.649 avec le groupement d'entreprises ACS, SPIE Sud Ouest, mandataire ACS de Guilherand Granges (07), pour le complément des équipements billettiques et interopérabilité, pour un montant de 2 154 360,08 € H.T.,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce marché,
- dire que les crédits nécessaires au marché, dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10817

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/04/2012

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/2012

Numéro de l'acte : LMC123520-DE-A-1

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOULIER





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**



**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – GESTION MULTIMODALE DES DÉPLACEMENTS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MARCHÉ N°2754TV11 D'ASSISTANCE TECHNIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences en matière d'organisation des déplacements, propose d'engager, en lien avec l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier, un projet global permettant le développement du concept de Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM). Cette démarche vise plusieurs objectifs, principalement :

- l'optimisation du fonctionnement de l'ensemble des réseaux de déplacements (voiries, transports en commun,...) afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations,
- une meilleure connaissance de la mobilité des habitants, de leurs conditions de déplacements pour mieux appréhender leurs besoins et orienter les choix politiques.

Le présent marché porte sur des missions d'assistance technique du projet GEMDAM - 1ère phase expérimentale sur le territoire de l'EcoCité montpelliéraine. Cette 1<sup>ère</sup> phase concerne la mise en place de la démarche générale et trouvera des concrétisations sur un périmètre opérationnel expérimental correspondant à celui de l'EcoCité Montpelliéraine.

Le marché comprend les missions principales suivantes :

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la coordination générale et l'animation technique des partenaires et des gestionnaires en charge des déplacements,
- Définition opérationnelle d'une équipe composée de représentants des partenaires et gestionnaires des déplacements, en charge d'analyser les problématiques et de proposer les optimisations des réseaux et des conditions de déplacements,
- Mise en place d'une 1<sup>ère</sup> version de portail d'information multimodale sur les déplacements à destination des usagers.

Ce marché à prix mixte (global et forfaitaire pour les principales missions et sur prix unitaires pour des prestations complémentaires sur commandes) est passé pour une durée de 2 ans.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée avec mise en concurrence, conformément aux articles 144-1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics, dont l'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 27 septembre 2011.

A l'issue des négociations, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 20 mars 2012, a décidé de retenir l'offre de la Société SETEC ITS (75) qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation, pour un montant estimatif de 278 375,00 € H.T. (soit un montant forfaitaire de 266 605,00 € H.T. et un montant estimé de 11 770,00 € H.T. correspondant à 20 demi journées de travail supplémentaires).

Le financement de cette 1<sup>ère</sup> phase du projet GEMDAM sera assuré en partenariat par l'Etat dans le cadre d'une subvention EcoCité, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à parts égales, dans le cadre d'une convention ultérieure.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché n°2754TV11 d'assistance technique pour le projet de gestion multimodale des déplacements de l'Agglomération de Montpellier - 1ère phase expérimentale sur le territoire de l'EcoCité montpelliéraine à SETEC ITS pour un montant estimatif de 278 375,00 € H.T. (soit un montant forfaitaire de 266 605,00 € H.T. pour les missions principales et un montant estimé de 11 770,00 € H.T. correspondant à 20 demi journées de travail supplémentaires),
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

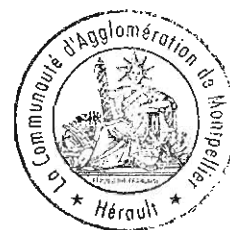
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Tmc 125 M1

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.

Pouvoir(s):

Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.

Excusé(es):

M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN -  
TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN HÉRAULT  
TRANSPORT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LA NAVETTE  
DU PETIT TRAVERS SAISON 2012 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°10778 le Conseil de Communauté du 29 mars 2012 a adopté la convention avec le Syndicat mixte Hérault Transport pour la mise en place d'une navette de bus (ligne 132) accompagnant l'ouverture de la ligne 3 de tramway et facilitant l'accès aux plages, jusqu'à fin septembre.

Hérault Transport a finalement décidé d'assurer une desserte directe de la plage du lido de Carnon au Petit Travers, depuis la station Pérols Etang de l'Or, avec cette Navette du Petit Travers (ligne 132).

En conséquence la délibération n°10778 du Conseil de Communauté du 29 mars 2012 doit être abrogée et la nouvelle convention entre le Syndicat Mixte Hérault Transport et la Communauté d'Agglomération de Montpellier fixe les modalités suivantes :

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à la Navette du Petit Travers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur la Navette.

Le dispositif qui sera mis en place est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter la navette,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 et disposant d'un titre TaM auront accès à la navette en correspondance,
- enfin pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique sera vendu à bord de la navette, pour un trajet sur la navette et une correspondance sur le tramway. Hérault Transport fixe son tarif à 1,50 €, mais à titre promotionnel jusqu'au 30 juin 2012, le vendra avec une réduction de 10 centimes, soit au tarif de 1,40 €.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par la Communauté d'Agglomération à Hérault Transport calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée contractuellement à 0,94 € par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord de la navette.

La convention prend effet dès la mise en service de la ligne 3. A l'issue de la saison estivale un bilan sera établi afin d'adapter le dispositif, le cas échéant, pour sa poursuite en 2013 dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10778 du Conseil de Communauté du 29 mars 2012,
- approuver la convention de compensation tarifaire pour la Navette du Petit Travers,
- dire que la dépense est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10819

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/2012

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/2012

Numéro de l'acte : LMC 126104-DE-1-1

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 AVRIL 2012**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille douze et le dix-sept avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. SIMO suppléant de M. J.-P. GRAND, Mme M. RIZZOLI suppléant de M. B. JEAN, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme S. DELAUNAY suppléant de Mme P. MIENVILLE, M. Y. CARAGLIO suppléant de M. A. MOYNIER, M. R. CAMPOS suppléant de M. R. REVOL.**

**Pouvoir(s):**

**Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, M. C. BOUILLE à M. J. MARTIN, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme M. COUVERT à Mme S. BLANPIED, M. S. FLEURENCE à Mme H. MANDROUX, M. R. JOUVE à Mme R. BUONO, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, M. G. PASTOR à M. J.-P. MOURE, Mme H. QVISTGAARD à M. M. LEVITA, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. THINES à M. F. TSITSONIS, Mme C. TROADEC-ROBERT à Mme F. PRUNIER.**

**Excusé(es):**

**M. J.-M. CASTET, M. P. VIGNAL**

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN -  
SYNDICAT MIXTE HÉRAULT TRANSPORT - ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR - MODIFICATION DES STATUTS**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Le syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault, dénommé Hérault Transport, créé par arrêté préfectoral n°2003-1-2762, en date du 29 juillet 2003, est composé du Département de l'Hérault qui a transféré l'intégralité de sa compétence transports interurbains et des 4 Communautés d'Agglomération Montpellier Agglomération, Béziers-Méditerranée, Thau-Agglomération et Hérault-Méditerranée qui ont transféré leur compétence transport scolaire.

Par arrêté préfectoral n° 2011-1-1905 du 2 septembre 2011, la Communauté de Communes du Pays de l'Or a été transformée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2012 en Communauté d'Agglomération, dénommée Pays de l'Or Agglomération.

Par délibération en date du 5 janvier 2012, Pays de l'Or Agglomération a sollicité l'adhésion au syndicat Hérault Transport en vue de s'associer à ses membres et participer au renforcement de l'offre globale de transports en commun.

Par délibération en date du 30 mars 2012, Hérault Transport propose d'autoriser l'adhésion de Pays de l'Or Agglomération au syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault, en présentant les modifications principales suivantes des statuts du syndicat :

- ajout de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or en tant que membre du syndicat (art 2),
- augmentation du nombre de délégués composant le comité syndical de 30 à 31, avec attribution d'un siège à Pays de l'Or Agglomération et sans modification du nombre de délégués pour les membres actuels (art 11),
- ajustement du pourcentage de la participation financière des membres au fonctionnement du syndicat et à l'exercice des missions de coordination des services, selon le principe actuel de participation au prorata de la répartition des sièges au comité syndical,

D'autres modifications sont présentées dans la version modifiée des statuts jointe au présent rapport, concernant notamment : l'introduction d'un délai de 3 mois pour la prise des délibérations concordantes par les membres (art 4 et 24), la mention de la possibilité de délégation d'une partie des attributions du comité syndical au Président et la mise à jour de la liste des attributions exclusives du comité syndical (art 12).

Une délibération de chaque conseil des collectivités membre du syndicat mixte est nécessaire pour autoriser l'adhésion de Pays de l'Or Agglomération et la modification des statuts proposées par Hérault Transport.

Ultérieurement un arrêté préfectoral constatera la nouvelle composition et les nouveaux statuts du syndicat mixte .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer en faveur de l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or au syndicat mixte Hérault Transport,
- approuver la modification des statuts,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 10820

Certifié Exécutoire 27 AVR. 2012  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 27 AVR. 2012  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 125320

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**RELATIONS INTERNATIONALES**

<p><b>PARTIE 2</b></p> <p><b>DECISIONS</b></p>
--

*Pages*

CONSEIL DU 17 AVRIL 2012

143

N° 2012-116 - 09/03/2012 - Direction de la culture <b>Décision relative à l'opération "Chéquier printemps Odyseum" octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée</b> <b>Objet :</b> Une réduction de 20% sera appliquée sur les tarifs des produits de la boutique du planétarium Galilée, exception faite des livres, du vendredi 13 avril au samedi 12 mai 2012. La réduction se fera en une fois, sur présentation d'un coupon de réduction, quel que soit le nombre d'articles achetés.	146
N° 2012-117 - 12/03/2012 - Direction de la culture <b>Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public - Théâtre du Hangar</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'association Opéra Junior à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y organiser des répétitions. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes du 6 au 18 mars, du 16 au 22 avril ainsi que le 12,13 et 23 mai 2012. Une convention fixe les modalités de cette occupation.	148
N° 2012-118 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets <b>Décision relative à un marché de réalisation d'un diagnostic préalable à la rénovation des Points propreté</b> <b>Objet :</b> Un marché de service est passé avec la société ANTEA sise à Pérols. Ce marché concerne la réalisation du diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée prévisionnelle est de 4 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 29 975 € H.T. sur la base de la Décomposition du prix global et Forfaitaire.	149
N° 2012-119 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets <b>Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°2444GD10 lot n°2 Suivi post exploitation du Centre d'enfouissement des résidus urbains du Thôt</b> <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2444GD11 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC Frères.	151
N° 2012-120 - 13/03/2012 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets <b>Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°2563GD11 de travaux d'aménagement du casier n°1 de l'installation de Stockage des Déchets ménagers et assimilés non dangereux de Castries</b> <b>Objet :</b> Un avenant au marché n°2563GD11 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC FRERES.	153
N° 2012-121 - 13/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel <b>Décision relative à une convention d'occupation précaire avec M. Didier VELLAS des Parcelles cadastrées section AV n°594, 21, 24, 4 sur la Commune de Jacou</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de M. Didier VELLAS, une convention d'occupation précaire concernant les parcelles cadastrées section AV N°594, 21, 24, 4 et, en nature de terres labourables, d'une contenance totale de 21 ha 05a 48 ca sur la Commune de Jacou. La convention est consentie pour une durée d'un an, pour s'achever le 30 septembre 2012. Le montant total de la redevance d'occupation est de 3 580 €.	155
N° 2012-122 - 13/03/2012 - Direction des transports et de la voirie <b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrée section OL n°77 et OO n°40 - 2057 avenue de Maurin - Commune de Montpellier</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SNCF, les parcelles cadastrées section OL n°77 en nature de sol, d'une contenance de 6a 84ca, sur la Commune de Montpellier. Le prix d'acquisition est fixé à 70 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.	157
N° 2012-123 - 13/03/2012 - Direction des transports et de la voirie <b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section An n°15 rue des Romarins - Commune de Fabrègues</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SNCF, une parcelle cadastrée section AN n°15 constitué d'un logement délabré d'une remise ouverte et d'un jardin sur la Commune de Fabrègues, pour une contenance de 7a 21 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 60 000 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.	159

<p><b>N° 2012-124 - 13/03/2012 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section BM n°32 - Commune de Cournonterral</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès de Mme Labiche Mireille, de la parcelle cadastrée section BM n°32, d'une superficie totale de 2 780 m² à usage de terres, sur la Commune de Cournonterral. Le prix d'acquisition du bien est de 8 000 € au vu de l'avis du Service des domaines, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur</p>	161
<p><b>N° 2012-125 - 14/03/2012 - Direction des sports</b>  <b>Décision relative à un marché de réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique Antigone à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un marché de travaux relatif à la réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique d'Antigone, est passé avec la société SNIDARO. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Le montant du marché est de 89 460 € H.T.</p>	163
<p><b>N° 2012-126 - 14/03/2012 - Direction de la culture</b>  <b>Décision relative à un marché de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée.</b>  <b>Objet :</b> Un marché à bons de commande est passé avec la société DERICHEBOURG PROPRIETE sise à Boissy Saint Léger. Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée Lot n°2 : prestations d'entretien général trimestrielles et semestrielles. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans. Le montant du marché s'élève à minimum 3 000 € H.T. / maximum 5 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités.</p>	165
<p><b>N° 2012-127 - 14/03/2012 - Direction de la culture</b>  <b>Décision relative à un marché de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée</b>  <b>Objet :</b> Un marché à bons de commande est passé avec la société SUD Service, sise à Castelnau le Lez. Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée, lot n°1 : prestations journalières et hebdomadaires d'entretien et de nettoyage. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans. Le montant du marché s'élève à minimum 20 000 € H.T./maximum 40 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités.</p>	167
<p><b>N° 2012-128 - 19/03/2012 - Musée Fabre</b>  <b>Décision relative à un marché n°2905DC12 d'études de maîtrise d'œuvre pour la réfection du dispositif d'éclairage des salles d'exposition temporaire du musée Fabre</b>  <b>Objet :</b> Un marché de maîtrise d'œuvre n°2905DC12 est passé sous procédures adaptée avec la société ROSSIGNOL sise à Saint Cyprien (66) concernant les prestations d'études de maîtrise d'œuvre pour la réfection du dispositif d'éclairage des salles d'exposition temporaire du musée Fabre. Le montant du marché est de 16 150 € H.T.</p>	169
<p><b>N° 2012-129 - 19/03/2012 - Direction de la culture</b>  <b>Décision relative à la convention de mise à disposition de l'espace rencontres de Castelnau le lez</b>  <b>Objet :</b> Une convention de mise à disposition de l'espace rencontres situé à Castelnau le lez est passé entre la Ville de Castelnau le Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La mise à disposition est consentie à titre gracieux du mardi 20 mars 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 21 mars 2012 à 9h00, et du mardi 22 mai 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 23 mai 2012 à 9h00.</p>	171
<p><b>N° 2012-130 - 21/03/2012 - Protocole</b>  <b>Décision relative à un marché d'impression, façonnage et livraison de cartons d'invitation</b>  <b>Objet :</b> Un marché à bons de commande est passé avec la société IMP'ACT IMPRIMERIE. Ce marché concerne l'achat, l'impression, le façonnage et la livraison de cartons d'invitation pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2012, et ne pourra pas être reconduit. Le montant du marché s'élève à 20 000 € H.T. et 80 000 € H.T. maximum annuel.</p>	174

**INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE : REAMENAGEMENT DE DETTE**

Conformément à la délibération n°10626 du 30 janvier 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au réaménagement de deux contrats d'emprunt conclus auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du Languedoc afin d'optimiser la gestion de son exposition et de sécuriser son encours de dette.

Le taux du tirage n°1 de 6 368 421,06€ a été transformé en un taux fixe classique de 4,42%.

Le tirage n°2 de 8 543 478€ a été remboursé par anticipation le 5 mars 2012, concomitamment à la mise en place du nouveau tirage de 11 099 798€ au taux fixe classique de 4,40%, (avec mouvement de fonds uniquement sur le solde).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi profité d'une opportunité de marché lui permettant de positionner ses deux tirages en catégorie 1A de la charte Gissler (soit l'exposition la plus sécurisée), à des conditions de taux très intéressantes, inférieures aux niveaux plafonds proposés dans la délibération.

Direction : Culture  
Nomenclature : 8.9



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'opération « Chéquier printemps Odysseum » octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n° 6550 du 21 juin 2005 relative à la fixation des tarifs du Planétarium Galilée,
- VU la délibération n° 8270 du 26 juin 2008 relative à la fixation des tarifs des séances publiques du Planétarium Galilée,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, de notamment celle d'autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de l'agglomération, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois,
- **CONSIDERANT** que la délibération n° 6550 susvisée prévoit des tarifications spécifiques applicables lors de courtes périodes de promotion du planétarium Galilée afin d'appuyer l'essor de son rayonnement auprès d'un public le plus large possible et des réductions sur les tarifs individuels,
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le planétarium Galilée à l'opération « Chéquier de Printemps Odysseum » du 13 avril au 12 mai 2012,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une réduction de vingt pour cent sera appliquée sur les tarifs des produits de la boutique du planétarium Galilée, exception faite des livres, du vendredi 13 avril au samedi 12 mai 2012.

**ARTICLE 2 :** La réduction se fera en une fois, sur fourniture d'un coupon de réduction, quel que soit le nombre d'articles achetés.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-116
Reçue en Préfecture le	09/03/12
Affichée le	13/03/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 08/03/2012

Le Président,

Pour le Président et par délégation

Nicole BIGA



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- VU la délibération n° 8109 du 11 avril 2008 du Conseil de Communauté relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice - Présidente,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,

- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'association Opéra Junior à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y organiser des répétitions.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes du 6 au 18 mars, 16 au 22 avril, 12, 13 et 23 mai 2012.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente, déléguée dans le domaine Culture, Enseignements Artistiques est autorisée à signer la convention visée à l'article 3, conformément à l'arrêté n°2010-3093 du 3 décembre 2010 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-117
Transmise en Préfecture le	10/03/2012
Affichée le	14/03/2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 05.03.2012

Nicole BIGAS

Vice-Présidente déléguée dans le domaine  
Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Direction : Prévention et Gestion des Déchets  
Nomenclature : 1.1

### **Décision relative à la signature d'un marché De réalisation d'un diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté de la communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C.VALETTE en qualité de Vice-Président .
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature à Monsieur C.VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser un diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté de la communauté d'Agglomération de Montpellier,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de service est passé avec la société ANTEA sise, parc d'activité de l'aéroport 180, impasse John LOCKE, 34470 PEROLS.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation du diagnostic préalable à la rénovation des Points Propreté de la communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée prévisionnelle est de 4 mois maximum.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 29 975,00 €HT sur la base de la Décomposition du prix global et Forfaitaire ; ces dépenses sont prévues au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5 :** Monsieur C.VALETTE Vice-Président autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-M3
Reçue en Préfecture le	13/03/2012
Affichée le	15/03/2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 13 03 2012  
M, C.VALETTE

Vice-Président délégué dans le domaine  
« Environnement »,



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Service : DPGD

Décision relative à la signature

De l'avenant n°1 au marché 2444GD10

Avenant de transfert lot 2

Suivi post-exploitation du Centre

d'enfouissement des résidus urbains du Thôt

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C.VALETTE en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial),
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature à Monsieur C.VALETTE dans le domaine « ENVIRONNEMENT »,

**CONSIDÉRANT**, la fusion avec effet au 01/02/2012 des sociétés BEC FRERES et RAZEL.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un avenant au marché 2444GD10 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC FRERES.

**ARTICLE 2** : Monsieur C.VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

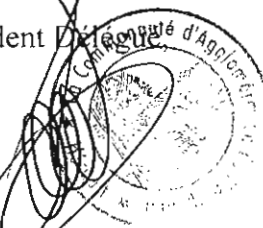
Décision n°	2012-119
Transmise en Préfecture le	13/03/2012
Affichée le	15/03/2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

13 03 2012

Le Vice-Président Délégué

C.VALETTE



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Service : DPGD

Décision relative à la signature

De l'avenant n°1 au marché 2563GD11

Avenant de transfert

Travaux d'aménagement du casier n°1 de l'Installation  
de Stockage des Déchets ménagers et assimilés

Non Dangereux (ISDND) de Castries

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C.VALETTE en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial),
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature à Monsieur C.VALETTE dans le domaine « ENVIRONNEMENT »,

**CONSIDÉRANT**, la fusion avec effet au 01/02/2012 des sociétés BEC FRERES et RAZEL.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un avenant au marché 2563GD11 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations jusqu'alors exercées par la société BEC FRERES.

**ARTICLE 2 :** Monsieur C.VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3088 de la 03/12/2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012 120
Transmise en Préfecture le	13.03.2012
Affichée le	15.03.2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

13.03.12

Le Vice-Président Délégué,

C.VALETTE



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation précaire avec M. Didier VELLAS,  
concernant les parcelles cadastrées section AV n° 594, 21, 24, 4, 18 – Commune de Jacou**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2010-3084 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES, dans les domaines de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- **VU** le projet de convention d'occupation précaire d'une durée d'un an, consentie au profit de M. Didier VELLAS, domicilié Domaine d'Eole, chemin du Mas du Pont, 34820 Teyran, concernant un ensemble de parcelles en nature de terres labourables, d'une contenance totale de 21 ha 05 a 48 ca, sises sur la commune de Jacou, pour un montant de 3 580 €, toutes indemnités comprises,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, jouxtant le Domaine de Viviers, qui viennent d'être acquises par la Communauté d'agglomération en vue d'élargir ses réserves foncières, ne doivent pas rester en état de friches et en application de l'article L. 411-2-4-1,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit M. Didier VELLAS, domicilié Domaine d'Eole, chemin du Mas du Pont, 34820 Teyran, une convention d'occupation précaire d'une durée d'un an, concernant un ensemble de parcelles, cadastrées section AV n°594, 21, 24, 4 et 18, en nature de terres labourables, d'une contenance totale de 21 ha 05 a 48 ca, sises sur la commune de Jacou lieux-dits Montvilla et Lou Pontil.

**ARTICLE 2 :** La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée d'un an, pour s'achever le 30 septembre 2012.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la redevance d'occupation est de trois mille cinq cent quatre vingt euros (3 580 €).

**ARTICLE 4 :** La recette sera constatée au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 929.

**ARTICLE 5** : M. Christophe MORALES, Vice Président, est autorisé à signer la convention d'occupation précaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2010-3084 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N°	202-121
Transmise en Préfecture le	13/03/12
Affichée le	15/03/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 13.03.12

Le Président,

Jean-Pierre MOURE



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section OL n°77 et OO n°40 2057 Avenue de Maurin - Commune de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10001 du 26 janvier 2011 relatives aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine,
- VU l'arrêté n° 2010-3087, du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à M. Robert SUBRA dans le domaine du Tramway, des Transports et des Déplacements,
- VU la proposition de la SNCF de céder à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les parcelles cadastrées section OL n°77 en nature de sol, d'une contenance de 13 a 54 ca, et OO n°40 en nature de sol et comprenant un logement d'une contenance 6 a 84 ca, sises sur la commune de Montpellier, 2057 avenue de Maurin, au prix de 70 000 €, toutes indemnités comprises et frais d'acquisitions à la charge de l'acquéreur,
- VU l'avis de France Domaine en date du 27 juin 2011,
- **CONSIDERANT** que les parcelles appartenant à la SNCF, supportent les voies et un ancien passage à niveau situés sur la voie ferrée Montpellier-Paulhan, sur laquelle la Communauté d'agglomération de Montpellier envisage l'extension Ouest de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, et pour laquelle également, les négociations en vue de l'acquisition ont déjà commencé,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la SNCF, Direction de l'Immobilier, service « Vente des Logements Inutiles », 25 rue du Chinchauvaud, 87065 Limoges Cedex les parcelles cadastrées section OL n°77 en nature de sol, d'une contenance de 13 a 54 ca, et OO n°40 en nature de sol et comprenant un logement, d'une contenance 6 a 84 ca, sises sur la commune de Montpellier, 2057 avenue de Maurin.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est fixé à Soixante et dix mille euros (70 000 €), toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Robert SUBRA, Vice-Président, est autorisé à signer les actes et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2010-3087 du 3 décembre 2010, portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N°	2012-122
Transmise en Préfecture le	13.03.12
Affichée le	15.03.12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 13.03.12

Le Président,



Monsieur le Président, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AN n°15 Rue des Romarins - Commune de Fabrègues

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10001 du 26 janvier 2011 relatives aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine,
- **VU** l'arrêté n° 2010-3087, du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à M. Robert SUBRA dans le domaine du Tramway, des Transports et des Déplacements,
- **VU** la proposition de la SNCF de céder à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une parcelle cadastrée section AN n°15 constitué d'un logement délabré d'une remise ouverte et d'un jardin, sise sur la commune de Fabrègues, rue des Romarins, pour une contenance de 7 a 21 ca, au prix de 60 000 € toutes indemnités comprises et frais d'acquisitions à la charge de l'acquéreur,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 4 avril 2011,
- **CONSIDERANT** que la parcelle appartenant à la SNCF, supporte un ancien passage à niveau situé sur la voie ferrée Montpellier-Paulhan, appartenant à RFF, voie ferrée sur laquelle la Communauté d'agglomération de Montpellier envisage l'extension Ouest de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, et pour laquelle également, les négociations en vue de l'acquisition ont déjà commencé,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la SNCF, Direction de l'Immobilier, service « Vente des Logements Inutiles », 25 rue du Chinchauvaud, 87065 Limoges Cedex, une parcelle cadastrée section AN n°15 constitué d'un logement délabré d'une remise ouverte et d'un jardin, sise sur la commune de Fabrègues, rue des Romarins, pour une contenance de 7 a 21 ca,

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est fixé à Soixante mille euros (60 000 €), toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Robert SUBRA, Vice-Président, est autorisé à signer les actes et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2010-3087 du 3 décembre 2010, portant délégation de signature.

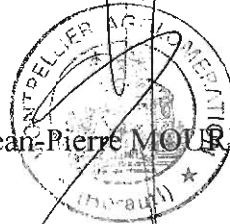
**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N°	2012-123
Transmise en Préfecture le	13.03.12
Affichée le	15.03.12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 13.03.2012

Le Président,

Jean-Pierre MOURE



Monsieur le Président, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD Section BM n° 32 - Commune de Cournonterral

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;
- **VU** l'arrêté Préfectoral numéro 2006-01-996, en date du 18 avril 2006, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Cournonterral,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) datée du 17 janvier 2012, envoyée par Maître PAN, Notaire à Gigean (34), représentant Madame LABICHE Mireille, reçue en Mairie de Cournonterral le 20 janvier 2012 et transmise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 20 février 2012, concernant la parcelle cadastrée BM n° 32, d'une superficie totale de 2 780 m², à usage de terres, située sur la Commune de Cournonterral, Lieudit Cazalis, au prix de 8 000 euros.
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 8 mars 2012,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire pour constituer des réserves foncières destinées, à mettre en œuvre un projet urbain compatible avec les objectifs du SCOT de l'agglomération, une politique locale de l'habitat conforme au Programme Local de l'Habitat et de réaliser des équipements collectifs,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès de Madame LABICHE Mireille, de la parcelle BM n° 32, d'une superficie totale de 2 780 m², à usage de terres, située sur la Commune de Cournonterral, Lieudit Cazalis..

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien est fixé à 8 000 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisitions en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération, Président délégué dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière » est

autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 2010-3084 du 3 décembre 2010, portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

<b>DECISION N°</b>	2012-124
<b>Transmise en Préfecture le</b>	13/03/2012
<b>Affichée le</b>	15/03/2012
<b>Notifiée le</b>	

Fait à Montpellier, le 13 MAR. 2012

Le Président

Jean-Pierre MOURE



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

Direction : Sports  
Nomenclature : 1.1



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à la réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique Antigone à Montpellier

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président Délégué aux Sports,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2010-3094 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 28 février 2012,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour assurer la réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique Antigone à Montpellier,

**CONSIDÉRANT** que la société SNIDARO, sise à Sennecey-les-Dijon (21800) –ZAC de la rente du bassin- répond aux exigences souhaitées,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un marché de travaux relatif à la réfection de la goulotte de débordement du bassin ludique de la Piscine Olympique Antigone à Montpellier est passé avec la société SNIDARO,

**ARTICLE 2 :** Le marché prendra effet à compter de sa notification à la société SNIDARO, sauf renonciation du titulaire;

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché est de 89 460 € H.T. (soit 106 994,16 € T.T.C.) pour la durée prévue à l'article 2 ci-dessus. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Jacques MARTIN, Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3094 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-125
Reçue en Préfecture le	14/08/2012
Affichée le	16/08/2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 13.03.2012

M. Jacques MARTIN

Vice-Président Délégué aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Montpellier  
Agglomération



Direction : Culture  
Nomenclature : 1.1  
Nettoyage et d'entretien des locaux  
du planétarium Galilée

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2010-3093 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques»,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de passer un marché pour l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un marché à bons de commande est passé avec la société DERICHEBOURG PROPTE, 6, allée des Coquelicots 94478 BOISSY-ST LEGER CEDEX.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée, lot n° 2 : prestations d'entretien général trimestrielles et semestrielles.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à minimum 3 000 € H.T / maximum 5 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2010-3093 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-126
Reçue en Préfecture le	14/03/12
Affichée le	16/03/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

Nicole BIGAS

Vice-Présidente déléguée Culture et enseignements artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2010-3093 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques»,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de passer un marché pour l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande est passé avec la société SUD SERVICE, parc d'activités La Garrigue, B.P. 21 - 34171 Castelnau-le-Léz.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du planétarium Galilée, lot n° 1 : prestations journalières et hebdomadaires d'entretien et de nettoyage.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an, il peut être reconduit pour une période d'une année, pour une durée maximale de deux ans.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à minimum 20 000 € H.T / maximum 40 000 € H.T., les prestations étant rémunérées par application du bordereau des prix unitaires aux quantités Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2010-3093 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012 127
Reçue en Préfecture le	14.03.12
Affichée le	16.03.12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 09 MAR 2012

Nicole BIGAS

Vice-Présidente déléguée Culture et enseignements artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2010 - 3093 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de confier, à un prestataire qualifié les prestations d'études de maîtrise d'œuvre pour la réfection du dispositif d'éclairage des salles d'exposition temporaire du musée Fabre

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé sous procédure adaptée avec la Société ROSSIGNOL 3 Impasse Paul Rubens – 66750 SAINT CYPRIEN.

**ARTICLE 2** : Ce marché répertorié sous le n°2905DC12 s'élève à un montant de 16 150 € H.T. soit, 19 315.40 € T.T.C.

**ARTICLE 3** : Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle du marché est de 12 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice - Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010 - 3093 du 03 décembre 2010, portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-128
Transmise en Préfecture le	19/03/2012
Affichée le	23/03/2012
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

19.03.12

N. BIGAS

Présidente déléguée dans le « Domaine »  
Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°10704 du 29 février 2012 relative, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°2010 - 3093 du 03 décembre 2010 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDÉRANT** que la médiathèque Aimé Césaire, à Castelnau-le-Lez, a intégré le réseau des médiathèques de l'Agglomération en date du 1<sup>er</sup> janvier 2009,
- **CONSIDÉRANT** que la médiathèque Aimé Césaire ne dispose pas de salle d'animation,
- **CONSIDÉRANT** que la Ville de Castelnau-le-Lez propose à titre gratuit la mise à disposition de l'Espace Rencontres afin d'accueillir les animations notamment de la jeunesse de la médiathèque Aimé Césaire,
- **CONSIDÉRANT** la convention de mise à disposition gratuite de l'Espace Rencontres proposée par le Député-Maire de Castelnau-le-Lez, Monsieur Jean-Pierre GRAND,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition de l'Espace Rencontres situé à Castelnau-le-Lez est passée entre la Ville de Castelnau-le-Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : La mise à disposition est consentie à titre gracieux du mardi 20 mars 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 21 mars 2012 à 09h00, et du mardi 22 mai 2012 à 14h00 jusqu'au mercredi 23 mai 2012 à 09h00.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice - Présidente, est autorisée à signer la convention conformément à l'arrêté n°2010 - 3093 du 03 décembre 2010, portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012.129
Transmise en Préfecture le	19/03/12
Affichée le	23/03/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 19.03.12

N. BIGAS



Présidente déléguée dans le « Domaine »  
Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## CONVENTION DE PRET DE L'ESPACE RENCONTRES

**Nom et prénom de l'utilisateur**

MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE

Représentée par

Monsieur Jean-Pierre MOURE Président de la Communauté de l'Agglomération de Montpellier.

**Adresse**

Allée Rose de France – Place de l'Europe

34170 CASTELNAU-LE-LEZ

Tél : 04 67 02 78 85

**Date et nature de l'évènement :**

Mardi 20 Mars 2012 à 17 heures, Spectacle de Clown.

Mardi 22 Mai 2012 à 17 heures, Spectacle pour enfants

**Date de mise à disposition de la salle :** Le jour-même à 14 heures.

Les clés sont à récupérer le mardi avant 17 heures à l'accueil de l'Hôtel de Ville et doivent être restituées au plus tard le Mercredi 9 h 00.

**Montant de la location :** accordée à titre gracieux par Monsieur le Député-maire.

**La salle doit être rendue propre et rangée ainsi que les sanitaires**

Fait à Castelnau-le-Lez

Le 24 Février 2012.

Fait à Castelnau-le-Lez

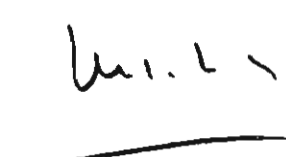
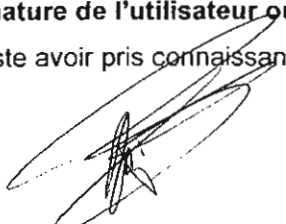
Le 24 Février 2012.

**Signature de l'utilisateur ou du responsable :**

Atteste avoir pris connaissance et signé le règlement

**Le Député- Maire :**

Jean-Pierre GRAND





Montpellier  
Agglomération



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Direction du Protocole

Nomenclature : 1.1

### Décision relative à l'Impression, façonnage et livraison de cartons d'Invitation

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain BARRANDON en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2010-3104 du 03/12/2010 portant délégation de signature à Monsieur Alain BARRANDON dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de faire Imprimé, façonner et livrer des cartons d'invitation pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Un marché à bon de commande est passé avec la société IMP'ACT IMPRIMERIE.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat et l'Impression, le façonnage et la livraison de cartons d'invitation pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31.12.2012. Le marché ne pourra pas être reconduit.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 20 000 € H.T minimum et 80 000€ H.T. maximum annuel. Cette dépense est prévue au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 023.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**ARTICLE 5** : Monsieur Alain BARRANDON Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3104 du 03/12/2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	2012-130
Reçue en Préfecture le	21/03/12
Affichée le	23/03/12
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 20/03/2012

M. Alain BARRANDON

Vice-président délégué à la Commission « Communication »



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°A2012-6 du 29 mars 2012</b> : Enquête publique du 23 avril au 25 mai 2012 portant sur la modification des délimitations des zones d'assainissement sur la Commune de Saussan	182
<b>Arrêté n°A2012-8 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Aslanian l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	184
<b>Arrêté n°A2012-9 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Barrandon l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	186
<b>Arrêté n°A2012-10 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Bonnal l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	188
<b>Arrêté n°A2012-11 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Breyse l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	190
<b>Arrêté n°A2012-12 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Breyse l'autorisant à signer l'ensemble des pièces comptables	192
<b>Arrêté n°A2012-13 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Castet l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	194
<b>Arrêté n°A2012-14 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Dudieuzère l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	196
<b>Arrêté n°A2012-15 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. H. Martin l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	198
<b>Arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. J. Martin l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	200
<b>Arrêté n°A2012-17 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Mailhé l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	202
<b>Arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Maurel l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	204
<b>Arrêté n°A2012-19 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Meissonnier l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	206
<b>Arrêté n°A2012-20 du 10 avril 2012</b> : Délégation de signature accordée à M. Meunier l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	208

<b>Arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Morales l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	210
<b>Arrêté n°A2012-22 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Pellet l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	212
<b>Arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Pouget l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	214
<b>Arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Subra l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	216
<b>Arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Valette l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	218
<b>Arrêté n°A2012-26 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Zylberman l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	220
<b>Arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Pastor l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	222
<b>Arrêté n°A2012-28 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Antoine-Santonja l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	224
<b>Arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Bigas l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	226
<b>Arrêté n°A2012-30 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Capuozzi-Boualam l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	228
<b>Arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Deloncle l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	230
<b>Arrêté n°A2012-32 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Mienville l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	232
<b>Arrêté n°A2012-33 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Qvistgaard l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	234

<b>Arrêté n°A2012-34 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Troadec-Robert l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	236
<b>Arrêté n°A2012-35 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Pouget l'autorisant à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	238
<b>Arrêté n°A2012-36 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Célié l'autorisant à signer les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur à 90 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	240
<b>Arrêté n°A2012-37 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Domecq l'autorisant à signer les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur à 90 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	242
<b>Arrêté n°A2012-38 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Nurit l'autorisant à signer les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur à 90 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	244
<b>Arrêté n°A2012-39 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Hémain l'autorisant à signer les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieur à 90 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	246
<b>Arrêté n°A2012-40 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Audon l'autorisant à signer les marchés inférieur à 90 000 € H.T. Formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances, aux mises en demeure	248
<b>Arrêté n°A2012-41 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Guittet l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	250
<b>Arrêté n°A2012-42 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Lassus l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	252
<b>Arrêté n°A2012-43 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Daniel l'autorisant à signer les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines "Culture, Enseignements Artistiques, Fêtes Populaires, Musée Lattara" d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T	254
<b>Arrêté n°A2012-44 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Larbey l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	256
<b>Arrêté n°A2012-45 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à Mme Caner l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	258
<b>Arrêté n°A2012-46 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Roubieu l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	260
<b>Arrêté n°A2012-47 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à Mme Célié l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 90 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités	262

<b>Arrêté n°A2012-48 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à Mme Le Vannier l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	264
<b>Arrêté n°A2012-49 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à Mme Gandreau l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	266
<b>Arrêté n°A2012-50 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Brice l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	268
<b>Arrêté n°A2012-51 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Renaud l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	270
<b>Arrêté n°A2012-52 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Pham l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	272
<b>Arrêté n°A2012-53 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Deligny l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	274
<b>Arrêté n°A2012-54 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à Mme Fuchs l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	276
<b>Arrêté n°A2012-55 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Lescuyer l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	278
<b>Arrêté n°A2012-56 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de fonction accordée à M. Barrandon pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres	280
<b>Arrêté n°A2012-57 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Ségura l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	282
<b>Arrêté n°A2012-58 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Abbou l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	284
<b>Arrêté n°A2012-59 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Audrin l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	286
<b>Arrêté n°A2012-60 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à M. Fraysse l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	288
<b>Arrêté n°A2012-61 du 10 avril 2012 :</b> Délégation de signature accordée à Mme Claverie l'autorisant à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à son domaine de compétence, toute décision relevant des délégations permanentes du Conseil au Président	290
<b>Arrêté n°A2012-73 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Gomez l'autorisant à signer les marchés d'un montant inférieur à 50 000 H.T., formalités de publicité, ouverture des plis, gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités, pour tous les marchés relevant de sa direction	292



<b>Arrêté n°A2012-74 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Nurit l'autorisant à signer les bons de commande émanant du pôle Développement Territorial dont le montant HT est > ou = à 50000 €	294
<b>Arrêté n°A2012-75 du 10 avril 2012 :</b> Délégation accordée à M. Nurit l'autorisant à signer les Ordres de services relatifs aux marchés émanant de son Pôle	296
<b>Arrêté n°A2012-76 du 10 avril 2012 :</b> Attestations de services faits relatifs aux marchés dont le montant HT est inférieur ou égal à 5000€ émanant du Pôle Développement Territorial	298
<b>Arrêté n°A2012-77 du 10 avril 2012 :</b> Attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Pôle Culture, Sports et Solidarité	300



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Enquête publique, modification zonage d'assainissement Commune de Saussan**

**A R R E T E**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-10 et R.2224-8,
- **VU** le code de l'environnement et notamment les articles R.123-6 à R.123-23 du code de l'environnement,
- **VU** le code de l'urbanisme notamment les articles L.123-1 et R.123-11,
- **VU** la décision n°E12000043/34 en date du 27 février 2012 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Jean-Paul De Roffignac, en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du zonage d'assainissement de la Commune de Saussan,
- **VU** la délibération n°9124 du Conseil de Communauté en date 24 septembre 2009 approuvant le zonage d'assainissement sur la Commune de Saussan,
- **VU** les dossiers à soumettre à l'enquête publique en vue de la modification de ce zonage, approuvés par délibération du Conseil de Communauté n°10589 du 20 décembre 2011,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>:**

Il est procédé à une enquête publique, d'une durée de 33 jours consécutifs, du 23 avril 2012 au 25 mai 2012, portant sur la modification des délimitations des zones d'assainissement sur la Commune de Saussan.

**ARTICLE 2**

Le commissaire enquêteur chargé de ce dossier est Monsieur Jean-Paul De Roffignac, cadre CCI Hérault retraité.

**ARTICLE 3**

Durant toute la durée de l'enquête, tel que précisé à l'article 1<sup>er</sup>, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet aux heures d'ouverture des bureaux de la mairie de Saussan à savoir du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 16h30 à 18h et le samedi de 10h à 12h.

Le siège de l'enquête est situé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les observations peuvent également être adressées par écrit à « Monsieur le Commissaire Enquêteur - Modification des zonages d'assainissement - Commune de Saussan », Communauté d'Agglomération de Montpellier 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

**ARTICLE 4**

Le commissaire- enquêteur, recevra les observations du public en mairie de Saussan le :  
Lundi 23 avril 2012 de 15h à 18h  
Mercredi 9 mai 2012 de 15h à 18h  
Vendredi 25 mai 2012 de 9h à 12h.

## ARTICLE 5

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par Monsieur le commissaire enquêteur qui transmettra l'ensemble, accompagné de ses conclusions, à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les 30 jours à compter de la clôture de l'enquête. Une copie du rapport sera transmise à Monsieur le Préfet.

Ce rapport pourra être consulté, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'en mairie de Saussan, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

## ARTICLE 6

Un avis au public sera publié par les soins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le département.

Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du même avis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et en mairie de Saussan. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Maire de Saussan.

## ARTICLE 7

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Maire de Saussan, le Commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-6
Transmis en Préfecture le	30.03.12
Affiché le	30.03.12
NOTIFIÉ LE	

N° ACTE : LMC 125715-AR

Fait à Montpellier le 29.03.12  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Michel ASLANIAN

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3096 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine « Innovation »,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3096 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine « Innovation ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Michel ASLANIAN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Michel ASLANIAN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,

- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ASLANIAN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel ASLANIAN et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-8
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LM0125808 AR - 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Alain BARRANDON

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain BARRANDON en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3104 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Alain BARRANDON dans le domaine « Communication »,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3104 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Alain BARRANDON dans le domaine « Communication ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Alain BARRANDON est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Alain BARRANDON est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,

- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain BARRANDON, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alain BARRANDON et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-9
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Acte n° UMC 125810 - AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Pierre BONNAL**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3092 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine « Personnel »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3092 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine « Personnel ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Pierre BONNAL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Pierre BONNAL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,



- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BONNAL et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-10
Transmis en Préfecture le	7 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC 125812 - AR-1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Thierry BREYSSE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n° 2010-3124 du 20 décembre 2010 attribué à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n° 2010-3124 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Thierry BREYSSE est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Thierry BREYSSE est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,

- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BREYSSE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-11
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACRENE UHC 125814. AR 11

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature à M. Thierry BREYSSE**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°2010-3124 du 20 décembre 2010 attribué à Monsieur Thierry BREYSSE,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°2010-3119 du 9 décembre 2010 attribué à Monsieur Thierry BREYSSE, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3119 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est attribuée à Monsieur Thierry BREYSSE à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BREYSSE les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE, de Monsieur Gilbert PASTOR et de Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE, de Monsieur Gilbert PASTOR, de Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-12
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 1100 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° - UMC 25816-AR-L1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Jean-Marcel CASTET**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marcel CASTET en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3102 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Jean-Marcel CASTET dans le domaine « Services Funéraires »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3102 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Marcel CASTET dans le domaine « Services Funéraires ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T., Monsieur Jean-Marcel CASTET est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-Marcel CASTET est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marcel CASTET, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Marcel CASTET et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-13
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° 01C 125 819. AR 11

Fait à Montpellier, le 2106 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Pierre DUDIEUZERE

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2ème Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3103 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine « Copropriétés »,
- **VU** la note de service n°2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3103 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine « Copropriétés ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Pierre DUDIEUZERE est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Pierre DUDIEUZERE est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

#### 3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.



3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DUDIEUZERE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-14
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LNC 125821 - AR 11

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012.  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Hervé MARTIN

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3086 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3086 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Hervé MARTIN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Hervé MARTIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

#### 3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé MARTIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé MARTIN et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-15
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N°

AMC 125023 AR 1-1

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Jacques MARTIN

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3094 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3094 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jacques MARTIN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jacques MARTIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques MARTIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jacques MARTIN et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-16
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MONTAUDO  
  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

ACTE N° UMC M5827 AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Richard MAILHE

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Richard MAILHE en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3106 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Richard MAILHE dans le domaine « Tourisme »,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3106 susvisé est abrogé.

- **ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Richard MAILHE dans le domaine « Tourisme ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Richard MAILHE est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Richard MAILHE est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

#### 3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Richard MAILHE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Richard MAILHE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.


**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-17
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° UIC M5829 AR 1A

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Pierre MAUREL

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3105 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3105 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Pierre MAUREL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Pierre MAUREL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.



3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.,
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre MAUREL, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre MAUREL et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-18
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 17 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 125831 AR - 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Jean-Luc MEISSONNIER**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3095 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Développement durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3095 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Développement durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FNA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-19
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 125833 - AR 14

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Cyril MEUNIER

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3089 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3089 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Cyril MEUNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril MEUNIER et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-20
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° 2MC 125 835 AR 11

Fait à Montpellier, le 10  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Christophe MORALES**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3084 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine «Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

— **ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3084 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine «Urbanisme et Politique Foncière ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Christophe MORALES est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Christophe MORALES est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,

- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe MORALES, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR. -

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christophe MORALES et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-21
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC 125 837 AR-11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Yvon PELLET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Yvon PELLET en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3097 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Yvon PELLET dans le domaine « Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la chasse et la pêche»,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3097 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Yvon PELLET dans le domaine « Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la chasse et la pêche». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Yvon PELLET est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Yvon PELLET est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,



- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yvon PELLET, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yvon PELLET et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-22
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° UMC M5839 AR - 1.1

Fait à Montpellier le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Louis POUGET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3091 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3091 susvisé est abrogé. — —

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Louis POUGET est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Louis POUGET est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,

- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Louis POUGET, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis POUGET et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-23
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le 10 AVR. 2012.  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Acte n° UMC25842 AR 11 - -

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Robert SUBRA

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3087 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010- 3087 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Robert SUBRA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Robert SUBRA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Robert SUBRA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Robert SUBRA et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-24
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC 125844 P.R.S.S

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Christian VALETTE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3088 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3088 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Christian VALETTE est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Christian VALETTE est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian VALETTE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian VALETTE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

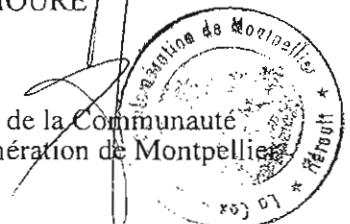
**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-25
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° UNC 12 5846 - AR 11

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Alain ZYLBERMAN**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain ZYLBERMAN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3100 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Alain ZYLBERMAN dans le domaine « Relations Internationales »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010- 3100 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Alain ZYLBERMAN dans le domaine « Relations Internationales ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Alain ZYLBERMAN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Alain ZYLBERMAN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.



3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain ZYLBERMAN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alain ZYLBERMAN et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-26
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 125849. AR. 1.1

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURET

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



10 AVR 2012

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Gilbert PASTOR

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3083 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3083 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Gilbert PASTOR est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Gilbert PASTOR est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-27
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

AG 2012

UNC 126855 AL. 111

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Délégation de fonction et de signature à Mme Danielle ANTOINE SANTONJA

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3101 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA dans le domaine « Protection des animaux, Fourrière animale »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3101 susvisé est abrogé.

- **ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA dans le domaine « Protection des animaux, Fourrière animale ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Danièle ANTOINE-SANTONJA et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-28
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 125858 . AR. A. A

Fait à Montpellier, le 14 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Nicole BIGAS

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3093 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3093 susvisé est abrogé. —

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Nicole BIGAS est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Nicole BIGAS est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,

- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nicole BIGAS, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nicole BIGAS et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-29
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N°

LMC/125859 .AR. A.A

Fait à Montpellier, le 10 AVRIL 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3098 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM dans le domaine « Insertion »,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3098 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM dans le domaine « Insertion ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.



3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-30
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC 125861 AR.11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Gabrielle DELONCLE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle DELONCLE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3099 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Gabrielle DELONCLE dans le domaine « Artisanat, Commerce»,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3099 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Gabrielle DELONCLE dans le domaine « Artisanat, Commerce». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Gabrielle DELONCLE est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Gabrielle DELONCLE est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gabrielle DELONCLE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

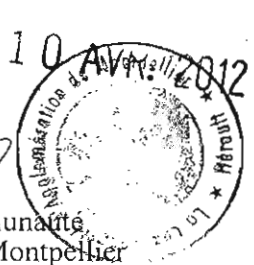
**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Gabrielle DELONCLE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-31
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 125863 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux-mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Pierrette MIENVILLE

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le Code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Pierrette MIENVILLE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3090 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Pierrette MIENVILLE dans le domaine « Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopole »,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3090 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Pierrette MIENVILLE dans le domaine « Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopole ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Pierrette MIENVILLE est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Pierrette MIENVILLE est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

#### 3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pierrette MIENVILLE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pierrette MIENVILLE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-32
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 125865 - AR 1.1

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à Mme Hélène QVISTGAARD**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Hélène QVISTGAARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3108 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Hélène QVISTGAARD dans le domaine « Voirie, Jalonnement »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3108 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Hélène QVISTGAARD dans le domaine « Voirie, Jalonnement ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Hélène QVISTGAARD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Hélène QVISTGAARD est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène QVISTGAARD, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène QVISTGAARD et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-33
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Acte n° LMC 125 867 AR 1.4

Fait à Montpellier, le 17 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Claudine TROADEC-ROBERT

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Claudine TROADEC-ROBERT en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3107 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Claudine TROADEC-ROBERT dans le domaine « Ecolothèque »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010-3107 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Claudine TROADEC-ROBERT dans le domaine « Ecolothèque ». Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Claudine TROADEC-ROBERT est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Claudine TROADEC-ROBERT est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.



3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine TROADEC-ROBERT, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claudine TROADEC-ROBERT et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-34
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC 125869-AR-1.1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

délégation de signature à Monsieur Louis Pouget

**A R R E T E**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-5 et L. 5211-9,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L.1337-2,
- VU la loi n°2010-1653 du 16 décembre 2010 portant réforme des Collectivités Territoriales et notamment son article 63,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT** qu'il est obligatoire d'autoriser le déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Monsieur Louis POUGET est habilité à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-3 <sup>5</sup>
Transmis en Préfecture le	25 AVR. 2012
Affiché le	26 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

29 MARS 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature à Mme Christel CELIE procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-836 du 17 mai 2011 portant délégation de signature pour les marchés relevant du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-836 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif aux formalités de publicité concernant les contrats publics.

**ARTICLE 3 :** Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines « Personnel ; Contentieux ; Affaires Juridiques ; Assurances et Archives ; Energies Nouvelles ; Bâtiments ; Moyens internes ; Finances ; Copropriétés ; Innovation ; Ressources Informatiques », délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif :

- 1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € H.T. et 90 000 € H.T. ;
- 2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs :
  - aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services ;
  - à 1 500 000 H.T. en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-36
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 126 1006 AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature à M. Jean-Jacques DOMEQ offres

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-837 du 17 mai 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-837 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines de la Culture, du Sport et de la solidarité (téléalarme et services funéraires), délégation est accordée à Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer tout document relatif :

- 1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € H.T. et 90 000 € H.T. ;
- 2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieurs :
  - aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du Code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services ;
  - à 1 500 000 H.T. en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-37
Transmis en Préfecture le	17 Avril 2012
Affiché le	17 Avril 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 Avril 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UHC 26108 AR L1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature M. Yves Nurit procédure marchés

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-839 du 17 mai 2011 portant délégation de signature à Monsieur Yves NURIT,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-839 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines du développement économique et de l'emploi, du foncier et de l'aménagement opérationnel ainsi que de l'urbanisme et de l'habitat, délégation est accordée à Yves NURIT à l'effet de signer tout document relatif :

- 1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € H.T. et 90 000 € H.T. ;
- 2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieurs :
  - aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services ;
  - à 1 500 000 H.T. en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-38
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Acte n° UMC M6MO AR 11

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature à M. Jean-Claude HEMAIN offres

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-838 du 17 mai 2011 portant délégation de signature concernant le Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-838 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines de l'Assainissement, de l'Eau, de la Lutte contre les inondations, des Transports et de la Voirie ainsi que de l'Environnement, délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

- 1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € H.T. et 90 000 € H.T. ;
- 2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et inférieurs :
  - aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du Code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services ;
  - à 1 500 000 H.T. en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-39
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Acte n° UMC 26M2 AR 1.1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de signature pour Mme Céline AUDON procédure marché**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le code des marchés publics en vigueur,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2010-3047 portant délégation de signature pour la Direction du Contrôle de Gestion,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°05-154 portant affectation de Madame Céline AUDON sur l'emploi de Directrice du Contrôle de Gestion,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3047 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Contrôle de Gestion, Evolution de l'EPCI » d'un montant inférieur à 90 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Céline AUDON à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline AUDON, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Caroline KNAPP, Directrice Adjointe du Contrôle de Gestion.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline AUDON et de Madame Caroline KNAPP, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-40
Transmis en Préfecture le	17 A 2012
Affiché le	17 Avril 2012
NOTIFIÉ LE	

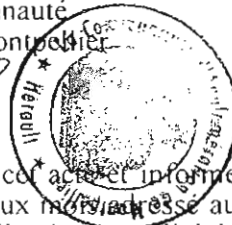
ACTE N° UNC 26M8 AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de signature à M. Thierry GUITTET procédure marché**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3052 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Sports,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,
- VU la note de service n°07-064 du 15 février 2007 portant affectation de Monsieur Thierry GUITTET sur l'emploi de Directeur des Sports,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3052 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Sports » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur René GUY, Directeur Adjoint des Sports.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur René GUY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, Directeur du Pôle Culture, Sports et Solidarité.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur René GUY, et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

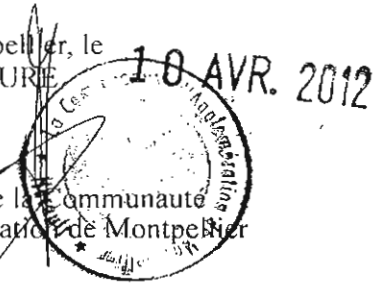
**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur René GUY, de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-41
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° - UMC 2620 AR. 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Gérard LASSUS procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3050 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction de la Téléalarme,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,
- VU la note de service n°12-650 du 15 décembre 2008 portant affectation de Monsieur Gérard LASSUS sur l'emploi de Directeur de la Téléalarme,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3050 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relatifs au domaine « Téléalarme » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, Directeur du Pôle Culture, Sports et Solidarité.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gérard LASSUS et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.



**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gérard LASSUS, et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-42
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTENR LHC 126122 AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Arrêté de délégation de signature à M. Marc DANIEL procédure marché**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-2330 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour la Direction de la Culture,
- VU la note de service n°2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,
- VU la note de service n°07-026 du 15 juillet 2011 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur de la Culture,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-2330 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Culture, Enseignements Artistiques, Fêtes Populaires, Site archéologique Lattara Musée Henri PRADES » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, Directeur du Pôle Culture, Sports et Solidarité.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et de Monsieur YVES NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-43
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N°

UMC M26/24 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Vincent LARBEY procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3053 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour l'écolothèque,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture Sports Solidarité,
- VU la note de service n°05-135 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Vincent LARBEY sur l'emploi de Directeur de l'écolothèque,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3053 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relatifs au domaine « Ecolothèque », d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € H.T., délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY, Directeur de l'Ecolothèque, à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour tous les marchés relevant de sa Direction, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent LARBEY et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent LARBEY, de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 1<sup>er</sup> est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-44
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UMC A26126 AR 1\_1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de signature à Mme Karine CANER procédure marché**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU l'arrêté n°2010-3054 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction du Développement économique et de l'emploi,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°05-121 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Karine CANER sur l'emploi de Directrice du Développement économique et de l'emploi,
- VU la note de service n°2009-10-527 du 15 octobre 2009 portant affectation de Monsieur Philippe Boulet sur l'emploi de Directeur Adjoint du Développement économique et de l'emploi.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3054 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Relations Internationales; Insertion ; Artisanat, Commerce ; Tourisme ; MMT développement économique et emploi » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Karine CANER à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Karine CANER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe BOULET, Directeur Adjoint du Développement économique et de l'emploi.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine CANER et de Monsieur Philippe BOULET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine CANER, de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-45
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UNC M6/M8 AR 1-1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Nicolas ROUBIEU procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3056 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur C sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2009-09-427 du 1<sup>er</sup> octobre 2009 portant affectation de Monsieur Nicolas ROUBIEU sur l'emploi de Directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- VU la note de service n°2009-09-455 du 24 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Bruno Le Roy sur l'emploi de Directeur adjoint de l'Urbanisme et de l'Habitat

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3056 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Politique de la Ville, Logement, Habitat ; Urbanisme » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Nicolas ROUBIEU à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.  
Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Nicolas ROUBIEU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Bruno LE ROY, Directeur Adjoint de l'Urbanisme et de l'Habitat.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ROUBIEU et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.



**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ROUBIEU, de Monsieur Bruno LE ROY et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-46
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Acte n° LMC 20120 AR 11

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à Mme Christel CELIE Innovation procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3057 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour les marchés relatifs au domaine « Innovation »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3057 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relatifs au domaine « Innovation » d'un montant inférieur à 90 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-47
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

ACTE N° UMC 126132 AR - 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Arrêté de délégation de signature à Mme Isabelle Le VANNIER procédure marché**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU l'arrêté n°2010-3058 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-226 du 18 mai 2005 portant affectation de Madame Isabelle LE VANNIER sur l'emploi de Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3058 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Copropriétés ; Energies Nouvelles ; Bâtiments et Moyens Internes hors Ressources Informatiques » d'un montant inférieur à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice Adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS, et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-48
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

AGEN<sup>N°</sup> LMC REN35 AR-1.1.

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal-administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à Mme Nathalie GANDREAU procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3060 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Finances,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-404 du 20 septembre 2005 portant affectation de Madame Nathalie GANDREAU sur l'emploi de Directrice des Finances,
- VU la note de service n°2009-07-371 du 1<sup>er</sup> juillet 2009 portant affectation de Monsieur Franck OLIVIE sur l'emploi de Directeur Adjoint de la Direction des Finances

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3060 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Finances » d'un montant inférieur à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Franck OLIVIE, Directeur Adjoint de la Direction des Finances.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU, de Madame Christel CELIE, et de Monsieur Franck OLIVIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-49
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 126/138 AR. 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de signature à M. Pierre BRICE procédure marché**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3061 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Informatiques,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°05-137 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Pierre BRICE sur l'emploi de Directeur des Ressources informatiques,
- VU la note de service n°09-286 du 25 mai 2009 portant affectation de Monsieur Philippe GIPPET sur l'emploi de Directeur adjoint des Ressources informatiques,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3061 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs à l'Informatique, d'un montant inférieur à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Philippe GIPPET Directeur adjoint des Ressources informatiques.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.



**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Philippe GIPPET et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-50
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 126 140 AR 111

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté de délégation de signature à M. Philippe RENAUD procédure marché**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3062 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3062 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaines « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives » d'un montant inférieur à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint des Marchés Publics, chacun dans son domaine de compétence.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Madame Laurence BONNET, de Monsieur Fabrice MOURET, et de Madame Christel CELIE, la délégation

définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-51
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVO 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le 17 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 126142 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Vinh PHAM procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-1497bis du 28 octobre 2011 portant délégation de signature pour la Direction des Ressources Humaines,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service n°11-491 du 13 octobre 2011 portant affectation de Monsieur Vinh PHAM sur l'emploi de Directeur des Ressources Humaines,
- VU la note de service n°2008-169 du 1<sup>er</sup> mars 2008 portant affectation de Monsieur Thomas MIZRAKI sur l'emploi de Directeur Adjoint des Ressources Humaines,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-1497 bis susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Personnel » d'un montant inférieur à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vinh PHAM, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Thomas MIZRAKI.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vinh PHAM et de Monsieur Thomas MIZRAKI, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CELIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vinh PHAM, de Monsieur Thomas MIZRAKI et de Madame Christel CELIE, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-52
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 126145-AR 11

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Christophe DELIGNY procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2-décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3063 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°05-128 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Christophe DELIGNY sur l'emploi de Directeur de la Prévention et de la Gestion des Déchets,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3063 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Environnement ; Protection des Animaux, Fourrière Animale » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Karl ABRAHAM, Directeur Adjoint de la Prévention et de la Gestion des Déchets.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christophe DELIGNY et de Monsieur Karl ABRAHAM, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions

à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christophe DELIGNY, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-53
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Accusé N° UHC 126147 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à Mme Florence FUCHS procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3064 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN sur l'emploi de Directeur Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°2009-12582 du 4 décembre 2009 portant affectation de Madame Florence FUCHS sur l'emploi de Directrice de l'Eau et de l'Assainissement,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2010-3064 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Assainissement et Eau ; Lutte contre les Inondations » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Florence FUCHS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Jean-Pierre MAGNANT, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Jean-Pierre MAGNANT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.



**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, de Madame Florence FUCHS et de Monsieur Jean-Pierre MAGNANT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS, de Monsieur Jean-Pierre MAGNANT, de Monsieur Jean-Claude HÉMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-54
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



AU 2012-54

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature à M. Georges LESCUYER procédure marché

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2010-3065 du 3 décembre 2010 portant délégation de signature pour la Direction des Transports et de la Voirie,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2009-12 581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAÏN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service n°05-129 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Georges LESCUYER sur l'emploi de Directeur des Transports et de la voirie,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3065 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Santé Handicap, Accessibilité et Gérontopôle ; Tramway, Transports, déplacements ; Voirie, Jalonnement » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ H.T., délégation est accordée à Monsieur Georges LESCUYER à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Georges LESCUYER à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges LESCUYER, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Monsieur Camel MAHDJOUB, Directeur Adjoint des Transports et de la Voirie.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges LESCUYER et de Monsieur Camel MAHDJOUB, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes

conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges LESCUYER, de Monsieur Camel MAHDJOUB, et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges LESCUYER, de Monsieur Camel MAHDJOUB, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-55
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

Acte N° LMC 126 151 AR-1 L

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Représentant de M. le Président à la CAO : M. Alain Barrandon**

### **A R R E T E**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain BARRANDON en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain ZYLBERMAN en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2010-3121 du 27 décembre 2010 désignant Monsieur Alain BARRANDON en qualité de représentant du président pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2010-3121 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Alain BARRANDON, Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la présidence de la Commission d'Appel d'offres. Dans ce cadre, Monsieur Alain BARRANDON est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 3** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

**ARTICLE 4** : Délégation est également accordée dans ce cadre à Monsieur Alain BARRANDON, dans tous les domaines de compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour procéder à l'ouverture des plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et des offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte, procédure dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain BARRANDON, les délégations prévues aux articles 2 et 3 et 4, sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Alain ZYLBERMAN.

**ARTICLE 6** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-56
Transmis en Préfecture le	17 A 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° LMC 126208 - AR - 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Délégation de fonction et de signature à M. Noël SEGURA

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3112 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine « Zones humides, étangs littoraux »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n° 2010- 3112 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine « Zones humides, étangs littoraux ». Cette délégation couvre toutes les attributions du président dans le domaine « Zones humides, étangs littoraux », et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Noël SEGURA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,

- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SEGURA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SEGURA et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-57
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE NO UCMG 210 AR. 1-1

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à M. Brahim ABBOU

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Brahim ABBOU en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3111 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Brahim ABBOU dans le domaine « Relations avec les pays de la Méditerranée Occidentale »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010- 3111 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Brahim ABBOU dans le domaine « Relations avec les pays de la Méditerranée Occidentale ». Cette délégation couvre toutes les attributions du président dans le domaine « Relations avec les pays de la Méditerranée Occidentale », et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Brahim ABBOU est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,



- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité.
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Brahim ABBOU, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Brahim ABBOU et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-58
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° LMC 126212 AR 12

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Délégation de fonction et de signature à M. Jean-François AUDRIN

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2ème Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n° 2010-3109 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Économie de proximité, Filières biologiques, circuits courts et maraîchage »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté de délégation n°2010- 3109 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Économie de proximité, Filières biologiques, circuits courts et maraîchage ». Cette délégation couvre toutes les attributions du président dans le domaine « Économie de proximité, Filières biologiques, circuits courts et maraîchage », et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,

- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-59
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° 2MC 26214 AR - 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de fonction et de signature à M. Michel FRAYSSE**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Michel FRAYSSE en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3110 du 3 décembre 2010 attribué à Monsieur Michel FRAYSSE dans le domaine « Patrimoine Remarquable »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010- 3110 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Michel FRAYSSE dans le domaine « Patrimoine Remarquable ». Cette délégation couvre toutes les attributions du président dans le domaine « Patrimoine Remarquable », et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Michel FRAYSSE est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

**3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :**

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,

- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

### 3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel FRAYSSE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel FRAYSSE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-60
Transmis en Préfecture le	17 AVR 2012
Affiché le	17 AVR 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° MC M6216 - AR - L L

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction et de signature à Mme Josette CLAVERIE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9869 du 2 décembre 2010 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°2010-3113 du 3 décembre 2010 attribué à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site Archéologique Lattara, Musée Henri Prades, Culture Occitane »,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°2010-3113 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine «Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane ». Cette délégation couvre toutes les attributions du président dans le domaine « Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane », et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Madame Josette CLAVERIE est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents ci-dessous :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,

- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 2 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Josette CLAVERIE, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Josette CLAVERIE et de Monsieur Gilbert PASTOR, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-61
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° UMC M2012 AR 11

Fait à Montpellier, le 17 AVR 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature à M. GOMEZ procédure marché**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2011-2280 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service n° 2012-03-63 d'avril 2012 portant affectation de Monsieur Eric GOMEZ sur l'emploi de Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-2280 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Politique Foncière et Aménagement Opérationnel » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ, Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.



**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-73
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Acte n° UNC 126 904 - AR. 11

Fait à Montpellier, le 10 Avril 2012  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature Bons de commande à M. NURIT inf à 50 000 €**

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-2279 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-2279 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les bons de commandes émanant de son pôle dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Nicolas ROUBIEU pour les bons de commandes d'un même montant émanant respectivement de la Direction du développement économique et de l'emploi, de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Yves NURIT et de Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Nicolas ROUBIEU chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-74
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N° UMC 20906 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



10 AVR. 2012



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature à M. NURIT pour les Ordres de services

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2011-2281 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour les ordres de services du Pôle Développement Territorial,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-2281 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les ordres de services émanant du Pôle Développement Territorial.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT délégation de signature est donnée à Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Nicolas ROUBIEU pour les ordres de services respectivement de la Direction du développement économique et de l'emploi, de la Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel et de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Yves NURIT et de Madame Karine CANER, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Nicolas ROUBIEU chacun dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur

ARRÊTÉ N°	A2012-75
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE NR UMC 126903 AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature au Pole DT pour les attestations de services faits

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-2278 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2011-2278 du 26 septembre 2011 susvisé est abrogé..

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Nicolas ROUBIEU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Bruno LE ROY.

**ARTICLE 3** : Délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO.

**ARTICLE 4** : Délégation est accordée à Madame Karine CANER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Développement économique et de l'emploi. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 5** : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T relatives aux marchés émanant du Pôle Développement Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée à Monsieur Nicolas ROUBIEU, Monsieur Eric GOMEZ, Madame Karine CANER, pour les attestations de services faits relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, de la Direction du Développement économique et de l'emploi.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, et de Monsieur Nicolas ROUBIEU, Monsieur Eric GOMEZ, Madame Karine CANER, chacun dans son domaine de compétence, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € H.T émanant du Pôle Développement Territorial, est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRÊTÉ N°	A2012-76
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

Fait à Montpellier le  
M. J.-P. MOURE

10 AVR. 2012

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



ACTE N° UHC 126910-AR 11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature au Pôle CSS attestations de services faits

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°06-489 du 27 juin 2006 portant affectation de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ sur l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU l'arrêté n°2011-2420 du 19 octobre 2011 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Département d'Art Dramatique, au Planétarium, à l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports, au Service Funéraire, au Service Téléalarme et aux Maisons d'Agglomération,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-2420 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien PRADE.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

**ARTICLE 4 :** Délégation est accordée à Monsieur Jean DEKYNDT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean DEKYNDT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc CHOINARD.

**ARTICLE 5 :** Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.



**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Monsieur Lionel PERNET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel PERNET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 8** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 9** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.


**ARTICLE 10** : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur René GUY.

**ARTICLE 11** : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T. relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

ARRÊTÉ N°	A2012-77
Transmis en Préfecture le	17 AVR. 2012
Affiché le	17 AVR. 2012
NOTIFIÉ LE	

ACTE N°- LNC 126913 - AR - 1.1

Fait à Montpellier, le 10 AVR. 2012  
M. J.-P. MOURE  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 4**  
**MARCHES**

**MANDATAIRES DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**LISTE DES MARCHES  
CONCLUS  
ANNEE 2011**

LISTE DES MARCHES - article 133 du Code des Marchés Publics

SEUILS DE 20 000 € à 90 000 € HT

TRAVAUX

DATE	OPERATION	MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
17/01/2011	EXTENSION AQUARIUM MARE NOSTRUM	2257T1101-fourniture et pose matériel audiovisuel	I.E.C.	63 293,75 €	75 699,33 €
01/02/2011	EXTENSION AQUARIUM MARE NOSTRUM	2257T1102-contrôle d'accès	ELISATH	25 171,00 €	30 104,52 €
24/05/2011	EXTENSION AQUARIUM MARE NOSTRUM	2257T1103-marché complémentaire lot 14 électricité	SOMITEG	28 768,00 €	34 406,53 €
01/08/2011	UNITE DE METHANISATION	2124T1103 - Dépollution Hall 7 Pompage Boues	EMTS	23 058,00 €	27 577,37 €

SEUILS DE 90 000 € HT aux seuils formalisés

TRAVAUX

DATE	OPERATION	MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
20/08/2011	AQUARIUM MARE NOSTRUM	2257T1104-Reprise des panoplies et des filtres	COUTANT SAS	100 379,60 €	120 054,00 €
08/07/2011	UNITE DE METHANISATION	2124T1102 - Dépollution Hall 7	EMTS	148 350,00 €	177 426,60 €
26/07/2011	UNITE DE METHANISATION	2124T1101 - Décontamination Hall 7	AAD PHENIX	153 295,75 €	183 341,72 €

SEUILS FORMALISES

Néant

LISTE DES MARCHES - article 133 du Code des Marchés Publics

SEUILS DE 20 000 € à 90 000 € HT

TRAVAUX

néant

SERVICES

DATE	OPERATION	MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
18/10/2011	QUARTIER GARE T.G.V.	2920S1101-études d'impact	BURGEP	21 570,00 €	25 797,72 €
16/11/2011	QUARTIER GARE T.G.V.	2920S1103-études hydrauliques(*)	EGIS EAU	70 000,00 €	83 720,00 €
29/11/2011	QUARTIER GARE T.G.V.	2920S1104-études programmation commerciale	BERENICE	43 800,00 €	52 384,80 €

SEUILS DE 90 000 € aux seuils formalisés

SERVICES

DATE	OPERATION	MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
18/10/2011	QUARTIER GARE T.G.V.	2920S1102-analyse projet urbain - schéma directeur(*)	SITETUDES	100 000,00 €	119 600,00 €

TRAVAUX

DATE	OPERATION	MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
12/10/2011	HANGAR AEROPORT	2930T1101 - Travaux de réfection de l'étanchéité	SMAC ACIEROID	158 088,00 €	189 073,25 €

(\*) - marchés à bons de commande - montant mentionné est égal au montant maximum

SEUILS FORMALISES

Néant

**MANDATAIRES DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**LISTE DES MARCHES  
CONCLUS  
ANNEE 2011**

# LISTE DES SERVICES POUR LE MANDAT TW3 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
3.402	863	13/01/2011	L'ART EN CIEL	34570	Evénement Laisac Alimentation électrique	S.EVEN	6 396,30
3.417	315	21/02/2011	ATELIER ALAIN PRAS	75012	Réalisation d'une maquette Citadis 302	S.ART	11 500,00
3.422	869	04/03/2011	VECTUEL - TIT 3M869	92110	Insertion éléments complémentaires sur projet de modélisation	S.COMM	12 950,00
3.432	863	30/03/2011	L'ART EN CIEL	34570	Révélation Design' ligne 4 Prestation complète de l'événement	S.EVEN	10 870,00
3.437	162	18/04/2011	AS.ARCHITECTURE-STUDIO	75012	Assistance architecturale pour aménagement station Picasso	S.MOE	14 960,00
3.440	863	18/04/2011	MEIER Christophe	30250	Conférence de Presse Ligne 4 Mise en forme et impression dossier	S.EVEN	4 180,00
3.443	871	21/04/2011	ALGECO	71009	Location de 2 salles de 30m² et d'un module de 15m pour formation	S.EXPL	14 268,80
3.462	861	19/05/2011	PRIVATE JET CHARTER	34075	Déplacement à La Rochelle location jet pour 19 personnes	S.COMM	11 500,00
3.483	863	28/06/2011	TRATEUR GRAND	34070	Arrivée 1ere rame tramway Ligne 3 Prestations traiteur	S.EVEN	4 056,40
3.499	863	11/07/2011	ENJOY MONTPELLIER	34026	Stand Foire Internationale Octobre 2011	S.EVEN	8 588,00
3.509	162	10/08/2011	GINGER ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES	34058	Etude pour aménagement accès Sanofi	S.MOE	4 800,00
3.536	863	04/10/2011	COLOR 36	36320	Agendas 2012 format 9x16,5 cm dos carré	S.EVEN	6 150,00
3.544	863	07/10/2011	ETIC	13016	Accueil du 7 au 17 octobre 2011 pour la Foire Internationale	S.EVEN	4 320,00
3.610	863	23/11/2011	G2M	07134	Devoilé du design de la ligne 4 le 22/12/11 Boules de Noël	S.EVEN	4 960,00
3.607	863	23/12/2011	CORALYS	34000	Réalisation de l'événementiel dévoilé de la ligne 4	S.EVEN	18 425,80
							138 925,30

# Etat des MAPA par groupe de famille et tranche de montant

## LISTE DES FOURNITURES POUR LE MANDAT TW3 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
3.459	215	16/05/2011	DELAHAYE INDUSTRIES	44860	Equipement matériel d'hygiène et de sécurité du CEMH	F.EXP	12 661,20
3.460	215	16/05/2011	AMI (AUTO MONTPELLIER INDUSTRIE)	34073	Equipement de Mobilier technique au CEMH	F.EXP	16 852,30
3.486	215	30/06/2011	DUBOIS	34078	Equipements en servantes et outillages à main pour 5 agents	F.EXP	9 574,55
3.527	215	26/09/2011	CAR-O-LINER	91210	Equipements de redressage de châssis tramway et bus CEMH	F.EXP	17 000,00
3.547	215	11/10/2011	BAURES	34009	Equipements en matériels d'accessibilité aux rames	F.EXP	8 306,64
3.548	215	11/10/2011	ECHELLE 34	34430	Equipements en matériels d'accessibilité aux rames	F.EXP	4 992,00
3.561	215	02/11/2011	BAURES	34009	Plateformes amovibles pour travaux en toiture de bus	F.EXP	7 248,26
							76 634,95

MAPA compris entre 20 000 et 49 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
3.474	215	21/06/2011	LAPOUYADE	42704	Fourniture et installation de Rayonnages et de Plateforme CEMH	F.EXP	41 991,00
							41 991,00



# LISTE DES TRAVAUX POUR LE MANDAT TW3 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
3.411	225	11/02/2011	AI CONSTRUCTION	34080	Chantier : Local technique Hôtel de Ville	TRAVAU	14 446,07
3.450	212	04/05/2011	ERDF MONTPELLIER	34926	Mise en souterrain du réseau ERDF dans la rue Barthélemy	TRAVAU	17 138,41
3.456	827	11/05/2011	AI CONSTRUCTION	34080	Reprise du mur de clôture milieu à la Cité Astruc	TRAVAU	12 717,80
3.466	827	07/06/2011	THYSSENKRUPP	34070	Fourniture et pose d'un portail coulissant SAFIR	TRAVAU	16 170,00
3.471	212	15/06/2011	LOOMIS France	69140	Prestations de vidage et de changement de 114 DAT	TRAVAU	6 600,60
3.475	827	28/06/2011	AI CONSTRUCTION	34080	Avenue de Lodève - Renfort d'un mur de soutènement	TRAVAU	5 205,00
3.532	213	27/09/2011	CLOTURES ET CONCEPTS	34820	Clôtures des bassins Sud du CEMH	TRAVAU	4 207,50
3.543	827	06/10/2011	AI CONSTRUCTION	34080	Reprise de Maçonnerie av de Lodève - Mme Lala	TRAVAU	10 287,96
3.554	213	20/10/2011	SOTRA NASA	66000	Travaux de Maçonnerie sur Chambre FT : Secteur C	TRAVAU	12 115,34
3.569	827	16/11/2011	CIFOEX	34000	Remplacement d'une croix électronique pour la pharmacie Privat	TRAVAU	5 080,00
3.584	212	02/12/2011	SOTKON	31240	Réparation de 4 conteneurs endommagés suite aux intempéries	TRAVAU	6 769,60
3.597	213	15/12/2011	SOTRA NASA	66000	Consultations pour des ouvrages de Génie Civil	TRAVAU	5 642,53
3.600	213	15/12/2011	VOA (VOIRIE OUVRAGES D'ART)	34085	Mise à la cote chambre France Telecom sur Tram L3 Gambetta	TRAVAU	12 678,91
							129 059,72

MAPA compris entre 90 000 et 134 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
C3.82A/12	82A	17/08/2011	MAIRIE DE MONTPELLIER	34000	Reconstruction centre culturel Avicenne	TRAVAU	95 738,10
							95 738,10

# Etat des MAPA par groupe de famille et tranche de montant

LISTE DES SERVICES POUR LE MANDAT L5 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
8.008	831	10/06/2011	STELLA COMMUNICATION	34000	Concertation ligne 5 Charte graphique + Création	S.CONC	10 370,00
8.011	831	22/07/2011	STELLA COMMUNICATION	34000	Ligne 5 complètement au devis Conception et développement	S.CONC	7 770,52
8.018	831	15/12/2011	MIDI MEDIA	34438	Achat d'espace 4x4 8-11-15-18-22-25-29 janvier 2011	S.CONC	8 025,23
8.017	831	20/12/2011	LA GAZETTE DE MONTPELLIER	34960	Réservation espaces - La Gazette concertation	S.CONC	5 820,00
							31 985,75

MAPA compris entre 20 000 et 49 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
8.012	112	14/09/2011	EGIS ENVIRONNEMENT	31131	Etude sur l'air - Etat initial et simulations	S.RECO	35 894,00
8.020	113	16/12/2011	ACOUPLUS	38000	Réal° étude acoustique dans corridor L5	S.ENVI	30 230,00
8.021	114	16/12/2011	ALYCESOFRECO	69003	Réalisation de compages directionnels de véhicule	S.CLIE	20 004,00
							86 128,00

MAPA compris entre 20 000 et 49 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
D80-3.826	826	28/02/2011	GRANIER ANDRE	34500	Frais expertise Saunerie / Michel	S.FONC	36 980,65
3.426	315	14/03/2011	ALSTOM	59590	Tramway L3 - Pièces de rechange MR	S.ART	30 008,88
3.480	863	28/06/2011	L'ART EN CIEL	34570	Spéciale Inaugural Dévoilé de la 1ere rame L3	S.EVEN	29 850,00
3.484	315	30/06/2011	SAFRA - TIT - M3.315.045	81000	MISE EN PEINTURE DES BARRES DE MAINTIEN DE 9 RAMES	S.ART	28 318,00
3.485	315	30/06/2011	SELLERIE NIETO - TIT - M3.315.044	34690	REGARNISSAGE DE L'ENSEMBLE DES GAULETTES DE SIEGES	S.ART	27 618,72

# Etat des MAPA par groupe de famille et tranche de montant

## LISTE DES SERVICES POUR LE MANDAT TW4 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	DECO ADER	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
4.191	869	10/01/2011			34430	Mondial 98 : intégration de la station sur tous les supports d'infos	S.COMM	9 674,00
								9 674,00

# Etat des MAPA par groupe de famille et tranche de montant

## LISTE DES TRAVAUX POUR LE MANDAT TW2 du 01/01/2011 au 31/12/2011

MAPA compris entre 4 000 et 19 999,99 € HT

N° BC	OT	Date BC	Libellé	CP	Objet du MAPA	Famille	Mt HT
2.1078	48A	02/02/2011	SARL ETS. M. BERTUCCI	34400	Réalisation d'un cheminement piéton station Victoire	TRAVAU	12 000,00
2.1083	71X	11/02/2011	SOMES	34071	Mise en place d'un séparateur à hydrocarbures	TRAVAU	10 650,00
							22 650,00

312



## Transports de l'agglomération de Montpellier

### LISTE DES CONTRATS CONCLUS

La consultation du(des) contrat(s) peut être effectuée à l'adresse de l'organisme acheteur.

Entre le : 01/01/11 et 31/12/11

#### Pour des Travaux

Pour la tranche supérieure ou égale à 90 000 et inférieure à 4 845 000 € HT

N° Contrat	Objet	Attribuaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
03526	BATIMENT JUVIGNAC OPERATION TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.526	Groupeement solidaire AIC / TECHNICFER 34080 MONTPELLIER	292 000,00	18/05/11
03487	TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT - PHASE 2 OPERATION TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.487	Groupeement solidaire SCREG SUD EST / AXIMUM 34740 VENDARGUES	350 000,00	14/02/11
03512	REPOSE OEUVRE D'ART ERNEST GRANIER TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.512	CMR SA CONSTRUCTIONS METALLIQUE RICHARD 44330 LA CHAPELLE HEULIN	398 033,29	23/02/11
3.315	TRAVAUX PREPARATOIRES D'EQUIPEMENTS OPERATION TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.486	SPIE 34430 SAINT JEAN DE VEDAS	1 400 000,00	01/04/11



## Transports de l'agglomération de Montpellier

### LISTE DES CONTRATS CONCLUS

La consultation du(des) contrat(s) peut être effectuée à l'adresse de l'organisme acheteur.

Pour des Services				
Pour la tranche supérieure ou égale à 90 000 et inférieure à 193 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attribuaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
03315	MISE AU DESIGN LIGNE 4 - CARROSSERIE TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.315	SA SAFRA 81000 ALBI	136 119,17	04/07/11
038622	PERSONNEL INTERIMAIRE OPERATION TRAMWAY LIGNE 3 - 3.862.2	PIL'EMPLOI 34080 MONTPELLIER	185 000,00	03/01/11
038623	PERSONNEL INTERIMAIRE OPERATION TRAMWAY LIGNE 3 - 3.862.3	PIL'EMPLOI 34080 MONTPELLIER	190 000,00	26/12/11
03868	CONCEPTION DE DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES TRAMWAY LIGNE 3 - OT 3.868	ETUDES & CARTOGRAPHIE 59800 LILLE	190 000,00	07/07/11



## Transports de l'agglomération de Montpellier

### LISTE DES CONTRAITS CONCUS

La consultation du(des) contrat(s) peut être effectuée à l'adresse de l'organisme acheteur.

Entre le : 01/01/11 et 31/12/11

Pour des Services				
Pour la tranche supérieure ou égale à 193 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
08.111.02	TOPOGRAPHIE OPERATION TRAMWAY LIGNE 5	Groupeement solidaire BILICKI / SIRAGUSA / OPSIA 34080 MONTPELLIER	2 200 000,00	16/08/11
08.131.1	MAITRISE D'OEUVRE OPERATION TRAMWAY LIGNE 5	Groupeement solidaire EGIS RAIL / ANTOINE GARCIA DIAZ / ATELIER VILLES ET PAYSAGES / INCEROP 69006 LYON	17 285 344,00	25/08/11

2011 - Marchés de travaux de 4 000 à 19 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2536T11.1	MAS DE ROCHER PLANTATIONS	UPEE 7	34130	SAINT AUNES
2640B11	TRAVAUX AMENAGEMENT SALLES EXPO O. REDON LOT 2 FABRICATION & MISE EN OEUVRE SIGNALÉTIQUE INTERIEURE	L ATELIER	13420	GEMENOS
2647B11	REVISION COMPLETE COUPOLE PISCINE VIVES LOT 2 MOTO REDUCTEUR	ETDE IMATEC	59118	WAMBRECHIES
2669DC11	TRAVAUX REFECTION FACADE NORD CRR CANDOLLE	SBPR STE BATIM PIERRES RESTAUR	34500	BEZIERS
2680UA11	DEMOLITION AGRIFLOR	LOCAPACA (C B T P)	34800	ASPIRAN
2706UA11	DEMOLITION MAISON A COURNONTERRAL	MADE TRAVAUX	34000	MONTPELLIER



2011 - Marchés de travaux de 20 000 à 49 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2477T11	ST GEORGES DORQUES-CREATION POSTE REFOULEMENT ROUTE DE MURVIEL	LYONNAIS DES EAUX FRANCE	30240	LE GRAU DU ROI
2499B11	REMISE A NIVEAU ELEVATEUR BAT JUNON LOT 2 : REMPLACEMENT ELEVATEUR HANDICAP	PACA ASCENSEURS SERVICES	13170	LES PENNES MIRABEAU
2507T10	REMPLACEMENT BAC TAMPON PISCINE JEAN VIVES	PROTECHFLUX	34270	CLARET
2517MG10	DEMOLITION DOMAINE DE VIVIER	VOLPIERE	30230	BOUILLARGUES
2585B11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 2	MENUISERIE E CARDONNET	34270	SAINT MATHIEU DE TREVIER
2585C11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 3	J F CORTINA	34080	MONTPELLIER
2585E11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 5	CSS - CONCEPT SERRURERIE SERVICE	34290	ALIGNAN-DU-VENT
2585I11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 9	VIP PLUS	34170	CASTELNAU LE LEZ
2633T11	REMPLACEMENT AUTOMATES DE REGULATION STADE YVES DU MANOIR	BOISSON	34130	MUDAISON
2633T11	REMPLACEMENT AUTOMATES DE REGULATION STADE YVES DU MANOIR	KIEBACK ET PETER	13790	ROUSSET
2647A11	REVISION COMPLETE COUPOLE VIVES LOT 1 REMPLACEMENT RAILS	ETDE IMATEC	59118	WAMBRECHIES
2657DC11	TX ELECTRICITE ET PEINTURE MEDIATHEQUE LORCA, ROUSSEAU ET SHAKESPEARE	SM SYSTEMES	34110	FRONTIGNAN
2678DC11	HABILLAGES MURS SALLE EXPOSITION MEDIATHEQUE GIONO	PLASTIC BOIS	13646	ARLES CEDEX
2697DC11	TRAVAUX PAYSAGERS BONNIER DE LA MOSSON	SARIVIERE	34970	LATTES

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2700MG11	REFECTION SOLAIRE THERMIQUE PISCINE NEPTUNE	LA COMPAGNIE DU SOLAIRE	34980	ST GELY DU FESC
2705DC11	TRAVAUX AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS MEDIA THEQUE GIOONO	FOUGASSE TP	34071	MONTPELLIER

2011 - Marchés de travaux de 50 000 à 89 999,99 € ht

Marché numero	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2253111	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 9 PLATRERIE PLAFONDS SUSPENDUS	PEINTURES ANDRE PAPERON	30900	NIMES
2253111	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 9 PLATRERIE PLAFONDS SUSPENDUS	SODAC 30	30900	NIMES
2457T11	REMPLACEMENT PARTIE VENTILLO CONVECTEUR	VIP PLUS	34170	CASTELNAU LE LEZ
2499A11	REMISE A NIVEAU TECHNIQUE ELEVATEURS BATIMENT JUNON LOT 1 : 2 ELEVATEURS	PACA ASCENSEURS SERVICES	13170	LES PENNES MIRABEAU
2536T11	TRAVAUX DE TERRASSEMENT POST FOUILLES ARCHEOLOGQUES	CAZAL	11410	SALLES SUR L HERS
2644T11	REMPLACEMENT DISPOSITIF CHAUFFAGE ET CLIMATISATION MEDIATK PIGNAN	CEGELEC SUD EST	34965	MONTPELLIER CEDEX 2
2660T11	RENOVATION ETANCHEITE TOITURE PISCINE A. JANY A JACOU	ETI	34742	VENDARGUES CEDEX
2692DC11	TRAVAUX ET ENTRETIEN VOIRIES ET RESEAUX BATIMENTS CULTURELS	SCREG SUD EST	34202	SETE CEDEX
2695DC11	TRAVAUX PLATRERIE - PEINTURE - PAPIERS PEINTS BATIMENTS CULTURELS	CORNIL	34820	TEYRAN

37  
1  
2011

2011 - Marchés de travaux de 90 000 à 132 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2263H11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 8 EQUIPEMENT VESTIAIRES SANITAIRES	SUFFIXE (GALILEE)	70190	RIOZ
2460T11	PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES EAU POTABLE EAU POTABLE	BILUCKI-DHOMBRES OSMO	34080	MONTPELLIER
2574T11	REMPLACEMENT DES AUTOMATES DE REGULATION MEDIATHEQUE E.ZOLA	KIEBACK ET PETER	13790	ROUSSET
2574T11	REMPLACEMENT DES AUTOMATES DE REGULATION MEDIATHEQUE E.ZOLA	MH2S	95230	SOISY SOUS MONTMORENCY
2640A11	TRAVAUX AMENAGEMENT SALLES EXPO O. REDON LOT 1 AMENAGEMENT SPATIAL	L ATELIER	13420	GEMENOS

2011 - Marchés de travaux de 133 000 à 205 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2253BISD11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES RELANCE LOT 4 VETURE	MONTTELIMAR FAÇADES GARD	26130	ST PAUL TROIS CHATEAUX
2634T11	MAINTENANCE ET TRAVAUX BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	CEGELEC SUD EST	34965	MONTPELLIER CEDEX 2

2011 - Marchés de travaux de 206 000 à 999 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2006B11	TRAVAUX FERRONERIE SUR POINTS PROPRETE	TAM	34190	GANGES
2253B11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 2 STRUCTURE METALLIQUE	CABROL CONSTRUCTION METALLIQUE	81206	MAZAMET CEDEX
2253C11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 3 ETANCHEITE	SMAC	31017	TOULOUSE CEDEX 2
2253E11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 5 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	LABASTERE 31	34130	ST AUNES
2253G11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES BOIS	SAS CARAYON	34500	BEZIERS
2253J11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 10 CARRELAGE FAIENCE	SNIDARO	21800	SENNECEY LES DIJONS
2253K11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 11 COURANTS FORTS ET FAIBLES	ENERGYS	34130	MAUGUIO
2253L11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 12 TRAITEMENT DEAU	HERVE THERMIQUE	37301	JOUE LES TOURS CEDEX
2253M11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES A LATTES LOT 13 PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE	MULTITEC	34470	PEROLS
2259T11	RACCORDEMENT EAU USEES AUTOROUTE ASF STATION EPURATION FABREGUES	SOGEA SUD DIRECTION HYDRAULIQUE	34078	MONTPELLIER CEDEX 2
2351B1ST10	TRAVAUX MUSEOGRAPHIE ET SCENOGRAPHIE MHFA RELANCE LOT 20	GROUPEMENT JOULIE TP- SOTEM	34660	COURNONSEC
2448B11	TRAVAUX AMENAGEMENT ENTRETIEN VOIRIE LOT 2	AXIMUM SO MA RO	13655	ROGNAC CEDEX
2448C11	TRAVAUX AMENAGEMENT ENTRETIEN VOIRIE LOT 3	UPEE 7	34130	SAINT AUNES
2479T11	SYSTEME DE JALONNEMENT DYNAMIQUE PARKINGS MONTPELLIER	OPTIFIB	37260	MONTS

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2498T11	CONSTRUCTION DALLES BETON SOUS POINT APPORT	SOLATRAG	34302	AGDE CEDEX
2539T11	REFECTION SURFACE DE JEU STADE DE LA MOSSON A MONTPELLIER	ISS ESPACES VERTS	59290	WASQUEHAL
2540T11	REFECTION ECLAIRAGE DE L'AIRE DE JEU STADE MOSSON A MONTPELLIER	MULTTEC	34470	PEROLS
2546T11	AMENAGEMENTS PAYSAGERS MAS ROCHET NOUVELLEMENT AVENUE GEORGES FRECHE	UPEE 7	34130	SAINT AUNES
2559T11	RACCORDEMENT EAUX USEES ASF A STEP DE FABREGUES	SOGEA EHTP	34078	MONTPELLIER CEDEX 2
2585A11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 1	BALBOA FRERES	34790	GRABELS
2585D11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 4	JLC PEINTURES	34000	MONTPELLIER
2585F11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 6 - TRAITEMENT DE L'AIR, PLOMBERIE	MULTTEC	34470	PEROLS
2585G11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 7 - ELECTRICITE	MULTTEC	34470	PEROLS
2585H11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 8	SPORT ENVIRONNEMENT LAQUET	34000	MONTPELLIER
2585J11	TRAVAUX AMENAGEMENT & ENTRETIEN BATIMENTS SPORTIFS - LOT 10	CHAUVEROCHE	34970	LATTES
2609T11	REMPACEMENT DU GROUPE FRIGORIFIQUE DE L' OPERA COMEDIE	BOISSON	34130	MUDAISON
2667T11	MAITRISE D'OEUVRE PARTIELLE TRAVAUX MUSEOGRAPHIE MHFA	ARSCENES	34000	MONTPELLIER
2667T11	MAITRISE D'OEUVRE PARTIELLE TRAVAUX MUSEOGRAPHIE MHFA	STUDIO K	75011	PARIS 11
2667T11	MAITRISE D'OEUVRE PARTIELLE TRAVAUX MUSEOGRAPHIE MHFA	CL DESIGN	75018	PARIS

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2667T11	MAITRISE D'OEUVRE PARTIELLE TRAVAUX MUSEOGRAPHIE MHFA	MDA	75020	PARIS



2011 - Marchés de travaux de 1 000 000 à 2 999 999,99 € ht

Marché numero	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2253A11	CONSTRUCTION PISCINE LES MEREIDES LATTES LOT 1 GROS OEUVRE	SOGEA SUD	34078	MONTPELLIER CEDEX 3
2448A11	TRAVAUX AMENAGEMENT ENTRETIEN VOIRIE LOT 1	COLAS MIDI MEDITERRANEE	34430	SAINT JEAN DE VEDAS
2563E11	CASTRIES - AMENAGEMENT CASIER N° 1 - LOT 5 COUVERTURE DEFINITIVE DU CASIER	CROZEL TP	30900	NIMES
2639T11	REAHAB DU RESEAU UNITAIRE RENOVATION DU RESEAU EAU POTABLE RUE FAUBG BOUTONNE	EHTP (ENTREPRISE HYDRAULIQUE ET	13103	SAINT ETIENNE DU GRES

2011 - Marchés de travaux de 3 000 000 à 5 149 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2360T11	TRAVAUX VOIRIE MISE EN ACCESSIBILITE RESEAUX BUS	COLAS MIDI MEDITERRANEE	34430	SAINT JEAN DE VEDAS
2556A11	TRAVAUX ASSAINISSEMENT COMMUNES DE FABREGUES, LAVERUNE, LATTES & PEROLS	SCAM TP/SOLATRAG/SPIE BATIGNOLLES PETAVIT/BEC FRERES	31380	GARIDECH
2556B11	TRAVAUX ASSAINISSEMENT COMMUNES DE CASTELNAU, CLAPIERS, JACOU ...	SCAM TP/SOLATRAG/SPIE BATIGNOLLES PETAVIT/BEC CONSTRUCTIONS	31380	GARIDECH
2556C11	TRAVAUX COURANT ASSAINISSEMENT BAILLARGUES, CASTRIES, BEAULIEU	FAURIE BRAULT	34130	ST AUNES
2556D11	MONTPELLIER - TRAVAUX COURANT ASSAINISSEMENT	SOGEA SUD EHTP SADE CGTH MALET	34078	MONTPELLIER CEDEX 2

2011 - Marchés de travaux de 5 150 000 € ht et +

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2232T11	MANDAT MAITRISE REALISATION DE LA 5ème LIGNE TRAMWAY	TAM	34072	MONTPELLIER

2011 - Marchés de fournitures de 4 000 à 19 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2362TERH10	ACHAT RESSOURCES NUMERIQUE RESEAU MEDIATHEQUE RELANCE LOT 8	LAVOISIER DATEC	94236	CACHAN
2362D10	RESSOURCES NUMERIQUE RESEAU MEDIATHEQUE LOT 4 PRESSE A DISTANCE	EBSCO ROWECOM FRANCE SAS	94110	ARCUEIL
2363C11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 3	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363O11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 15	LIBRAIRIE MUSICALE INTERNATIONAL	13006	MARSEILLE
2363R11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 18	BIBLIOTECA LIBRAIRIES PRIVAT	87020	LIMOGES
2463B11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 2 SIEGES ADMINISTRATIFS	AB STRUCTURES	34070	MONTPELLIER
2463BISD11	FOURNITURE INSTALLATION MOBILIERS EQUIPEMENT MEDIATHEQUE J. GIONO A PEROLS	RBC MOBILIER	30660	GALLARGUES LE MONTUEUX
2463BISJ11	FOURNITURE INSTALLATION MOBILIERS EQUIPEMENT MEDIATHEQUE J. GIONO A PEROLS	ECODIM	34130	MAUGUIO
2509B10	CREATION ACCES PMR REFLECTION ESPACES COMMUNS - MISE EN PLACE CONTROLE ACCES	PEVRE PHILIPPE	34230	PAULHAN
2509C10	CREATION ACCES PMR REFLECTION ESPACES COMMUNS MISE EN PLACE CONTROLE ACCES	ALPHA DECOR	34070	MONTPELLIER
2509D10	CREATION ACCES PMR REFLECTION ESPACES COMMUNS MISE EN PLACE CONTROLE ACCES	JPC MENUISERIE	34830	JACOU
2509E10	CREATION ACCES PMR REFLECTION ESPACES COMMUNS MISE EN PLACE CONTROLE ACCES	BOUDET	34990	JUVIGNAC
2509G10	CREATION ACCES PMR REFLECTION ESPACES COMMUNS MISE EN PLACE CONTROLE ACCES	SNEF	13015	MARSEILLE
2562T11	FOURNITURES DE LOGICIELS ANTI VIRUS F-SECURE	MISMO INFORMATIQUE	44240	LA CHAPELLE SUR ERDRE

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2554T11	FOURNITURE & INSTALLATION COMPARTIMENT TRANSPORT AVANT MISE EN BIÈRE	HYGÉCO INTERNATIONAL - HYGECOBEL	95142	GARGES-LES-GONNESSE
2569MG11	ACQUISITION VELOS NEUFS ET ACCESSOIRES	GO SPORT	34970	LATTES
2595T11	ACHAT DE FAUTEUILS D'ATTENTE POUR LE 3ÈME ETAGE	ELR - ESPACE LE PAPE RANVIER	34970	LATTES
2603T11	FOURNITURE PRODUITS HORTICOLES POUR LE PATRIMOINE SPORTIF	TOUCHAT	34130	MAUGUIO
2606B11	AUTOMATISATION MEDIA THEQUE FEDERICO FELLINI - LOT 2 ETIQUETTES RFID	3M FRANCE	95006	CERGY PONTOISE
2610A11	ACHAT MATERIEL ELECTRIQUE PILES & BATTERIES INDUSTRIELLES - LOT 1 MATERIEL ELECTRIQUE	REXEL FRANCE - AGEI GRAPIN SRP	30942	NIMES CEDEX 9
2611D11	ACHAT MATERIEL PLOMBERIE CHAUFFAGE ARROSAGE LOT 4 TELEGESTION	AURETEC	34430	SAINT JEAN DE VEDAS
2613T11	NETTOYAGE DU GYMNASSE ESPACE PITOT	KAROLA SERVICES	34090	MONTPELLIER
2621A11	MAINTENANCE & REPARATION - LOT 1	GALLOY 34 - MOTOCULTURE	34000	MONTPELLIER
2621B11	FOURNITURE DE PIECES DETACHEES - LOT 2	GALLOY 34 - MOTOCULTURE	34000	MONTPELLIER
2624DC11	ACHAT DE PARTITIONS	AUX NOTES D'ORPHEE	34000	MONTPELLIER
2629T11	FOURNITURE DE MATERIEL DE TRAITEMENT DE L'EAU	GACHES CHIMIE SPECIALITES	31084	TOULOUSE
2643T11	ACQUISITION DE PETITES FOURNITURES ET RESEAUX	TELEMICRON	34070	MONTPELLIER
2682T11	REALISATION PARKING MUTUALISE PICINE NEREIDES A LATTES	OC INFRA	34080	MONTPELLIER
2813MG11	FOURNITURES DE CHAISES CAP ALPHA	ADP BUREAU	26800	ETOILE SUR RHONE

Marché numero	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2845DC11	ACQUISITION D'INSTRUMENT DE MUSIQUE	AZEMA MUSIQUE DIESE 9	34170	CASTELNAU LE LEZ

2011 - Marchés de fournitures de 20 000 à 49 999,99 € t

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
1879A11	FOURNITURE SERVICES TELECOMMUNICATION	COMTETEL SAS	13567	MARSEILLE CEDEX 2
1879B11	FOURNITURE SERVICES TELECOMMUNICATION	SFR	92100	BOULOGNE BILLANCOURT
1879D11	FOURNITURE SERVICE TELECOMMUNICATION	ORANGE FRANCE SA	94110	ARCUEIL
1958T11	FOURNITURE MATERIEL PEDAGOGIK PISCINES	FUTURA PLAY	67700	SAVERNE
2275A11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 1	CVS COLLECTIVITE VIDEO SERVICES	93100	MONTREUIL
2275E11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 5	CVS COLLECTIVITE VIDEO SERVICES	93100	MONTREUIL
2362E10	RESSOURCES NUMERIQUE RESEAU MEDIATHEQUE LOT 6 PRESSE SUR PLACE	EBSCO ROWECOM FRANCE SAS	92183	ANTONY CEDEX
2363D11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 4	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363F11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 6	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363G11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 7	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363K11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES LOT 11	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363N11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES LOT 14	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363P11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 16	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2421B11	PRESTATIONS GARDIENNAGE ET SECURITE DES MANIFESTATIONS. LOT 2	GPS (PRIMAUT SECURITE)	34080	MONTPELLIER

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2463BISF11	FOURNITURE INSTALLATION MOBILIERS EQUIPEMENT MEDIATHEQUE J. GIONO A PEROLS	ELR - ESPACE LE PAPE RANVIER	34970	LATTES
2463G11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENT MEDIATHEQUE J. GIONO LOT 7 CHAISES SALLE LECTURE	BC INTERIEUR	77420	CHAMPS SUR MARNE
2463H11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 9 MOBILIER EXPOSITION	ELR - ESPACE LE PAPE RANVIER	34970	LATTES
2463K11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 11 MATERIEL AUDIOVISUEL	SEMAP	34970	LATTES
2497MG10	REPLACEMENT ARMOIRES ELEC PISCINE JANY	KIEBACK ET PETER	13790	ROUSSET
2549T11	MOBILIERS POUR LE 7EME ETAGE	RBC MOBILIER	30660	GAILLARGUES LE MONTUEUX
2570MG11	ACQUISITION VEHICULE BERLINE POUR LE SERVICE PROTOCOLE	CITROEN	34000	MONTPELLIER
2589T11	NETTOYAGE DES TRIBUNES AU PALAIS SPORTS BOUGNOL	SUD SERVICE GROUPE NICOLLIN	34171	CASTELNAU LE LEZ CEDEX
2606A11	AUTOMATISATION MEDIATHEQUE FEDERICO FELLINI - LOT 1 MATERIEL RFID	NEDAP FRANCE	95611	CERGY PONTOISE CEDEX
2611A11	ACHAT DE MATERIEL DE PLOMBERIE	SIDER	33884	VILLENAVE D ORNON CEDEX
2611B11	MATERIEL DE CHAUFFAGE ET PIECES DETACHEES	LA ROBINETTERIE INDUSTRIELLE	93107	MONTREUIL
2628SP11	ACHATS DE VISUELS	EYES UP	34880	LAVERUNE
2649B DC11	ACHAT D'INSTRUMENTS DE MUSIQUES	MUSIC FOR EVER -LA CLE DES VENTS	34130	MAUGUIO
2672T11	FOURNITURE ETIQUETTES R.F.I.D. RESEAU MEDIATHEQUE AGGLO	3M FRANCE	95006	CERGY PONTOISE
2696T11	FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'UNE BACHE DE PROTECTION CLIMATIQUE D'UN TERRAIN DE SPORT	ISS ESPACES VERTS	59290	WASQUEHAL



Marché numero	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2716DS11	ACHAT DE PRATICABLES GRS	GYMNOVA	13375	MARSEILLE
2735DC11	FOURNITURES DE MATERIEL AUDIO VISUEL	SUD MEDIA SYSTEM	34670	BAILLARGUES
2752DC11	TOLES LARMEES ALUMINIUM - MEDIA THEQUE GIONO	SOLATRA G	34302	AGDE CEDEX
2787MG11	REMPLACEMENT CTA SALLE EUROPE HOTEL AGGLOMERATION	BOISSON	34130	MUDAISON

2011 - Marchés de fournitures de 50 000 à 89 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
1879C11	FOURNITURE SERVICES TELECOMMUNICATION	SFR	92100	BOULOGNE BILLANCOURT
2275B11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 2	CVS COLLECTIVITE VIDEO SERVICES	93100	MONTREUIL
2275C11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 3	CVS COLLECTIVITE VIDEO SERVICES	93100	MONTREUIL
2275D11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 4	CVS COLLECTIVITE VIDEO SERVICES	93100	MONTREUIL
2275G11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 7	ADAV	75020	PARIS
2363A11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 1	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363B11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 2	AZIMUTS	34000	MONTPELLIER
2363E11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 5	DECITRE DECITRE	69371	LYON CEDEX 08
2363H11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 8	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363J11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 9	LIBRAIRIE LE GRAIN DES MOTS	34000	MONTPELLIER
2363J11	ACHAT LIVRES EDITIONS PARTITIONS ADAPTEES. LOT 10	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363L11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 12	NEMO LIBRAIRIE	34000	MONTPELLIER
2363M11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 13	SAURAMPS	34967	MONTPELLIER CEDEX 2
2363Q11	ACHAT LIVRES PARTITIONS EDITIONS ADAPTEES. LOT 17	BIBLIOTECA LIBRAIRIES PRIVAT	87020	LIMOGES

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2450C10	FOURNITURES DE CERCUEILS CAPTIONS ET ACCESSOIRES LOT 3 ACCESSOIRES	FUNERANOR	62091	HAISNES
2463A11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 1 MOBILIERS ADMINISTRATIFS	RBC MOBILIER	30660	GAILLARGUES LE MONTUEUX
2463H11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 8 : FAUTEUILS DE DETENTE	RBC MOBILIER	30660	GAILLARGUES LE MONTUEUX
2465T11	RECONDITIONNEMENT CONVOYEUR ALIMENTATION CENTRE DE TRI DEMETER	CREA LEAD	34070	MONTPELLIER
2501T10	FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL	CHARVET	34740	VENDARGUES
2506T11	ACHAT LIVRAISON FOURNITURES IMPRIMERIE RECONDUCTION 1 FOIS	IMPRIMERIE BONNIOL	34080	MONTPELLIER
2608T11	ECOLOTHEQUE - FOURNITURE DE REPAS BIO	SODEXO	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX
2666T11	FOURNITURE D'AUDIO-GUIDES POUR MUSEE FABRE	OPHRYS SYSTEMES	38170	SEYSSINET PARISSET
2669A11	ACQUISITION LAMPES GROUPMT LOT 1	REXEL FRANCE - AGEI GRAPIN SRP	30942	NIMES CEDEX 9
2715DC11	FOURNITURE FILM ADHESIF ET NON ADHESIF POUR L'EQUIPEMENT DES COLLECTIONS LIVRES	FILMOLUX	75966	PARIS
2765MG11	FOURNITURE ET POSE D'ENSEIGNE	DECOR 34	34000	MONTPELLIER

2011 - Marchés de fournitures de 90 000 à 132 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2275F11	ACQUISITION CD & DVD RESEAU MEDIATHEQUE LOT 6	ADAV	75020	PARIS
2564T11	REMPLACEMENT CAMERAS EXPLOITATION PREMIERE LIGNE TRAMWAY	IPERION	34430	SAINT JEAN DE VEDAS

2011 - Marchés de fournitures de 133 000 à 205 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2195T11	CARTOGRAPHIE DES RIS	GINGER STRATEGIS SA	34060	MONTPELLIER CEDEX 2
2361T11	ACHAT PERIODIQUE POUR RESEAU MEDIATHEQUE	EBSCO ROWECOM FRANCE SAS	92183	ANTONY CEDEX
2463E11	FOURNITURE & INSTALLATION MOBILIERS & EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE GIONO LOT 5 RAYONNAGES BACS A BD	BC INTERIEUR	77420	CHAMPS SUR MARNE
2472T11	ACQUISITION BENNES AMOVIBLES AVEC FILET	TAM	34190	GANGES
2502T10	LOCATION ENTRETIEN ET FOURNITURE HYGIENE ET SANITAIRE	INITIAL SERVICES TEXTILES BTB	34130	MAUGUIO
2635T11	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE POUR LA COMMUNAUITE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER	DELL COMPUTER	34938	MONTPELLIER

2011 - Marché de fournitures de 206 000 à 999 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2332A10	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE MUSEE FABRE LOT 1	COFELY GDF SUEZ E.S	34960	MONTPELLIER
2332B10	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE MUSEE FABRE LOT 2 NETTOYAGE ET ENTRETIEN LOCAUX	SUD SERVICE GROUPE NICOLLIN	34171	CASTELNAU LE LEZ CEDEX
2450A10	FOURNITURE DE CERCUEILS	MCGM	13140	MIRAMAS
2450B10	FOURNITURE DE CAPITONS POUR CERCUEILS	PRODUCTIONS HYODALL	59980	BERTRY
2532T11	FOURNITURE ET POSE DE MOBILIER DE SIGNALETIQUE	URBAN NT/KANGOUROU SIGNALISATION	34000	MONTPELLIER
2560T11	SACS BRETELLES BIODEGRADABLES	ICS	16400	LA COURONNE
2582T11	ACQUISITION VEHICULE RAIL ROUTE	L GEISMAR	68006	COLMAR CEDEX
2663T11	PRESTATIONS DE SERVICES MHSC	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	34967	MONTPELLIER
2664T11	PRESTATION DE SERVICES MHRC	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	34070	MONTPELLIER

2011 - Marchés de services de 4 000 à 19 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2403DF10	MISSION AIDE A LA DECISION DEVELOPEMENT DU TERRITOIRE DANS LE CADRE DE LA REFORME FISCALITE LOCALE	PARTENAIRES FINANCES LOCALES	75003	PARIS
2439T11	MAITRISE D'OEUVRE EXTENSION STEP COURNONSEC COURNONTERRAL	STUDIOGRAPH	34150	GIGNAC
2440T11	SPS EXTENSION STEP COURNONSEC COURNONTERRAL	YSEIS	94700	MAISONS ALFORT
2441T11	COURNON-CONTROLÉ TECHNIQUE EXTENSION STEP	QUALICONSULT	34000	MONTPELLIER
2483T11	COURNON - AUTORISATION EXTENSION STEP INTERCOMMUNALE	ENTECH	34140	MEZE
2503C11	FORMATION TECHNIQUE ACCUEIL LOT 3 PUBLIC HANDICAPE	ENTREPRISE ET COMPETENCES	34830	JACOU
2503E11	FORMATION TECHNIQUE ACCUEIL LOT 5 ACCUEIL PHYSIQUE ET TELEPHONIQUE	IF CONSEIL	13100	AIX EN PROVENCE
2513T10	TRANSPORT ALLER RETOUR OEUVRES DANS LE CADRE EXPOSITION "PHILIPPE PRADALLE" AU MUSEE FABRE	TRANSPORTS MONIN	93000	BOBIGNY
2519T11	METHANISATION - EVALUATION DES FLUX POLLUANTS	APAVE SUDEUROPE	34970	LATTES
2536TV11	PLANTATIONS AVENUE GEORGES FRECHE	UPEE 7	34130	SAINT AUNES
2537B11	MUSEE FABRE - INTERVENTIONS PONCTUELLES RESTAURATION - LOT 2 CONSERVATION	OULEY ERIC	81600	GAILLAC
2541T11	CSPS RACCORDEMENT ASF A STEP FABREGUES	DEKRA CONSEIL HSE	34000	MONTPELLIER
2542DC11	REALISATION COURTS METRAGES	COURT JUS PRODUCTION	63480	SUGERES
2543DC	TIRAGE CATALOGUE EXPOSITION RITES	EDITIONS ERRANCE	13633	ARLES CEDEX

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2544DC11	CONCEPTION SCENOGRAPHIE & GRAPHISME	SALUCES	84000	AVIGNON
2551T11	ELABORATION PLAN DE GESTION ESPACES NATURELS DOMAINE DE VIVIERIS	OFFICE NATIONAL DES FORETS	34094	MONTPELLIER CEDEX 5
2566T11	AUDIOVISUEL SUR CAP ALPHA	AUDIO TECHNIC	34790	GRABELS
2568B11	ECO INFOS LOT 2 MAQUETTAGE	WONDERFUL	34170	CASTELNAU LE LEZ
2568C11	ECO INFOS LOT 3 TRADUCTION	COMTEXT	34000	MONTPELLIER
2575DC11	CONSERVATOIRE REGIONAL - ACCORD & ENTRETIEN DES PIANOS	PIANORAMA	34130	MAUGUIO
2576DC11	NUMERISATION DES COLLECTIONS - MUSEE DE L'HISTOIRE DE France EN ALGERIE	ARKHENUM	33200	BORDEAUX CAUDERAN
2583T11	VILLENEUVE LES MAGUELONE - ENTRETIEN DE LA MEDIATHEQUE	SNIH	34570	PIGNAN
2591MG11	NETTOYAGE DES LOCAUX DU BATIMENT " LABORATOIRE SANTÉ MILLENAIRE "	KAROLA SERVICES	34090	MONTPELLIER
2593DC11	TRANSPORTS DES INSTRUMENTS ET MATERIELS	OMC DEMENAGEMENT	34660	COURNONTERRAL
2614A11	ACQUISITION DE MATERIEL D'ENTRETIEN LOT 1 POUR SURFACES SPORTIVES	GALLOY 34 - MOTOCULTURE	34000	MONTPELLIER
2637B11	TRANSPORT DECHETS MENAGERS PIGNAN	SMN MEDITERRANEE NETTOIEMENT	34073	MONTPELLIER
2638T11	DISTRIBUTION DE BONS ET LIVRAISON DE SACS - LOT 2	TEMACO	13793	AIX EN PROVENCE
2641T11	MAINTENANCE CENTRALES TRAITEMENT DE L'0 PISCINES DE L'AGGLO	EAUX COLLECTIVITE ET TRAITEMENTS	83500	LA SEYNE SUR MER
2646DC11	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX DU MUSEE FABRE - MISSION MAÎTRISE D'OEUVRE	EMMANUEL NEBOUT	34000	MONTPELLIER



Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2650T11	ANALYSE AIR DES PISCINES DE L'AGGLO	POLE AIR	38250	LANS EN VERCORS
2694DC11	MAINTENANCE PORTES, PORTAILS, RIDEAUX AUTOMATIQUES BATIMENTS CULTURELS	COPAS SYSTEME	34070	MONTPELLIER
2704UH11	ANALYSE & FORMALISATION DU BILAN SCOT	KFH	34000	MONTPELLIER
2708T11	MAINTENANCE LOGICIELLE ET MATERIELLE DE LA BILLETTERIE PLANETARIUM	IIREC	86130	JAUNAY CLAN
2714EA11	ETUDES GEOTECH. ROND POINT DES LEVADES	HYDROGEOTECHNIQUE SUD EST	13120	GARDANNE
2717DC11	EXPO " BIOULES" CONCEPTION ET CO-EDITION DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION	TTM EDITIONS	92130	ISSY LES MOULINEAUX
2719MG11	ASSISTANCE TECHNIQUE ETUDE ET MISE EN OEUVRE EXTENSION TELESURVEILLANCE C.A.M.	LM INGENIERIE	34830	CLAPIERS
2720R111	HEBERGEMENT ACQUISITION DE SOLUTION VISIO- CONFERENCE	TIXEO	34189	MONTPELLIER CEDEX 4
2744SP11	DINER SPECTACLE DE GALA	TRAITEUR DU LITTORAL	69192	C/O GROUPE NICOLLIN
2747DC11	EXPO "GANDUR" MAITRISE D'OEUVRE POUR TRAVAUX DE MUSEOGRAPHIE	ARSCENES	34000	MONTPELLIER
2762DC11	AMENAGEMENT CUISINE MEDIA THEQUE J.J. ROUSSEAU	SM SYSTEMES	34110	FRONTIGNAN
2764DE11	CREATION LOGICIEL BUSINESS PLAN	HASTATIS	34430	ST JEAN DE VEDAS
2772DE11	INTERPRETARIAT CONGRES EUPIC	ILO INTERNATIONAL LANGUAGE ORG	34670	BAILLARGUES
2792T11	OPERA ORCHESTRE ETUDE DES MODES DE GESTION	BARON	75009	PARIS 09
2817TV11	LEVES TOPOGRAPHIQUES POUR ACCESSIBILITE DES QUAIS BUS	BILICKI-DHOMBRES OSMO	34080	MONTPELLIER

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2826DC11	CONCEPTION ET FOURNITURE D'UN PROGRAMME MULTIMEDIA	OPHRYS SYSTEMES	38170	SEYSSINET PARISSET
2827DC11	CREATION MAQUETTE TACTILE SABATIER DESPEYRAN	ARCHI-TACT	63730	LES MARTRES DE VEYRE

2011 - Marchés de services de 20 000 à 49 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2579DC11	MISSION MAITRISE D'OEUVRE PARTIELLE REMPLACEMENT BAIES A L'OPERA COMEDIE	ART ARCHITECTURE	66000	PERPIGNAN
2592DC11	TRANSPORT ALLER RETOUR + EMBALLAGES + DEBALLAGES + LIVRAISON OBJET EXPOSITON "RITES..."	BOVIS PROVENCE	13106	ROUSSET CEDEX
2602DC11	PRISES DE VUES D'OEUVRES ET REPORTAGE PHOTOS D'ACCROCHAGES DU MUSEE FABRE	JAULMES	34000	MONTPELLIER
2652DC11	MISE EN PLACE AMENAGEMENT COMPLET CUISINE MEDIATHEQUE V.HUGO	SM SYSTEMES	34110	FRONTIGNAN
2658DC11	CONCEPTION REALISATION FILMS TRAVAUX RENOVATION CAGE DE SCENE	SATELLITE COMMUNICATION MULTIMED	34000	MONTPELLIER
2689DC11	TAILLE ABATTAGE ELAGAGE BAT CULTURELS	PHILIP FRERES	34270	SAINT MATHIEU DE TREVIERIS
2690DC11	ENLEVEMENT TAGS GRAFFITIS BAT CULTURELS	CIEL VERT	34470	PEROLS
27128ISDC1	MISSION ASSISTANCE A MAITRISE D'OEUVRE TRAVEE MOLIERE OPERA	AUBRY ET GUIQUET	75011	PARIS
2718DC11	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE BONNIER SECURISATION DU DOMAINE	ART ARCHITECTURE	66000	PERPIGNAN
2722DC11	ASSISTANCE MAITRISE OUVRAGE ZOLA REMPLACEMENT DES CLAPETS COUPE FEU	ETEC	30190	ST CHAPTES
2727DC11	NETTOYAGE LOCAUX CRR ART DRAMATIQUE	ESPACE PROPRETE	34130	LANSARGUES
2730MG11	MISE EN CONFORMITE ATELIER BOIS	BOISSON	34130	MUDAISON
2733DE11	ORGANISATION D'UNE MISSION D'ENTREPRISES USA - DISPOSITIFS MEDICAUX INTELLIGENTS	MEDNEST LLC	08540	PRINCETON NEW JERSEY
2746SP11	CARTONS D'INVITATION	LB IMPRESSIONS	34980	ST GELY DU FESC

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2748DE11	ACCOMPAGNEMENT DEMARCHE STRUCTURATION FILIERE E-SANTE	ALCIMED LYON	69003	LYON
2784DC11	CONCEPTION - EDITION & DIFFUSION CATALOGUE	SILVANA EDITORIALE SPA	20092	CINISELLO BALSOMO
2809DC11	EXPO "GANDUR" SIGNALETIQUE	L ATELIER	13420	GEMENOS
2829DC11	ADAPTATION DU CONTROLE D'ACCES DE L'OPERA AP/CP	ATELIER DUCROT	34400	LUNEL

2011 - Marchés de services de 50 000 à 89 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
1584111	TRAVAUX CONSTRUCTION MEDIA THEQUE J. GIONO RELANCE LOT 9 FAUX PLAFONDS	MIDI PLAFOND	34690	FABREGUES
2405C11	ACQUISITION ET LIVRAISON VETEMENT LOT 3 CHAUSSURE SECURETE	ESCASSUT	34060	MONTPELLIER
2405E11	ACQUISITION ET LIVRAISON VETEMENT LOT 5 VETEMENT SPORT	POKEE SPORT PUBLICITE	03104	MONTLUCON CEDEX
2485T11	CONSERVATOIRE-NETTOYAGE EXTERIEUR	SNIH	34570	PIGNAN
2495T11	EXPLOITATION ET MAINTENANCE GENIE CLIMATIQUE.	CEGELEC SUD EST	34965	MONTPELLIER CEDEX 2
2503A11	FORMATION TECHNIQUE ACCUEIL LOT 1 NOTIONS GENERALES	IF CONSEIL	13100	AIX EN PROVENCE
2507A11	FORMATION TECHNIQUES ACCUEIL LOT 1 NOTIONS GENERALES	IF CONSEIL	13100	AIX EN PROVENCE
2553T11	REALISATION DOSSIER REGLEMENTAIRE INSTALLATION STOCKAGE DECHETS MENAGER NON DANGEREUX	ANTEA	45061	ORLEANS CEDEX
2557T11	REGARINSSAGE TOTAL DU FOUR CINERAIRE REMPLACEMENT DU BRULEUR ET PORTE INSERTION	SOTAG	84100	ORANGE
2568A11	ECO INFOS LOT 1 REDACTION	RAMON	11200	CANET D'AUDE
2568E11	ECO INFOS LOT5 ROUTAGE	ROUTAGE SERVICE	12103	MILLAU CEDEX
2588T11	ETUDE MISE EN PLACE BOUCLE LOCALE DANS LES ZAE	LM INGENIERIE	34830	CLAPIERS
2590T11	RESTRUCTURATION DE LA MEDIATHEQUE AIME CESAIRE - PROGRAMMATION FONCTIONNELLE & TECHNIQUE	QUALICONSULT SECURITE	34000	MONTPELLIER
2600T11	REMPLACEMENT DU MOBILIER DE LA SALLE DE CEREMONIE AU COMPLEXE FUNERAIRE GRAMMONT	BUREAU EQUIPEMENT CONSEIL BEC	38700	LA TRONCHE

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2616T11	RENOUVELLEMENT SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE 2011-2014	STEDIA CONSULTING	13120	GARDANNE
2627T11	EVOLUTION MAINTIEN ANNUAIRE IDENTITES SSO WEB	LINAGORA GSO	31520	RAMONVILLE ST AGNE
2631T11	ELABORATION PROGRAMME @-ADMINISTRATION	COMAITRISE D'OEUVRE	31500	TOULOUSE
2668T11	ACQUISITION ET LIVRAISON BOISSONS NON ALCOOLISEES	FRANCE BOISSONS LANGUEDOC	34770	GIGEAN
2675T11	MAITRISE D'OEUVRE RACCORDEMENT EFFLUENT PEROLS A MAERA	EGIS EAU	34965	MONTPELLIER CEDEX 2
2713B11	ACQUISITION VEHICULES NEUFS LOT 2 UTILITAIRES	RENAULT MONTPELLIER - REAGROUP	34010	MONTPELLIER
2761DC11	TRAITEMENT DE CONSERVATION RESTAURATION	MATERIA VIVA	31200	TOULOUSE

2011 - Marchés de services de 90 000 à 132 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2236A10	MAINTENANCE BATIMENTS EQUIPEMENT & INSTALLATION MEDIATHEQUE ZOLA LOT 1 EXPLOITATION & INSTALLATION	MULTITEC	34470	PEROLS
2236C10	MAINTENANCE BATIMENTS EQUIPEMENT & INSTALLATION MEDIATHEQUE ZOLA LOT 3 NETTOYAGE VITRERIES	ARANEA - LINTANE MARC	34130	MAUGUIO
2236D10	MAINTENANCE BATIMENTS EQUIPEMENT & INSTALLATION MEDIATHEQUE ZOLA LOT 4 ASCENSEURS	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	49001	ANGERS
2439T11	MAITRISE D'OEUVRE EXTENSION STEP COURNONSEC COURNONTERRAL	ENTECH	34140	MEZE
2473T11	ETUDE OPORTIMISATION EXPLOITATION RESEAU TRAMWAY 2020	TTK	99999	KARLSRUHE
2508T11	ENTRETIEN CONTROLE MAINTENANCE PARC	GARAGE DU PRES D ARENES	34070	MONTPELLIER
2577T11	MISSION ETUDE DE GESTION DE LA VOIRIE	EGIS MOBILITE	13090	AIX EN PROVENCE
2587T11	EXPLOITATION ET MAINTENANCE TECHNIQUE A LA PISCINE DE L' E.A.I.	IDEX ENERGIE EX IDEX ET CIE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT
2604T11	NUMERISATION & TRAITEMENT R.O.C. DE DOCS RELIES ET NON RELIES MEDIATHEQUE	ARKHENUM	33200	BORDEAUX CAUDERAN
2618T11	ETUDE AMELIORATION RESAU BUS MONTPELLIER	EGIS FRANCE	69455	LYON CEDEX 06
2626T11	REMPACEMENT SONORISATION MEDIATHEQUE E. ZOLA A MONTPELLIER	SOMITEG	34470	PEROLS
2713A11	ACQUISITION DE VEHICULES NEUFS LOT 1 - NEUFS SEGMENT A ET B	RENAULT MONTPELLIER - REAGROUP	34010	MONTPELLIER
2786 DE 11	ETUDE POSITIONNEMENT POLE AFFAIRE PROCHE NOUVELLE GARE TGV	LANGUEDOC ROUSSILLON AGCE DEVELO	34000	MONTPELLIER

2011 - Marchés de services de 133 000 à 205 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2253F11	CONSTRUCTION PISCINE LES NEREIDES LATTES LOT 6 METALLERIE	VIP PLUS	34170	CASTELNAU LE LEZ
2377B1ST11	PROGRAMME LOCAL HABITAT 2012/2017	ACADIE	75012	PARIS
2405A11	ACQUISITION ET LIVRAISON DE VETEMENTS LOT 1 VETEMENT PROTOCOLAIRE	ESCASSUT	34060	MONTPELLIER
2405D11	ACQUISITION ET LIVRAISON VETEMENTS LOT 4 PROTECTION INDIVIDUELLE	INTERSAFE ABRUM	95943	ROISSY CDG CEDEX
2526T11	GARDIENNAGE TRAVAUX OPERA COMEDIE	AEGITNA LR	34000	MONTPELLIER
2584T11	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES 3 BATIMENTS DU BIC	COFELY GDF SUEZ E S	34960	MONTPELLIER
2594T11	ASSISTANCE TECHNIQUE DEVELOPEMENT INFORMATIQUE INTEGRATION CONTINUE	BULL	06700	ST LAURENT DU VAR
2615T11	NETTOYAGE et ENTRETIEN DES BATIMENTS DE CAP ALPHA, MIBI, CAP OMEGA	KAROLA SERVICES	34090	MONTPELLIER
2676T11	UTILISATION IMAGE OUEDRAOGO	OUEDRAOGO	34070	MONTPELLIER
2677T11	UTILISATION IMAGE TRINH-DUC	FTD COMMUNICATION	34070	MONTPELLIER
2698 T11	HEBERGEMENT ET MAINTENANCE SITES INTERNET	OVEA	34470	PEROLS
2734T11	AQUISITION DE LICENCES DE LOGICIELS	SCC (EX ALLIUM)	34000	MONTPELLIER
2740T11	COMMANDE RELATIVE A UTILISATION DE L'IMAGE F. GALTHIE PAR LA CAM	GALTHIE COMMUNICATION	31170	TOURNEFEUILLE



2011 - Marchés de services de 206 000 à 999 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2236B10	MAINTENANCE BATIMENTS EQUIPEMENT & INSTALLATION MEDIA THEQUE ZOLA NETTOYAGE LOCAUX & ESPACES LOT 2	SIN STES	13854	AIX EN PROVENCE
2310T11	TRAVAUX RACCORDEMENT ELECTRIQUE	SOTEM	34430	SAINT-JEAN-DE-VEDAS
2405B11	ACQUISITION ET LIVRAISON VETEMENT LOT 2 VETEMENT REGIE COLLECTE	ESCASSUT	34060	MONTPELLIER
2421A10	PRESTATION GARDIENNAGE LOT 1	LCE SECURITE	34080	MONTPELLIER
2427T11	ELABORATION SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE	VINSONNEAU PALIES NOY GAUER/EGIS EAU/CALIA CONSEIL	34000	MONTPELLIER
2429A11	PIGNAN-ENTRETIEN MAINTENANCE VEHICULE	STPM	34434	Z I D EYES EMPENES
2429B11	CASTRIES-ENTRETIEN MAINTENANCE VEHICULE DE COLLECTE	LMS	34670	BAILLARGUES
2429C11	FOURNITURE ENTRETIEN PNEUMATIQUE	EUROMASTER FRANCE	38330	MONTBONNOT
2429D11	GRAMMONT ENTRETIEN MAINTENANCE VEHICULE	LMS	34670	BAILLARGUES
2444A11	THOT-SURVEILLANCE GESTION LIXIVIAT BIOGAZ	SMTV/D/SELARL VINCENS DOMINIQUE	34000	MONTPELLIER
2444B11	THOT-RESEAU CAPTAGE DU BIOGAZ	BEC FRERES	12000	RODEZ
2455A10	PRESTATIONS SERVICES TRAITEURS	PROUHEZE	34000	MONTPELLIER
2455B10	PRESTATION SERVICE TRAITEURS	GERMAIN TRAITEUR	34090	MONTPELLIER
2455C10	PRESTATIONS SERVICES TRAITEURS	TRAITEUR DU RABELAIS	34130	MAUGUIO

Marché numero	Marché libelle	Nom tiers	Code postal	Commune
2455D10	PRESTATIONS SERVICE TRAITEURS	LM TRAITEUR	34430	ST JEAN DE VEDAS
2455E10	PRESTATIONS SERVICE TRAITEURS	LA TABLE DE CANA	34070	MONTPELLIER
2455F10	PRESTATIONS SERVICE TRAITEURS	HUSSER TRAITEUR	34000	MONTPELLIER
2482T11	TRANSPORT ELIMINATION DECHETS TOXIQUES	COVED SUD EST	26230	ROUSSAS
2516T11	PRESTATIONS ACQUISITION TRANSPORT HEBERGEMENT SEJOURS	BOS VOYAGE BUREAU ORGANISATION	34072	MONTPELLIER
2524T11	MISSION ETUDE ELABORATION PLANS CLIMAT ENERGIE	BG INGENIEURS CONSEILS	94200	IVRY SUR SEINE
2545T11	GEOLOCALISATION DES VEHICULES DE COLLECTES	SABATIER GEOLOCALISATION	34430	SAINT JEAN DE VEDAS
2548T11	EMBALLAGE ET TRANSPORT ALLER RETOUR OEUVRES EXPO. ODILON REDON MUSEE FABRE	ATLANTIC LOGISTIQUE	44100	NANTES
2565T11	PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE	VINSONNEAU PALIES NOY GAUER	34000	MONTPELLIER
2662T11	MAHB - PRESTATION DE SERVICES	MONTPEL AGGLOMERATION HANDBALL	34090	MONTPELLIER

2011 - Marchés de services de 1 000 000 à 2 999 999,99 € ht

Marché numéro	Marché libellé	Nom tiers	Code postal	Commune
2223T11	GARDIENNAGE MUSEE FABRE A MONTPELLIER	AEGITNA/AEGITNA LR	34000	MONTPELLIER
2261A11	TRAITEMENT PAR BROYAGE- COMPOSTAGE DECHETS VERT	VEOLIA PROPRETE	34070	MONTPELLIER
2563D11	CASTRIES - AMENAGEMENT CASIER 1 - LOT 4 REALISATION DU DISPOSITIF COLLECTE TRAITEMENT BIOGAZ	BEC FRERES	12000	RODEZ